3 JEUX : 50.000 FRANCS PAR SEMAINE (page 19)

L'EXPRESS

19 JUILLET 1957. — N° 317

100 FR. ALGERIE, TUNISIE MAROC : 100 FR.

INSTITUT FRANÇAIS DU ROYAUME-UNI
BIBLIOTHÈQUE
0828
QUEENSBERRY PLACE, LONDON, S.W.7

Avec le général de Bollardière...

par le Colonel BARBEROT

LA MISSION SABOTÉE

Un récit de Pierre Gascar :

« L'ENFANT DE MADRAS »

(Charpentier - « L'Express »)

LE COLONEL ROGER BARBEROT

« La Grèce est morte parce que la Grèce voulait mourir. Les peuples meurent de leur propre abandon. »

(André Malraux)

★ ★ ★ ★ ★

La lettre de « L'EXPRESS »

« IL n'y a plus de gouvernement », s'est écrié M. P.-H. Teitgen au cours du débat nocturne où se discutait l'extension des pouvoirs spéciaux à la Métropole.

Ce qui tendrait à prouver que l'honorable parlementaire est incomplètement informé. Non seulement il y avait ce jour-là un gouvernement, mais il y en avait deux : celui de M. Bourgès et celui de M. Maunoury.

Certes, la coincidence ne semble pas toujours exister entre les intentions de l'un et les actions de l'autre, comme on le verra en lisant l'étrange histoire d'une mission manquée.

Quand M. Bourgès envoie, selon la tradition, pour prouver sa volonté pacifique, un émissaire destiné à sonder les intentions de l'adversaire, M. Maunoury dément qu'ait été accomplie une mission dont la poursuite pourrait rapprocher le terme de la guerre.

Quand M. Maunoury fait arrêter l'avocat tunisien chargé de faire progresser les résultats de cette mission, M. Bourgès le laisse reprendre librement l'avion qui le ramène dans son pays.

Quand M. Bourgès félicite son envoyé personnel des nouvelles encourageantes qu'il rapporte, M. Maunoury décharge ce trop zélé médiateur de sa mission.

Celui-ci n'est pas encore arrêté pour intelligences avec l'ennemi, mais s'il fallait que M. Maunoury donne publiquement cette preuve de désapprobation à l'égard de la dangereuse initiative de M. Bourgès, il s'y résoudrait.

Que votre Bourgès ignore ce que fait votre Maunoury, telle est la devise à laquelle il semble s'être rallié, sur le conseil de son trait d'union.

On comprend que, dans cette conjoncture, le Parlement ait hésité à voter les pouvoirs spéciaux dont il ne sait s'il les remettra dans les mains du premier, du deuxième. Ou du troisième.

Et que, sous cette abondance de présidents du Conseil, M. Teitgen se soit inquiété de n'en trouver aucun.

AINSI, trois ans après que fut signée à Genève, un 20 juillet, la paix d'Indochine, qui apportait « une conclusion cruelle à une évolution cruelle », le ballet recommence. Les figures n'en seront connues dans le détail que dans plusieurs années. En revanche, celles qui occupèrent nos danseurs entre le bombardement de Hanoï et la chute de Dien-Bien-Phu peuvent maintenant être reconstituées, à partir des documents officiels.

Elles appartiennent au passé. On voudrait être sûr qu'elles n'illustrent pas le présent. Le récit que Roger Barberot consacre aux aventures du général de Bollardière éclaire, hélas ! des événements très récents, d'une lumière aussi impitoyable que celle où apparaît maintenant, à travers l'histoire du 20 juillet, la politique menée en Indochine.

Françoise GIROUD.

« L'EXPRESS »

91, *Champs-Elysées, Paris* (8)
Téléphone : *ELYsées* 88-61

DIRECTION :
Françoise GIROUD
J.-J. SERVAN-SCHREIBER

REDACT. EN CHEF ET AFF. POLITIQUES : Pierre VIANSSON-PONTE, Jean DANIEL
ACTUALITES : Sylvain ZEGEL
PARIS EN PARLE : Jean-Pierre VIVET
LETTRES : François ERVAL
PAGES AU FEMININ : Christiane COBLENCE
SEC. DE REDACTION : Robert NAMIA

REDACTION :
Michel BOSQUET, K.-S. KAROL, J.-F. CHABRUN, Djenane CHAPPAT, Madeleine CHAPSAL, André DIEBOLD, André GOBERT, Léone GEORGES-PICOT, Claude KRIEF, Serge LAFAURIE, Thomas LENOIR, Maurice LEROUX, Michèle MANCEAUX, Liliane MARQUAND, Evelyne REYRE, Anne-Marie de VILAINE.

COLLABORATEURS :
Robert BARRAT, Jean BLOCH-MICHEL, J.-L. BORY, Michel DESBRUERE, Jean DUVIGNAUD, Antoine GOLEA, Alfred GROSSER, Dorel HANDMAN, René HERICOTTE, Robert KANTERS, René LEIBOWITZ, Georges LESER, Clara MALRAUX, Raymond THEVENIN, Gabriel VENAISSIN.

DIRECTEUR DE LA REDACTION :
Philippe GRUMBACH

En plein boom

L'excellent article de Maurice Duverger « En plein boom » n'étonnera que ceux qui n'ont pas suivi la carrière de Max Lejeune. Mon plus ancien souvenir concernant l'actuel ministre du Sahara remonte aux années 1932-1933, si je ne me trompe. Etudiant socialiste, j'assistais à une controverse publique, au Foyer des Etudiants, boulevard Saint-Michel, sur le problème du désarmement, entre André Philip et un avocat dont j'ai oublié le nom. Controverse très courtoise devant un public restreint d'étudiants. Après l'exposé contradictoire des deux orateurs, un étudiant encore inconnu, mais appelé à un brillant avenir, demande la parole, c'était Max Lejeune. Les insultes pleuvent contre le représentant du « capitalisme » : « marchand de canons », « vendu » et j'en oublie. Nous étions consternés : comment un étudiant socialiste peut-il à ce point, manquer de tact et d'intelligence ? Hélas ! il allait bientôt être député et plus tard ministre.

Deuxième souvenir. En 1938, lors de l'affaire des Sudètes, Lejeune, ardent « munichois », discute avec son camarade de parti, le docteur Zwiebel, partisan de la résistance à Hitler. Argument suprême, Lejeune lui lance avec superbe : « Toi, tu ne peux comprendre la France. Les Français ne veulent pas faire la guerre pour les Juifs. » Je me permets de rappeler aux anciens camarades du docteur Zwiebel qui liront peut-être ces lignes, que ce dernier qui « ne pouvait comprendre la France » a su mourir pour elle. Fait prisonnier à Dunkerque, après une conduite héroïque qui lui a valu la Croix de guerre, il a été libéré trois ans plus tard à la suite d'une maladie de cœur contractée en captivité. Engagé volontaire dans le maquis de l'Ardèche, il est tombé mortellement atteint, en août 1944. Après sa mort, il a été fait chevalier de la Légion d'honneur à titre militaire.

Pour en revenir à Max Lejeune, je ne puis que reprendre les paroles de Maurice Duverger : « Tout cela est aux antipodes du socialisme. Ou alors Hitler était socialiste, Poujade est socialiste, Tixier-Vignancour est socialiste. » Seulement, tout cela est très vieux et ne date pas seulement du dernier discours « en plein boom ».

VIVEKANANDA,
(Troyes)

Ce qui est terrible...

Je me cite en exemple entre des milliers. Combattant volontaire 14-18 (17 ans), sous-officier en retraite après 15 ans d'armée dans laquelle j'ai servi dans les quatre coins du monde. Médaillé militaire, Croix de guerre, à 60 ans d'âge j'ai honte de porter mes 11 décorations. Employé dans une administration depuis 25 ans, mes chefs pourront en témoigner durant ma vie si j'ai manqué à l'honneur ou au devoir.

Il y a 35 ans que j'ai choisi mon chemin. Devant les injustices et le contraire de ce que l'on m'a enseigné à l'Ecole française où j'ai été formé, je me suis fait citoyen français. Jusqu'à ce jour, je croyais l'être. Maintenant, je doute. Que de souffrances et de vexations inutiles durant toute une vie.

Mes coreligionnaires me tenaient à l'écart pour avoir opté pour la France.

Les Français (pas tous heureusement) me traitaient de... étant d'origine musulmane.

J'étais placé entre l'enclume et le marteau. Il fallait avoir une force de caractère pour résister.

Jusqu'à ces derniers temps, j'avais bon moral. Je ne m'occupais que de mon travail.

Mais comme tout le monde, malgré les preuves du passé, certains zélés représentants de ma patrie adoptive à qui j'ai donné mon sang et ma jeunesse, aveuglés par le racisme tout en faisant la pacification à sens unique à la mode de 1838 (voir l'exposé du général Gérard de la loi sur l'Algérie, alors ministre de la Guerre) ont cherché à m'envoyer rejoindre au fond d'un silo mes coreligionnaires qui, la plupart, ne savent même pas pourquoi ils y sont.

Ce qui est terrible de tout ça ? C'est la déception, le réveil à la réalité si c'en est une. Après s'être donné cœur et âme et le reste qui me reste à vivre.

Z. S.
Receveur des P.T.T.
Algérie.

Nous sommes fixés !

Continuer sa route, vaille que vaille, jour après jour, avec courage et foi, tel est l'objectif de M. Robert Lacoste. Nous le redoutions mais depuis dimanche dernier nous sommes, hélas ! fixés. Il faut empêcher coûte que coûte le renouvellement des erreurs commises et répétées depuis la formation du cabinet Guy Mollet. Entreprenez une action plus vigoureuse encore s'il le faut.

Par analogie avec ce qui précède, vous dirai-je mon état d'esprit à l'audition lors du journal parlé de ce jour mardi, à 13 h., d'un communiqué d'une Association « se prétendant les Anciens d'Algérie » (la radio dixit). Ce communiqué protestait et se désolidarisait de la manifestation de dimanche à Alger.

FRANÇOIS COLLIN,
Officier de réserve,
Conseiller municipal radical de Liuron
(Drôme).

La belle époque

Bien que n'étant pas israélite, c'est avec une intense émotion que j'ai lu le tragique récit de ce 16 juillet 1942. J'ai été toutefois surpris de vous voir écrire : « Sans doute n'est-il pas de bon goût d'assombrir un ciel de vacances, un ciel de 14 juillet avec de tels souvenirs... » et vous ajoutez : « A ceux qui préfèrent ne pas y penser... » Je crois au contraire qu'il était justement opportun de rappeler ces événements à une époque où des lois d'exception d'un autre genre risquent de voir le jour ! Tant pis si ces souvenirs troublent le repos des égoïstes et des indifférents, je dirais même : tant mieux (...).

La belle époque de l'ordre nazi va peut-être revenir et « les exhibitionnistes du cœur et de l'inteligence » iront rejoindre dans quelque camp « les cornichons antifascistes ».

PIERRE BARON,
Thiviers.

Que signifie : s'évader ?

Dans son « Bloc-Notes » du N° 315 de votre hebdomadaire, votre collaborateur, M. François Mauriac, met en cause la véracité de mon récit de l'évasion du lieutenant Mairesse-Lebrun.

Je répondrai simplement ceci à François Mauriac : « Où voyez-vous que je vous aie trompés ? »

Je maintiens formellement mon affirmation. Les différents livres français et anglais traitant de l'histoire de la forteresse, le palmarès des évasions tel qu'il fut établi tant par les prisonniers eux-mêmes que par leurs gardiens, la liste dressée par les Allemands de l'Est qui ont organisé un musée de l'évasion dans le vieux bourg, le témoignage de ceux qui se trouvaient à Colditz à l'époque, la tradition orale de la forteresse telle qu'elle me fut révélée lorsque j'y arrivai en septembre 1944, la parole enfin du héros de l'aventure que l'on ne saurait mettre en doute, tout confirme ce fait précis : « Mairesse-Lebrun est le premier officier prisonnier à s'être évadé de la forteresse de Colditz. »

Il est exact d'autre part — et j'en donne volontiers acte à votre éminent collaborateur — que le capitaine Alain Le Ray a été effectivement détenu à Colditz jusqu'au 11 avril 1941. Ce jour-là, il réussit à recouvrer sa liberté au cours d'une promenade, puis à rentrer en France, aidé notamment par sa parfaite connaissance de l'allemand et les nombreux amis qu'il avait conservés en Allemagne où il avait vécu pendant la guerre. Cependant — et là se trouve le point de divergence — c'est au cours d'une sortie *hors de la forteresse et de son enclos* — qu'il réussit à tromper ses gardes.

S'évader d'une forteresse suppose le franchissement de tout ce qui assure l'étanchéité : murailles, fossés, barbelés, etc. Tel fut vraiment l'exploit réalisé pour la première fois par Mairesse-Lebrun le 1er juillet 1941. Quand on n'est plus dans une forteresse, on ne saurait s'en évader.

C'est cette simple vérité que l'on ne saurait taxer de byzantine que je vous demande de bien vouloir porter à la connaissance de vos lecteurs.

JACQUES LE BAILLY.
Paris-Match.

[Le colonel Alain Le Ray étant ici directement mis en cause, c'est à lui et à l'Association des Anciens de Colditz, qu'il appartient de répondre à M. Le Bailly.

Nous publions donc la lettre de ce dernier en lui laissant l'entière responsabilité de ses déclarations.]

L'Amicale des Amis de « L'Express » de Maine-et-Loire se réunira à Angers le 26 juillet à 21 heures.

Lieu de la réunion : restaurant « Tout L'Anjou », 9, rue d'Anjou.

Ordre du jour : présentation du bureau ; organisation générale.

Tous les abonnés, lecteurs et sympathisants sont cordialement invités.

Siège social de l'Amicale pour tous renseignements concernant la vie de l'Amicale : M. Duverger P., 59, rue du Faubourg-Saint-Michel.

La photo de M. Kroutchev publiée en couverture du dernier numéro de « L'Express » est une photo « Paris-Match ».

Les droits du livre de Victor Alexandrov dont nous avons publié des extraits dans le n° 316 de « L'Express » appartiennent aux éditions Plon, et à la Page Internationale.

Mots croisés N° 92

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1								
2					■			
3								
4				■				
5							■	
6						■		
7			■					
8		■						
9							■	
10					■			

Horizontalement. — Le premier est petit. — 2. Délaissé par le végétarien. Horace en a soigné plus d'une. — 3. Ne reconnaît la loi naturelle que pour la violer. — 4. Siège tout à fait à l'est d'un pays de l'Ouest. Les Offices n'en sont pas loin. — 5. Dans la même série que Chio, Samos, etc. — 6. Une favorite, un écrivain, un historien, un socialiste, un condamné à mort. Après des pronoms ou avant des adverbes. — 7. Termine un ordre de départ, assez brutal. Termine une formule de politesse rituelle. — 8. Des coques ou des gouttes. — 9. Se sépare de ses biens sans les aliéner. — 10. De grâce à Alès. Désinence de noms de métier.

Verticalement. — I. Indiquait l'état social, indique maintenant l'état civil. — II. Pour prévenir un écroulement. En épelant : fleuve breton. — III. Américain du Sud ou Anglaise. Parti sans gloire. — IV. Répété par un supplicié. Qui n'est pas sans réserves. — V. Voisine, dans une liste d'exceptions, avec un parasite et un légume. — VI. Vraiment partie. Suffixe souvent péjoratif. — VII. Théâtre d'une liberté presque totale. Gardé par prudence ou par faiblesse. — VIII. La tradition ne le retient pas.

	I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII
1	P	R	E	S	S	I	O	N
2	R	E	V	U	E	■	V	A
3	E	P	E	R	V	I	E	R
4	C	A	R	M	E	N	■	I
5	E	S	T	E	■	T	O	N
6	P	■	U	N	I	E	M	E
7	T	H	E	A	T	R	E	■
8	E	U	■	G	A	N	T	S
9	U	R	G	E	L	E	■	E
10	R	E	A	■	O	E	I	L

Solution du numéro 91

LES PETITES ANNONCES DE L'EXPRESS
700 francs la ligne,
(+ taxes 8,52 %)
minimum 5 lignes (encadrées)
sont reçues 37, Champs-Elysées.

OFFRES D'EMPLOIS

Vous gagnerez 250 à 500 mensuels si vous possédez voiture et consacrez un mois essai. Fabriquons matériel et diffusons seulement par
VENDEURS GRANDE CLASSE
appelez le samedi : SUF. 35-81

PROPRIÉTÉS

RECHERCHONS pour achat
Propriétés agrément ou rapport
LAGRANGE 34, rue Pasquier - PARIS

Tirage des I.P.R.
(R. Séguin)
10, r. du Faubg Montmartre,
PARIS

Composition de TYPO-ELYSEES
91, avenue des Champs-Elysées - PARIS

LES AFFAIRES FRANÇAISES

LES AVENTURES DES PIEDS NICKELÉS (suite)

LA FIN DU TOUR
« On manque de grands grimpeurs... »
(Jacques Goddet, « L'Equipe ».)

LA SEMAINE

A qui la confiance ?

En cinq semaines de pouvoir, M. Bourgès-Maunoury avait déjà montré autant d'impuissance et gâché autant de chances que son prédécesseur en dix-huit mois. Avec les « pouvoirs spéciaux », il a entrepris de franchir la dernière frontière : celle de la légalité républicaine.

Toute une nuit, dans la confusion, traînant après lui une majorité mal résignée, il a dû recourir aux manœuvres les plus discutables du répertoire parlementaire pour arracher une décision. En vain : l'angoisse visible des socialistes plusieurs fois ébranlés par les mises en garde de leurs « minoritaires », les scrupules du M.R.P. et d'une partie des modérés, l'ont contraint jeudi matin à engager l'existence de son gouvernement en posant la question de confiance.

Alibis

M. Bourgès-Maunoury avait pourtant cherché à donner bonne conscience à sa majorité : les pouvoirs spéciaux, affirmait-il, n'ont d'autre but que de donner aux autorités les moyens de prévenir l'extension du terrorisme dans la métropole ; les refuser, c'est donc se faire le complice des assassins.

Il avait su assurer aussi de solides alibis aux hésitants : pour le M.R.P., les traités européens ; pour la S.F.I.O., la solidarité ministérielle.

Enfin, d'ingénieuses diversions avaient été préparées pour détourner l'attention : le long marchandage qui s'engagea soudain sur la majoration des allocations familiales, réclamée par le M.R.P., en échange de l'inscription à l'ordre du jour du projet radical de réforme de l'enseignement, soutenu par les socialistes, n'avait pas d'autre objet. Le marché finalement passé (relèvement symbolique des allocations et assurance que la réforme serait évoquée, mais pas vraiment discutée) équivaut d'ailleurs à un ajournement des deux problèmes.

Tout cela n'a fait que renforcer la méfiance et la crainte de plus en plus visible d'une partie de l'Assemblée. A plusieurs reprises, les socialistes ont appuyé des amendements atténuant la portée des pouvoirs spéciaux, tandis que les modérés votaient contre, division qui fut fatale déjà au gouvernement Guy Mollet. Le désarroi des députés traduisait une double inquiétude : quel usage va être fait — et par quels irresponsables — des nouveaux pouvoirs ? Pourquoi donner cette arme terrible à un gouvernement dont on sait, depuis l'affaire Chaker en particulier, qu'il est hors d'état de faire respecter sa politique.

Telles étaient les véritables données de la question de confiance, sur laquelle l'Assemblée était appelée vendredi à se prononcer.

En reprenant son texte initial, M. Bourgès-Maunoury s'assurait de la droite de sa majorité ; en n'acceptant que trois amendements votés par les socialistes et en repoussant le plus important (celui proposé par M. Dumas (U.D.S.R.) subordonnant l'assignation à résidence à une décision de justice), le président du Conseil montrait clairement qu'il croyait pouvoir compter, en tout état de cause, sur les voix socialistes.

C'était, en somme, considérer que le groupe socialiste n'hésiterait pas à se déjuger à vingt-quatre heures d'intervalle.

OH... PARDON !

L'Assemblée Nationale invite le gouvernement à prendre les mesures appropriées pour obliger les voitures de tourisme à traverser obligatoirement les agglomérations urbaines et rurales situées aux abords des voies routières nouvellement déviées, cette obligation devant cesser les dimanches et les jours fériés d'une part, et, d'autre part, chaque jour ouvrable, du coucher du soleil au lendemain matin à l'heure de l'ouverture des magasins, tout contrevenant pouvant être pénalisé d'une amende de 1.000 à 10.000 francs.

(Proposition de résolution de M. Henri Thébault, député indépendant, déposée le 15 juillet à l'Assemblée Nationale.)

GOUVERNEMENT

Un envoyé spécial de M. Bourgès-Maunoury a pris contact, à Tunis, avec les chefs du F.L.N. Un nouveau rendez-vous était prévu, mais...

La mission sabotée

Le 11 juillet, à 20 h. 30, l'avion Tunis-Paris atterrissait à Orly. M. Mohammed Masmoudi, ambassadeur de Tunisie en France, était venu à l'aérodrome attendre l'un de ses passagers, l'avocat tunisien Abdel Majid Chaker, directeur administratif du Néo-Destour.

Celui-ci s'apprêtait, après avoir rempli les formalités usuelles, à rejoindre l'ambassadeur lorsqu'un douanier lui demanda d'ouvrir ses bagages. Il s'exécuta. La fouille fut particulièrement minutieuse. Le fonctionnaire contrôla rapidement les bagages de M. Chaker, puis lui demanda d'ouvrir sa serviette ; il parcourut les documents qui s'y trouvaient, mais s'arrêta plus longuement sur un dossier indexé : « B.B. » M. Chaker est l'avocat du dirigeant F.L.N. Ben Bella. Après un bref conciliabule avec un homme qui avait assisté, impassible, à cette scène, le douanier s'effaça. L'homme se présenta : « X..., *inspecteur de la D.S.T. Voulez-vous me suivre ?* »

Pendant ce temps, le haut-parleur de l'aérodrome répétait avec insistance la même annonce : « *On demande M. Goeau-Brissonnière, passager en provenance de Tunis, au bureau des Informations.* »

En quelques minutes, un drame venait de se jouer, dont seul M. Masmoudi était en mesure de mesurer l'ampleur.

Un argument

Quelques jours plus tôt, en effet, M. Goeau-Brissonnière, un jeune attaché du cabinet du ministre des Affaires étrangères, avait été chargé par le président du Conseil, M. Bourgès-Maunoury, d'une mission secrète : il s'agissait de prendre à Tunis les contacts préliminaires avec les dirigeants du F.L.N. en vue d'étudier avec eux les conditions dans lesquelles pourrait s'ouvrir une série de « conversations sans préalables ».

Depuis la formation du gouvernement Bourgès-Maunoury, en effet, un certain nombre de députés et de ministres proches du président du Conseil insistaient pour que des contacts soient pris d'une manière ou d'une autre avec les représentants du F.L.N. Pour les uns, il s'agissait de sonder ceux-ci honnêtement, afin d'examiner s'il n'était pas vraiment possible de parvenir à une solution raisonnable d'une guerre que la politique dite de « pacification » vouait à l'impasse ; pour les autres, il s'agissait plus simplement de prouver, avant les débats de l'O.N.U., que le F.L.N. refusait toute solution raisonnable. Le dossier de la France s'enrichirait ainsi d'un argument de poids.

M. Bourgès-Maunoury finit par se laisser convaincre : il s'ouvrit de ses projets au ministre des Affaires étrangères, M. Christian Pineau, qui lui

(suite en page 5)

FRANCIS PERRIN

Il n'y a pas de bombe « propre »

DEPUIS quelque temps, des déclarations américaines parlent de la possibilité de mettre au point des bombes thermonucléaires « propres », bombes qui auraient une force explosive comparable à celle des bombes de grande puissance essayées depuis quatre ou cinq ans, mais dont l'explosion même à basse altitude ne serait pas suivie, comme celle des bombes actuelles, de retombées radioactives proches couvrant une région de plusieurs milliers de kilomètres carrés, pouvant s'étendre jusqu'à deux ou trois cents kilomètres de distance, de poussières radioactives mortelles pour tout homme exposé à leurs rayonnements pendant quelques heures.

Le choix du qualificatif « propre » pour caractériser des armes qui resteraient des armes de destruction massive et de massacre à grande échelle de populations civiles est choquant et son emploi officiel est inquiétant, car il semble viser à diminuer l'angoisse justifiée des peuples devant les perspectives de guerre atomique.

SI le terme « propre » pour une bombe indique simplement l'absence de retombées radioactives dangereuses, on doit dire que la bombe d'Hiroshima, du moins dans les conditions où elle fut employée, était une bombe « propre » d'ailleurs de très faible puissance en comparaison des bombes d'aujourd'hui. Mais surtout, on ne doit pas oublier qu'une bombe thermonucléaire, même rendue complètement « propre » si cela est possible, pourrait anéantir une grande ville, Le Havre ou Bordeaux par exemple, et qu'explosant sur Paris, elle pourrait tuer un ou deux millions d'habitants sans même laisser de ruines permettant de retrouver les lieux où se trouvaient le Louvre et Notre-Dame.

> **« Comparée aux bombes d'aujourd'hui, la bombe d'Hiroshima était une bombe propre... »**

Cela ne veut pas dire qu'il serait sans intérêt pour un pays de posséder des armes atomiques puissantes ne produisant que peu de produits radioactifs, ce qui lui permettrait notamment d'utiliser ces armes moins dangereusement pour sa défense antiaérienne ou celle d'un de ses alliés.

MAIS l'existence de telles armes ne supprimerait pas les bombes à action radioactive meurtrière étendue et n'apporterait aucune garantie contre leur emploi. Elle ne ferait que mettre une arme de plus à la disposition des états-majors qui, suivant les cas et les effets recherchés, utiliseraient les bombes « propres » ou les bombes « sales » ; ils pourraient fort bien choisir d'employer des bombes à larges retombées radioactives soit pour accroître l'effet de terreur, soit simplement pour atteindre une armée en campagne. Il se pourrait qu'une population dispersée sous le vent d'une grande ville se trouve épargnée lors de la destruction de cette ville et du massacre de sa population par une bombe « propre », alors qu'elle aurait été atteinte par les retombées d'une bombe « sale » ; mais en sens inverse, des villes situées à cent ou deux cents kilomètres des champs de bataille pourraient être anéanties par des bombes « propres » alors que l'adversaire, risquant d'être atteint par les retombées radioactives, aurait pu hésiter à les détruire avec des bombes « sales ».

Quel que puisse être l'intérêt militaire de la mise au point d'armes atomiques de grande puissance ne donnant que des retombées radioactives faibles, il ne faut pas croire que la fabrication de bombes « propres » diminuerait sensiblement l'horreur d'une guerre atomique ou l'ampleur de la catastrophe qui en résulterait pour l'humanité et particulièrement pour notre pays.

Francis PERRIN,
Haut Commissaire à l'Energie atomique.
(Copyright « L'Express »)

ALFRED SAUVY

La continuité dans l'instabilité

ON surprendrait bien des Français, même non lecteurs de « L'Express », en leur disant que la Quatrième République est marquée par une extrême habileté de gouvernement, doublée d'une remarquable continuité de vues, et cela, grâce à l'instabilité ministérielle. Nous allons cependant en voir, cet été, un exemple de plus sous les yeux.

Une politique collective, vraiment savante, est transcendante aux individus. C'est le grand jeu. La politique économique de la Quatrième a pour base essentielle la dépréciation monétaire ; mais attention ! De l'inflation galopante primitive, type 1923, à la subtile détente ménagée d'après la seconde guerre, il y a aussi loin que de l'aéroplane d'Ader à la Caravelle. Gouvernants et gouvernés doivent crier en toute occasion contre l'inflation, comme ils vibrent pour la productivité ou la décentralisation régionale. Suprême et admirable équilibre entre gestes et phrases qui s'opposent. Harmonie, harmonie.

Ce n'est pas tout : l'instabilité ministérielle est maniée avec un art consommé. L'un dénoue ce que l'autre a noué, tous deux en toute innocence. Mollet-Ramadier ont concentré toute l'attention sur la décimale de l'indice des 213. Et Bourgès-Gaillard font disparaître ces 213 comme des prestidigitateurs, manches retroussées. Le résultat final sera une savante amputation du franc, dont personne ne sera responsable.

Les mille et une faiblesses des gouvernants envers les uns et les autres (surtout les autres, pense chacun) sont autant d'hypothèques d'une extrême discrétion, prises sur la monnaie. Fini le bruit métallique des écus rognés ; même le froissement du papier-monnaie est couvert par les hymnes sur l'expansion, le multiplicateur, le cap à passer, entrecoupés d'imprécations contre les gels, les sécheresses, les Nasser, les communistes, la fièvre aphteuse, les Nations Unies. Jamais clergé d'aucune époque ne montra une telle maîtrise dans l'art de tenir les hommes, sous le charme autoritaire.

Ils protestent certes, mais ils paient. Et comment pourraient-ils se dérober totalement ?

L'EXPANSION, le multiplicateur, le déficit fertilisant, idée géniale, instrument remarquable, imaginé par Law, il y a deux siècles, mais qu'il faut savoir manier. Et là, il faut bien dire que la réussite est beaucoup plus contestable. Car si l'on veut pousser à fond sur l'accélérateur, il n'est pas recommandé de bloquer les freins. Or, notre économie est ainsi faite : des industries de pointe (atome, électricité, etc.) nourries de matière grise et de vignettes sorties de la Banque de France, sont chargées de remorquer l'énorme masse des opérations improductives.

> **« Le résultat final sera une savante amputation du franc, dont personne ne sera responsable. »**

Si lourd que soit ce poids, la force du progrès et des idées nouvelles eût encore pu le mouvoir, si elle avait été totalement utilisée. Bien des lecteurs vont cesser de me suivre maintenant, mais je leur demande tout de même de réfléchir à ceci :

Un homme de plus au travail dans une industrie de pointe doit rapporter, par an, plus de 2.500 dollars au fonds des devises, de 400.000 francs à l'Etat et d'un million à la Nation. Nous aurions pu avoir le plein emploi avec 500.000 personnes actives de plus, ou même un million, si depuis la Libération, nous avions su utiliser l'immigration étrangère qui se présentait. Les Allemands ont, ces dernières années, embauché 700.000 personnes de plus par an et sont gorgés de devises. Nous, nous avons mis le verrou.

Aussi, chaque année, exportons-nous pour 200 milliards d'acier brut à des pays voisins fort aimables, qui en font 4.000 milliards de machines, et veulent bien nous en revendre une partie. Nous exportons de même du blé pour acheter au dehors de la viande, en dollars trébuchants, en attendant les jours sans dollars, qui seront aussi des jours sans viande.

Plutôt que de pousser la construction de bateaux et de gagner des dollars sur les bateaux vendus et sur le fret français, nous avons préféré construire des voitures, grandes mangeuses de dollars, mais fort plaisantes, et faire transporter nos marchandises sur des bateaux anglais, norvégiens, américains, etc.

A vrai dire, pour la consommation, nous sommes les champions du monde. Et c'est dommage qu'elle ne figure pas au programme des Jeux Olympiques. Les pays plus riches que nous ne savent pas mieux vivre. Si une grande division internationale du travail était en vue, nous pourrions proposer de consommer ce que les autres produiraient. Mais, faute d'entente sur ce point, ce désir se heurte actuellement à de stupides comptabilités.

Les étrangers ne veulent pas travailler pour nous ? Voire ! Un million étaient prêts à le faire, si nous l'avions voulu. Mais faute de les avoir employés à l'intérieur, payés en francs, moins tous les prélèvements des impôts, de la sécurité sociale, des profits, etc., nous préférons les payer au dehors, en devises, au prix fort, majoré des impôts, profits, etc., payés à l'étranger.

Le chômage, a-t-on dit, le chômage ! Gare au chômage ! Le verrou ! La génération mûre et dominante d'aujourd'hui vit sous la terreur de la dépression dont elle a subi les terribles effets, il y a 25 ans. Toutes ses parades, tous ses réflexes, sont dirigés contre ce hideux mal, déjà abattu par mille milliards de déficit. Et c'est ainsi que nous refaisons âprement la guerre précédente, nous appauvrissant certes, mais avec l'austère satisfaction de nous tromper aussi bien que les généraux et les diplomates.

Alfred SAUVY.
(Copyright « L'Express »)

BONS DU TRÉSOR

vous qui avez des disponibilités

et désirez effectuer un placement commode et avantageux

VOUS AVEZ LE CHOIX :

BONS A 1 ET 2 ANS — **UN RENDEMENT IMPORTANT**

BONS A INTERET PROGRESSIF — **UNE PARFAITE LIQUIDITE**

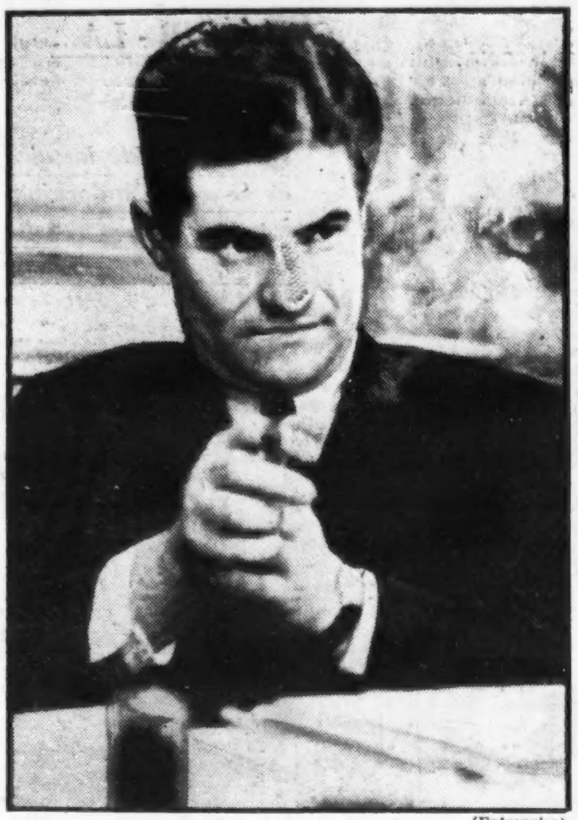
ABONNEMENTS DE VACANCES

Pendant toute la durée de l'été, L'EXPRESS sera naturellement mis en vente dans toutes les stations touristiques.

Cependant, si vous voulez être certain de trouver L'EXPRESS chaque semaine, nous vous proposons des abonnements de vacances aux prix suivants :

2 SEMAINES	200 fr.
3 SEMAINES	300 —
1 MOIS	400 —
2 MOIS	650 —
3 MOIS	750 —

Règlement à L'EXPRESS, 37, Champs-Elysées soit par chèque bancaire, soit par virement postal au C.C.P 7378-19 Paris



(Entreprise)

M. ABEL THOMAS

(U.P.)

M. ABDEL MAJID CHAKER

Un ambassadeur a attendu en vain...

→

(*Suite de la page 3.*)

donna aussitôt son accord. M. Pineau conseilla au président du Conseil de charger d'une mission préliminaire un de ses jeunes attachés de cabinet en qui il a toute confiance : M. Jean-Yves Goeau-Brissonnière.

A Matignon

Convoqué à l'Hôtel Matignon, M. Goeau-Brissonnière fut aussitôt reçu dans le bureau du président du Conseil où celui-ci se trouvait seul, en compagnie de son directeur de cabinet, M. Boulloche. Les objectifs de sa mission lui furent exposés avec une grande précision. Le secret le plus absolu lui fut recommandé. Le président du Conseil lui donna les noms des chefs de la rébellion qu'il jugeait représentatifs. M. Goeau-Brissonnière demanda immédiatement à être couvert par des documents l'accréditant officiellement, ce qui lui fut aussitôt accordé. Lorsqu'il partit pour Tunis, il était porteur notamment d'une lettre personnelle de M. Bourgès-Maunoury lui fixant les objectifs et les limites de sa mission. Une autre lettre, celle-ci signée par M. Boulloche, lui permettait de solliciter des représentants de l'autorité toute l'aide qui lui serait nécessaire.

A Tunis

Le 4 juillet, M. Goeau-Brissonnière prenait l'avion pour Alger où il ne restait que 24 heures avant de gagner Tunis. Dès son arrivée, il se mit en contact avec le chef de la D.S.T., afin qu'il n'y ait aucune équivoque sur sa présence en Tunisie. Dans les jours qui suivirent, il eut plusieurs entretiens avec les principaux chefs du F.L.N., représentant pratiquement toutes les tendances du mouvement. Les premières conversations furent extrêmement prudentes de part et d'autre. Mais un élément décisif devait faciliter la tâche du représentant de M. Bourgès-Maunoury : en effet, il avait été convenu à Paris qu'il ne mettrait pas directement le gouvernement tunisien au courant des objectifs de sa mission pour que M. Bourgès-Maunoury ne puisse pas être accusé par les « ultras » de sa majorité de rechercher les bons offices de la Tunisie. Comme il semblait toutefois difficile de laisser ceux-ci entièrement à l'écart d'une négociation qui se déroulait sur leur territoire, une procédure subtile avait été imaginée : les Algériens seraient poliment invités à mettre eux-mêmes M. Bourguiba au courant de leurs conversations. Cette procédure fut acceptée par les chefs du F.L.N. En fait, M. Bourguiba était déjà au courant, mais il ne voulait rien faire qui puisse gêner la négociation.

Aussitôt qu'il fut en mesure d'intervenir, il le fit avec force pour inciter les représentants du F.L.N. à accepter de poursuivre les conversations avec les représentants français sans poser la condition qui est inacceptable, au départ, pour la France. Les discussions entre le chef du gouvernement tunisien et l'état-major algérien furent très serrées. Finalement, le point de vue de M. Bourguiba prévalut.

Espoirs

C'est ainsi que M. Goeau-Brissonnière acquit rapidement la conviction qu'il était sur la bonne voie et que des espoirs sérieux étaient permis. Il en avertit aussitôt la Présidence du Conseil. Puis les conversations se poursuivirent et certaines questions furent soulevées que M. Goeau-Brissonnière, respectueux de ses instructions, n'était pas habilité à régler. Il en avertit ses interlocuteurs et un nouveau rendez-vous fut pris pour le 19 juillet, ce qui lui permettait de regagner Paris, afin de rendre compte au président du Conseil.

Il prit l'avion du 11 juillet en même temps qu'un Tunisien qu'il ne connaissait point, mais qui lui sourit à plusieurs reprises. C'était M. Abdel Majid Chaker, lui aussi chargé de mission, d'une mission qui prolongeait justement celle de M. Goeau-Brissonnière. En effet, les dirigeants du F.L.N., encouragés par les premiers résultats de leurs conversations, avaient décidé de réunir en séance extraordinaire l'état-major du F.L.N., et M. Chaker, avocat de Ben Bella, avait été prié de demander à ce dernier son point de vue sur les conditions dans lesquelles une négociation pour un cessez-le-feu pouvait être engagée. Ben Bella est demeuré un des chefs écoutés du F.L.N. et il n'est pas question de prendre de décision sans son accord.

A Paris

Cependant à Paris le rapport optimiste de M. Goeau-Brissonnière était parvenu sur le bureau de plusieurs collaborateurs du président du Conseil, et notamment sur celui de M. Abel Thomas, directeur adjoint du cabinet. M. Abel Thomas n'avait pas été consulté sur la mission de M. Goeau-Brissonnière. Les perspectives ouvertes par cette tentative de négociation qui semblait prendre bonne tournure allaient à l'inverse de la politique à laquelle il se dévouait corps et âme depuis des mois partout où il avait eu à connaître des affaires algériennes, puisqu'il avait suivi M. Bourgès-Maunoury du ministère de l'Intérieur à la présidence du Conseil, en passant par la Défense nationale. M. Abel Thomas n'était d'ailleurs pas le seul à s'inquiéter de la tournure prise par la mission Goeau-Brissonnière. Lorsqu'une communication de la D.S.T. de Tunis, transmise à l'Hôtel Matignon, annonça que M. Goeau-Brissonnière et M. Abdel Majid Chaker gagnaient Paris par le même avion, les dispositions nécessaires furent prises immédiatement : il fallait s'intéresser à M. Chaker.

A Orly, M. Masmoudi comprit vite que M. Chaker n'était pas seulement retardé par l'excès de zèle d'un douanier trop consciencieux ; il alerta aussitôt le ministre des Affaires étrangères. De nombreux ministres furent également mis au courant. Il n'y eut cependant aucune réaction officielle cette nuit-là et M. Chaker fut inculpé d'atteinte à la sûreté extérieure de l'Etat. Mis en liberté provisoire au matin, il quittait Paris le lendemain, avec l'accord de M. Christian Pineau.

Fin de mission

Dès son arrivée, M. Goeau-Brissonnière avait rendu compte de sa mission. Il fut chaudement félicité. Ce n'est que le lendemain qu'il apprit le sens de l'arrestation de M. Chaker. Il jugea cependant qu'il n'était pas encore trop tard. Certes, l'affaire se compliquait, mais un rendez-vous avait été pris, il fallait le tenir. Le président du Conseil n'y paraissait pas hostile. Mais mercredi, 24 heures avant le rendez-vous, à l'issue du Conseil des Ministres, M. Goeau-Brissonnière était averti officiellement que sa mission avait pris fin. Il était prié de restituer d'urgence tous les documents l'accréditant ou ayant trait, directement ou indirectement, à sa mission.

Mercredi soir, au cours d'une conférence de presse, M. Bourgès-Maunoury déclarait officiellement qu'il n'avait jamais chargé qui que ce soit de prendre des contacts avec les chefs du F.L.N.

SAHARA

● ***Deux grandes compagnies américaines s'intéressent de très près aux pétroles du Sahara.***

Deux candidatures

MARDI dernier, au début de la matinée, dans le grand bureau présidentiel de l'Hôtel Matignon, deux hommes étaient penchés sur des cartes d'état-major largement déployées. Ces stratèges étaient le chef du gouvernement, M. Bourgès-Maunoury, et M. Max Lejeune, ministre du Sahara.

En dépit des apparences, l'objet de leur entretien n'était pas d'ordre militaire, mais politique et financier ; il portait sur une série de décisions qui doivent être prises cet été par le gouvernement et qui, plus que d'autres, engagent l'avenir : mise en place de l'organisation saharienne (S.E.A.S.) et surtout renouvellement d'une partie des concessions pétrolières dans ce territoire.

Le droit de rechercher le pétrole dans douze zones couvrant au total 11 millions d'hectares a été attribué pour cinq ans, à la date du 16 octobre 1952, à deux sociétés françaises, l'une publique, l'autre privée (S.N.R.E.P.A.L. et C.F.P.A.). Un second groupe de permis de recherches portant sur 16 millions d'hectares était accordé, pour cinq ans également, le 23 mai 1953, à deux associations franco-étrangères, l'une à majorité française, l'autre à majorité hollando-anglaise. Ainsi, on ne trouve jusqu'ici dans la recherche saharienne aucune des cinq grandes sociétés américaines qui dominent le marché pétrolier international (1) et un seul des « sept grands » mondiaux (2). Le renouvellement partiel des concessions va leur permettre d'entrer en lice.

Les conditions américaines

En effet, trois des grandes compagnies américaines sont cette fois sur les rangs : la Standard Oil of New Jersey (Esso), la Standard Oil of California et la Texas Co (Caltex). Les pourparlers semblent beaucoup plus avancés avec les deux premières sociétés qu'avec la Caltex, à laquelle il est tenu rigueur des positions anti-françaises qu'elle a adoptées au Moyen-Orient.

Deux principes ont été acceptés par ces nouveaux candidats américains : d'une part, ils disposeront dans chaque zone où ils seront attributaires, de 50 % des permis, la part laissée aux sociétés françaises associées, tant publiques que privées, ne pouvant donc excéder 50 %. D'autre part, ils souhaitent obtenir dans leurs futures concessions la direction complète de la recherche sur le plan technique. Ces bases de discussion ont été acceptées par le Bureau de Recherche des Pétroles (B.R.P.), organisme administratif et technique suprême, étant entendu que les règlements en vigueur, qui exigent notamment un montant de dépenses atteignant 5 milliards de francs par an pour 20.000 km2, seront respectés. Les pourparlers se poursuivent.

(1) Standard Oil of New Jersey, Standard Oil of California, Socony Vacuum, Golf Oil, Texas Co.

(2) Royal Dutch-Shell, le septième « grand » étant l'Anglo-Iranian.

SYNDICATS

Les instituteurs se fâchent

● ***Le puissant syndicat autonome des instituteurs s'est fixé un but : l'unité syndicale.***

DETACHANT lentement ses mots, M. Denis Forestier, secrétaire général du Syndicat national des Instituteurs (S.N.I.), a déclaré mercredi à la tribune du Congrès national de cette organisation, réuni à la Mutualité : « Nous ne sommes pas de ceux qui croient que l'on avance dans la voie de l'unité syndicale par la pratique de l'unité d'action. »

C'était la réponse sans ambiguïté des « majoritaires » du S.N.I. aux décisions du récent congrès de la C.G.T.

N'ayant pas voulu prendre parti pour la C.G.T. ou pour F.O., lors de la scission de 1947, le S.N.I., qui groupe 183.000 instituteurs sur 200.000, est devenu alors autonome. Ses dirigeants — 14 « majoritaires », 5 ex-cégétistes et un membre de la tendance « Ecole émancipée » (anarcho-syndicalisme) — n'ont jamais considéré l'autonomie comme un but,

→

A VICHY
LA GRANDE VILLE THERMALE
La cure, la joie, le plaisir, guérissent le mal
Deux palaces THERMAL CARLTON
Deux restaurants gastronomiques ou de cure VILLA STRAUSS CHANTECLER
Deux endroits où l'on rit, l'on danse et l'on s'amuse
Le CLUB SUR LE TOIT
Le « SCOTCH 1/4 »

EN 2 MOTS

par Brigitte GROS

DIRECTEUR de la Confédération des planteurs de betteraves, M. Henri Cayre a déclaré la semaine dernière devant l'assemblée générale annuelle de cette organisation : « La France risque de manquer de sucre ». Pourquoi ? En raison de « la politique sucrière suivie depuis quelques années qui, en conduisant à exporter chaque année la totalité des excédents, vient d'obliger, à la suite d'un déficit, à des importations réalisées en devises fortes ».

M. Cayre a raison : la France, d'exportatrice, est devenue cette année importatrice de sucre et a dû déjà en acheter 80.000 tonnes à l'étranger, en devises fortes. Mais M. Cayre a tort de se plaindre : il exerce au sein du « Groupement National Interprofessionnel des producteurs de Betteraves, de sucres et d'alcool » (G.N.I.P.B.) une influence déterminante. Or, c'est ce Groupement qui a dicté les décisions d'exportation des excédents sucriers des précédentes campagnes : sinon ces excédents, pesant sur le marché, auraient pu entraîner une baisse du prix du sucre et, partant, de la betterave.

★

LE procès intenté au « Monde » par le ministre de la Défense Nationale sera plaidé, à la demande de ce dernier, fin septembre.

La plainte du ministre s'est ajoutée à celle de la Fédération Nationale des Parachutistes Français qui avait assigné notre confrère en diffamation, et en dommages-intérêts (20 millions) à la suite d'un article de Maurice Duverger, en date du 22 mars 1957.

En dépit de l'insistance de M. le président du Conseil du moment, M. Mollet, auprès de son Garde des Sceaux, M. François Mitterrand, celui-ci, après avis des magistrats compétents, objecta que la plainte serait jugée irrecevable, une association de parachutistes ne pouvant, aux termes de la loi, se porter partie civile au nom de tous les parachutistes.

Le Garde des Sceaux informait en même temps le ministre de la Défense Nationale, M. Bourgès-Maunoury, qu'il pouvait seul, s'il le jugeait bon, poursuivre « Le Monde ». M. Bourgès-Maunoury ne donna pas suite.

Mais le nouveau ministre de la Défense Nationale, M. André Morice, a décidé, avant qu'expire le délai de trois mois au bout duquel il y aurait eu prescription, de poursuivre.

Son avocat s'étant récusé, la Fédération des Parachutistes a choisi pour défenseur l'avocat habituel de M. Marcel Boussac, Mᵉ Lénard.

« Le Monde » sera défendu par le bâtonnier William Thorp et par Mᵉ Georges Izard. La date du procès a été fixée de façon qu'il se déroule avant la session de l'O.N.U.

La presse mondiale a été informée de cette nouvelle en même temps qu'elle recevait le « Bulletin de l'Institut International de la Presse », qui groupe les journaux libres du monde entier, et qui publie sous le titre « Un bilan impressionnant » la liste des mesures prises contre la presse en France et en Algérie de janvier à juin 1957.

★

LA « Revue de l'Administration Française » publie, dans son numéro de mai-juin 1957, sous le titre « le gouvernement Bourgès-Maunoury », la composition du nouveau ministère.

La liste des membres de l'état-major de M. Robert Lacoste telle qu'elle est publiée, est pleine d'enseignements. On apprend ainsi que :

— le ministre résidant emploie dans ses bureaux d'Alger quelque 350 hauts fonctionnaires ;

— sur ce total, six sont d'origine musulmane (pourcentage inférieur à 2 %) ;

— les tâches administratives du gouvernement général requièrent 16 colonels ou lieutenants-colonels, 15 commandants, 14 capitaines... et 1 lieutenant.

B. G.

→

la scission de 1947, le S.N.I., qui groupe 183.000 instituteurs sur 200.000, est devenu alors autonome. Ses dirigeants — 14 « majoritaires », 5 ex-cégétistes et un membre de la tendance « école émancipée » (anarcho-syndicalisme) — n'ont jamais considéré l'autonomie comme un but, mais comme une simple position d'attente devant faciliter la réunification des syndicats ouvriers. L'année dernière déjà, lors du congrès de Grenoble, M. Forestier avait rappelé les conditions d'une telle réunification : « Un programme précis défini en commun et non imposé par l'un ou l'autre. Abandon de la tactique consistant à opposer la base aux dirigeants qu'elle s'est librement choisis. »

Mais cette année, estimant que la division syndicale entraîne une désaffection de plus en plus sensible des travailleurs pour leurs organisations, le secrétaire général du S.N.I. est allé plus loin. A la veille du congrès de la C.G.T., il a en effet signé avec un militant F.O., M. Lapeyre (secrétaire général de la Fédération des Transports) et un cégétiste, M. Aimé Pastre (secrétaire général du Syndicat du personnel pénitentiaire), une « déclaration pour un mouvement syndical uni et démocratique ».

Celle-ci précisait que tout regroupement doit reposer « sur la libre confrontation des thèses sans que soient masquées les divergences naturelles ou doctrinales ; sur la franche reconnaissance des diverses tendances ; sur l'interdiction effective du cumul des fonctions syndicales et politiques... »

La volaille

M. Benoit Frachon a repoussé cette proposition et rappelé la thèse officielle de la C.G.T. selon laquelle seule l'unité d'action peut amener la réunification syndicale. La même thèse est reprise dans la motion déposée par les ex-cégétistes devant le congrès du S.N.I.

Dans son rapport moral, M. Forestier réplique : « Benoit Frachon s'est efforcé de créer la confusion entre la « tendance », courant de pensées et de conceptions, et la « fraction », regroupement fortement structuré n'entendant pas accepter la loi de la démocratie syndicale. Prendre une telle position négative, c'était pour lui, je le dis, se renier lui-même. »

Et, donnant lecture d'un texte de M. Frachon qui soutenait — en 1935 — « le libre droit des tendances à s'exprimer », il dénonce vigoureusement l'offre d'unité d'action de la C.G.T., « dérivée, dit-il, de la vieille tactique de la volaille à plumer ».

Ainsi, M. Forestier ne conserve plus l'espoir d'être entendu par l'actuelle direction de la C.G.T. Il en appelle à tous les « militants et organisations qui ne se satisfont pas de l'éparpillement syndical actuel », c'est-à-dire aux « minoritaires » des différentes centrales, aussi bien ceux de la C.G.T. que ceux de la C.F.T.C. et de F.O. Son initiative pourrait ainsi préluder à une « table ronde » syndicale, qui fixerait le cadre et les principes d'une future réunification.

CE JOUR-LA...

20 juillet 1954 : Paix en Indochine

● *La véritable histoire de la paix d'Indochine, à travers les documents et les hommes qui l'ont négociée.*

L'HISTOIRE est formelle : c'est le mardi 20 juillet 1954 que furent signés à Genève les accords de paix indochinoise. L'Histoire se trompe : les textes de ces accords, arrêtés le 19 au soir, n'ont été signés que le 21 juillet vers 4 heures du matin, le dernier document étant paraphé à midi passé.

Sept ans plus tôt, très exactement le 19 juillet 1947, le général Valluy, alors commandant en chef du corps expéditionnaire, écrivait dans une note officielle : « *Cet effort est le dernier (avant la victoire)... Notre délai est fixé à quelques mois à peine... Nous jouons la dernière partie.* » Et le ministre de la Guerre, M. Paul Coste-Floret, déclarait dans une interview au *Figaro* : « *J'estime qu'il n'y a plus désormais de problème militaire en Indochine. Le succès de nos armes est complet.* »

L'IMPLANTATION VIET-MINH FIN MAI 1953 (1)

LA CARTE DE L'INDOCHINE APRÈS GENÈVE

« ...Favorable à plus d'un titre. »

Lorsque la France se retrouve en juillet 1954 en face de son adversaire, le Viet-Minh, le tête-à-tête tragique dure en Indochine depuis 91 mois : depuis que, le 19 décembre 1946, l'insurrection a éclaté à Hanoï et, avec elle, la guerre d'Indochine.

Le corps expéditionnaire a perdu, là-bas, 92.000 hommes, dont 19.000 Français de la métropole, 30.000 Africains et légionnaires. Malgré 114.000 blessés, 30.000 prisonniers, les effectifs engagés contre le Viet-Minh atteignent, au moment de la paix, 561.000 hommes. Plus de 3.000 milliards de francs — l'équivalent du budget de l'Etat pour une année moyenne de la période — ont été engloutis dans cette aventure.

Six ministres, huit généraux commandants en chef, sept commissaires se sont succédé.

Le 19 octobre 1950, Pierre Mendès France déclare à la tribune de l'Assemblée nationale :

> « *C'est la conception globale de notre action qui est fausse, Cela ne peut continuer ainsi... Il faut choisir entre deux solutions également difficiles : la première consiste à réaliser nos objectifs en Indochine par le moyen de la force militaire... L'autre solution consiste à rechercher un accord politique, un accord évidemment avec ceux qui nous combattent... On peut refuser cette négociation. Mais alors, il faut dire la vérité au pays. Il faut l'informer du prix qu'il devra payer pour faire aboutir l'autre solution.* »

Toute l'histoire de ces sept années de lutte et de mensonges tient maintenant dans quelques gros dossiers étiquetés « secret », réunis le 20 juillet 1954, dans le bureau de travail de la villa de Joli-Port, siège de la délégation française à la conférence de Genève.

C'est une villa cossue, banale, entourée d'un grand parc, louée par le ministre des Affaires étrangères pour le temps de la Conférence qui s'est ouverte le 26 avril.

Le long du lac, dans des villas analogues, M. Eden, M. Molotov, M. Bedell Smith, M. Chou En-Lai, M. Pham Van Dong alternent les dîners officiels et les conversations privées.

Les grandes Zis soviétiques noires, les Cadillac américaines, les Rolls anglaises et les modestes Citroën françaises sillonnent les rues de la ville où la police genevoise est débordée.

Si l'on ouvre le dossier français « Situation militaire », on s'aperçoit que les chefs de l'armée n'ont pas trompé les gouvernants.

Le 19 décembre 1950, le chef d'état-major des forces terrestres, le général Blanc, écrit dans une note à son ministre : « *Depuis 1945, l'Armée française subit en Indochine une véritable hémorragie. Les pertes... sont considérables et constantes. Elles ont atteint actuellement le point de rupture d'équilibre.* » Très tôt aussi, le maréchal Juin a pris position : « *L'exécution de ce plan* (*d'entretien du corps expéditionnaire en Indochine*), écrit-il au président du Conseil le 24 mai 1952, *a des conséquences graves sur la situation de nos forces en Europe et en Afrique du Nord.* »

M. Bidault est nerveux

Le général Blanc insiste dans une note du 23 novembre 1953 au président du Comité des chefs d'état-major : « *Jusqu'à ce jour, le commandement a toujours soigneusement évité de s'immiscer dans le domaine politique... mais il n'a jamais oublié que la solution ne pouvait être attendue d'une victoire de nos armes. Tout au plus était-il possible de profiter de succès partiels pour tenter de négocier.* » Il est plus brutal encore dans le rapport daté de Saigon qu'il établit le 8 février 1954 après une large mission d'inspection :

> « *Le moral du corps expéditionnaire est atteint par l'inutilité de certaines opérations maintes fois recommencées dans les mêmes conditions, sans mesures politiques ou administratives subséquentes... Nos forces dispersées, les objectifs dépassent nos possibilités et nos moyens ; nos réserves sont toujours inexistantes et nos pertes sont sans aucune mesure avec les résultats acquis.* »

En conclusion, dans ce rapport dressé trois mois avant l'ouverture de la conférence de Genève, le général recommande l'évacuation du Tonkin : « *Continuer le combat dans le delta, tombeau de nos troupes, constituerait un crime...* » Arrivant deux jours plus tard à Saigon avec des « pouvoirs étendus », M. Pleven, ministre de la Défense nationale, et M. de Chevigné, secrétaire d'Etat à la Guerre, approuvent néanmoins le choix d'un point stratégique idéal pour « casser du Viet » : Dien-Bien-Phu.

1950 : Cao-Bang, Langson, Lao-Kay, Din-Lap. 1951 : rien, de Lattre commande. 1952 : Hoa-Binh (de Lattre est mort en janvier), Ngia-Lo, puis San-La. 1953 : Sam-Neua au Laos, bientôt repris, et Na-San — c'est le « Plan Navarre ». Qui se souvient encore de tous ces noms ?

Mais Dien-Bien-Phu, ces 16.000 hommes pris au piège dans la cuvette tragique qu'encerclent les meilleures divisions du Viet-Minh et que pilonne son artillerie lourde, les Français n'ont pas oublié. Une pièce, dans le dossier « Situation militaire », tire la leçon. C'est une lettre du maréchal Juin, en date du 6 juillet 1954 :

> « *La chute de Dien-Bien-Phu a rendu disponible le gros des forces de campagne du Viet-Minh en même temps qu'elle a surpris ce qui restait des nôtres dans un état de dispersion et d'usure extrême du fait de l'ac-*

(1) Carte établie par les services du général Navarre. En noir, les zones Viet-Minh ; en grisé, les zones « contrôlées » par le Viet-Minh.

GANTS TETINES
OLLA
CHEZ VOTRE PHARMACIEN

complissement des autres tâches du plan Navarre... L'heure n'est plus à la temporisation, quelles que soient les raisons morales et politiques que l'on puisse invoquer. Il faut savoir faire la part du feu... »

Le second des dossiers de Genève s'appelle « Diplomatie ». Il pourrait aussi bien s'intituler « Que faire ? », car trois solutions étaient, depuis des mois, tournées et retournées par les hommes politiques français : l'intervention armée de l'Amérique dans la guerre, l'arbitrage d'une conférence internationale ou la négociation directe entre la France et son adversaire le Viet-Minh.

La troisième semblait s'imposer : la guerre d'Indochine mettait directement en présence deux adversaires : la France et le Viet-Minh ; c'était aux intéressés de rechercher ensemble, et par un contact direct, si une solution pouvait être apportée au conflit.

Mais les hommes alors au pouvoir : MM. Bidault, Teitgen, Pleven, véritables chefs du gouvernement Laniel, avaient rejeté cette perspective et avaient opté pour la négociation internationale qui allait introduire dans la discussion quantité d'intérêts divergents.

Une position de force

La conférence des ministres des Affaires étrangères des Quatre Grands, réunie à Berlin en janvier, après six mois de pourparlers préalables, ayant décidé la convocation à Genève d'une conférence sur les problèmes asiatiques en suspens : Corée et Indochine, elle s'est ouverte le 26 avril.

Aux Quatre Grands s'est jointe une délégation de la Chine communiste qui fait ainsi son entrée sur la scène diplomatique mondiale. Avec MM. Molotov et Chou En-Lai, sont venus les représentants du Viet-Minh. Avec MM. Eden, Dulles et Bidault, ceux des trois Etats indochinois : Vietnam, Laos et Cambodge.

Pendant toute la première phase de la Conférence de Genève, la vedette a été M. Georges Bidault. Le ministre français y est arrivé en mauvais état physique. Le matin, il se prépare à affronter les fatigues de la journée en absorbant quelques pilules toniques ; le soir, il ne trouve le sommeil qu'avec le secours de soporifiques.

C'est dans cet état de tension qu'il négocie parallèlement avec les Etats-Unis pour obtenir leur entrée dans la guerre, avec M. Molotov pour explorer les voies d'une paix, avec ses collègues du gouvernement français, enfin, divisés et hésitants.

Harcelé par certains de ses collaborateurs, il a fini par les laisser prendre un contact ultra-secret avec le Viet-Minh. Et il doit faire la navette entre Paris et Genève, pour répondre aux interpellations d'un Parlement de plus en plus inquiet. Au cours de l'un de ces débats, il aura un malaise à la tribune de l'Assemblée.

Les premiers jours, cependant, M. Bidault a paru confiant. Il escompte que la Chine abandonnera le Viet-Minh en échange d'avantages économiques, et de l'engagement pris par la France de voter, le moment venu, pour l'admission de la Chine populaire à l'O.N.U.

Il a déclaré en avril à Foster Dulles: « *La Chine est dans un état de famine qui peut l'inciter à accepter des renonciations même d'ordre territorial pour sortir de son isolement.* »

La septième semaine de la conférence, il a frappé un grand coup : « *Je veux bien couper la poire en deux*, déclare-t-il, *à condition d'avoir la queue.* » Quelle queue ? Mystère jamais éclairci.

Mais, en même temps, il se prépare à faire face à l'échec de la Conférence de Genève, c'est-à-dire à provoquer l'intervention armée des Etats-Unis dans le conflit.

Les premiers sondages avaient été peu encourageants. Le rapport officiel du ministère français des Affaires étrangères sur la première partie de la conférence, document en date du 29 juin 1954, s'exprime ainsi à ce sujet : « *...l'intervention américaine demeurait soumise à de multiples conditions, parmi lesquelles l'assentiment britannique, et donc demeurait encore théorique. Il est apparu d'autre part que cette intervention ne serait sans doute pas limitée à l'Indochine et recèlerait de graves risques de généralisation.* »

De son côté, le diplomate qui assurait sous M. Bidault, ou en son absence, la direction de la délégation française, l'ambassadeur Chauvel, note que « *la veille de son départ, le 4 mai, M. Dulles me demanda s'il ne nous était pas possible de nous replier sur les deux deltas et, sous couvert de la présence de porte-avions américains en rade de Saigon et de Haïphong, d'attendre les deux ans nécessaires pour préparer la reprise d'opérations étendues...* »

Deux ans! Les perspectives n'étaient pas favorables. M. Bidault a donc engagé avec les Etats-Unis une discussion plus poussée.

240 heures pour réussir

Le 12 mai, télégramme officiel à Washington : « *Quelle serait l'attitude des Etats-Unis si, contre notre espoir, la conférence de Genève n'amenait pas la cessation des hostilités ?* » La réponse arrive le 14 mai : « *Le président Eisenhower est prêt à demander au Congrès l'autorisation d'agir en Indochine sous conditions...* » Ces conditions sont au nombre de sept. En voici une, à titre d'exemple : « *5° Pendant tout le temps que durerait l'action commune, le gouvernement français s'engagerait à ne pas retirer ses troupes... les contingents américains viendraient s'ajouter aux forces actuellement existantes et non s'y substituer.* »

Des négociations se sont engagées néanmoins sur ces bases. Elles sont décevantes. « *Quant aux renforts terrestres*, télégraphie le 10 juin le représentant français aux entretiens militaires à cinq de Washington, le général Valluy, *aucun des alliés n'imagine avoir à les fournir...* » Pour en sortir, M. Bidault a envoyé le 15 juin des instructions nouvelles à l'ambassadeur de France aux U.S.A., M. Henri Bonnet. Celui-ci devra donner lecture à M. Dulles d'un télégramme dans lequel il est dit notamment : « *L'impression se dégage nécessairement de l'attitude américaine... que la menace que nous avions essayé de faire peser sur la Chine et sur le Viet-Minh, à titre au moins d'élément de négociation, est sans réalité...* » La démarche échoue : « *Il ressort clairement de notre échange de vues*, câble M. Bonnet le 18 juin, *que le gouvernement américain n'est pas disposé à contracter d'engagement ferme au sujet de l'Indochine...* »

La négociation est devenue entre temps sans objet, puisque, le même jour à Paris, le cabinet Laniel, renversé, vient de transmettre ses pouvoirs au gouvernement Mendès France investi par l'Assemblée nationale devant laquelle son chef s'est engagé à conclure la paix indochinoise pour le 20 juillet au plus tard.

En même temps, Mendès France a pris la précaution d'annoncer catégoriquement que, s'il échouait, il demanderait au Parlement le 21 juillet, avant de démissionner, de décider l'envoi du contingent en Indochine.

Ainsi, pariant sur la paix, il se tenait prêt à la guerre — sans cependant risquer le conflit mondial — et se donnait du même coup une position de force pour négocier dans un cadre qu'il n'avait pas choisi.

Où en était en fait la négociation ? Le rapport officiel du ministère des Affaires étrangères fait le point en ces termes : « *Du côté communiste, la physionomie est la suivante. Territorialement : partage du Viet-Nam à déterminer, évacuation du Cambodge et partiellement du Laos ; militairement : interdiction non seulement des bases américaines, mais aussi de toute aide américaine... ; politiquement : au Viet-Nam, coexistence provisoire de deux gouvernements sous condition d'élections rapides...* » Bref, tout est dans le vague. Ce qui n'empêchera pas d'ailleurs un député modéré, M. Frédéric-Dupont, promu le 5 juin — sept jours avant sa chute — ministre des Etats associés par M. Laniel, de parler « *d'accord déjà fait* » et de « *miracle préfabriqué* ».

Quand M. Mendès France passe à l'action, ses prédécesseurs ne l'ont pas informé de la décision (prise par le commandement avec leur accord et déjà en voie d'exécution) d'évacuer la région des Evêchés, dans le delta du Tonkin ; de sorte qu'il semble vouloir, dans les premiers pourparlers avec le Viet-Minh, négocier sur ce qu'il ne possède déjà plus. En revanche, ils ont informé les alliés américains qu'il y a lieu de regarder avec méfiance ce gouvernement « aux mains des communistes ». Les Américains rappellent leur représentant à Genève, M. Bedell Smith, et établissent aussitôt un nouveau plan en sept points, résumant les conditions de leur participation à l'accord éventuel. Conditions dont M. Dulles confiera le 13 juillet à M. Mendès France, en présence de M. Eden, qu'il doute fort qu'elles puissent être remplies. Elles le seront cependant.

Le 24 juin, la décision est prise d'accepter le principe du partage du territoire du Viet-Nam. Elle est communiquée le 26 à M. Pham Van Dong, chef de la délégation du Viet-Minh qui déclare, selon le compte rendu de la discussion de ce jour : « *La ligne de démarcation sera placée entre le 13e et le 14e parallèle.* »

Le 10 juillet, M. Mendès France est arrivé à Genève. « *J'ai 240 heures pour réussir* », a-t-il déclaré. M. Eden l'aide de son mieux. M. Bedell Smith est revenu après qu'un tête-à-tête

→

(Walter Carone - Paris-Match.)

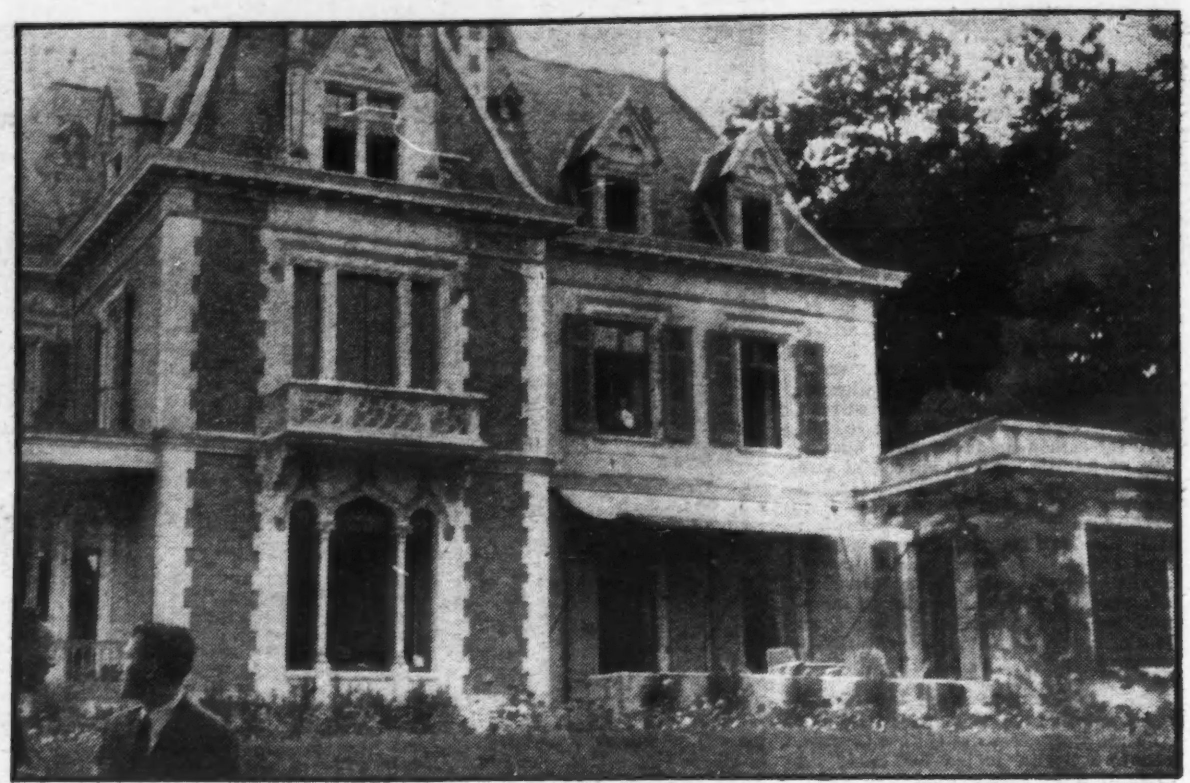
LE DÉPART DE MENDÈS FRANCE POUR GENÈVE
Après 7 ans de guerre, 1 mois pour faire la paix

OH! PARDON...

« Il y a déjà une grande révolution qui se fait en Algérie. Personne ne s'en est aperçu. Il s'agit de la modification de l'appellation du ministre chargé des Affaires algériennes. Le ministère a été vidé d'une partie de sa substance dont un autre s'est emparé. »

(M. Bourgès-Maunoury intervenant à l'Assemblée nationale dans la discussion sur les pouvoirs spéciaux.)

Well
21 RUE ROYALE
TAILLEUR
CHEMISIER
SOLDE
SES ARTICLES DE QUALITE
Cravate soie, valeur 1.950 et 2.200 à partir de .... 780 fr.
Chemises été à partir de .... 1.000 fr.
Polos fil d'Ecosse à partir de ... 1.000 fr.
Vestes légères à partir de .... 7.900 fr.
Costumes tropicaux à partir de .. 14.900 fr.
Ouv. sans interruption 9 h. 30 à 19 h.
Parking gratuit, 25, place de la Madeleine


(Walter Carone - Paris-Match)
« JOLI-PORT », RÉSIDENCE DE MENDÈS FRANCE A GENÈVE
Sur la terrasse, trois heures en tête à tête avec Molotov

d'une heure trente, le 13 juillet, eut convaincu M. Dulles de la bonne foi du nouveau président français. « *This guy is terrific* » (ce gars est formidable), a confié le secrétaire d'Etat américain à ses collaborateurs après cette entrevue décisive. Le général Ely, chef d'état-major de l'Armée et nouveau commandant en chef à Saigon, l'ambassadeur Chauvel se dépensent sans compter.

De réunion plénière en entrevue secrète, on escalade un par un, péniblement, les parallèles, hissant par étapes la future ligne de démarcation qui séparera le sud et le nord du Viet-Nam du 13° au 17° parallèle. En même temps, la date des élections que le Viet-Minh souhaitait « très rapprochée » — six mois au plus, avait-il précisé — est reculée par des efforts successifs à deux ans. Le système de contrôle est renforcé. Le Viet-Nam Sud sera libre de ses alliances, libre de recevoir l'aide américaine. Le Laos et le Cambodge sont mis hors d'atteinte. Ainsi, sur les trois Etats qui composent l'Indochine, deux sont soustraits au Viet-Minh. Les intérêts français de tous ordres, économiques et culturels, sauvegardés dans ces deux pays, témoignent aujourd'hui de l'importance de ce point précis de la négociation de Genève. Mais, à chaque pas en avant, on frôle la rupture.

Le 18 juillet, à deux jours de l'expiration de l'ultimatum, un télégramme du général Ely fait le point : le repli sur Haïphong du corps de bataille du Tonkin est incertain ; « *au mieux, il nécessitera une bataille très dure. Si la situation est grave au Nord-Viet-Nam, elle n'est pas satisfaisante pour autant dans le reste de l'Indochine...* » En conclusion, le commandant en chef envoie à M. Mendès France un officier, le colonel de Brohon, chargé de dire « *qu'un accord, fût-il médiocre, était préférable à pas d'accord du tout* ». De son côté, l'ambassadeur Chauvel écrira dans une lettre officielle du 30 juillet : « *La situation militaire existant au 20 juillet était des plus précaires.* » Et, après en avoir décrit dans le détail les éléments, il conclut : « *Compte tenu de ces indications vérifiées, il est permis de penser que la séparation au 13° parallèle serrait la réalité de plus près que ne le fait le choix du 17° parallèle obtenu par nous...* »

En fait, à la conférence, le Viet-Minh n'a encore accepté que le 16° parallèle. Un chassé-croisé d'entretiens à deux, à trois, à quatre, s'engage entre les neuf délégations, les conseillers officieux, les médiateurs bénévoles comme M. Krishna Menon, représentant de l'Inde. Sur la terrasse de la villa Joli-Port, MM. Mendès France, Molotov et leurs interprètes discutent trois heures durant sous les regards des délégations française et soviétique qui suivent de loin l'entretien sans entendre un seul mot. Le soir, M. Mendès France confie à ses collaborateurs son angoisse : il craint de s'être trompé en fondant sur la volonté de paix de l'adversaire.

Ce soir-là, exténué, il est tout près de considérer la partie comme perdue.

La méfiance

Le lendemain, à la fin de l'après-midi, pendant que les techniciens de la radio suisse, qui ont bien voulu accepter de faire le relais de la radio française, installent les camions d'enregistrement et leurs câbles, Mendès France, assis à une table, dans le jardin, met au point la rédaction du texte qu'il va prononcer, comme chaque samedi.

Pendant qu'il travaille, Bedell Smith arrive. On le prie de bien vouloir attendre, car la radio, elle, ne peut pas attendre. Le chef de la délégation américaine s'assied et observe, intéressé, les préparatifs des techniciens. Le dernier feuillet à peine tapé, l'émission commence.

Un monsieur qui apparait est sommé, par gestes, de ne pas faire de bruit en marchant. Le micro, les câbles : il a compris et obéit aux injonctions muettes qui lui sont adressées : c'est Anthony Eden.

En France, les auditeurs qui sont à l'écoute, comme chaque samedi, entendent la voix du président du Conseil qui leur parle de Genève : « Je voudrais nommer l'ennemi, le plus grand ennemi que je combats depuis toujours. Il s'appelle la méfiance, une méfiance maladive et presque paralysante, une tendance presque irrésistible à ne rien croire, à ne rien admettre et presque à ne plus espérer. Eh bien ! non, nous n'avons pas le droit de nous résigner, de renoncer à nous comprendre ou même simplement à nous parler ».

Le 17, les chassés-croisés recommencent ; le 18, éclaircie. Le 19, M. Dong s'entretient deux heures durant en tête-à-tête, sans interprète, avec M. Mendès France. Lorsqu'ils se séparent, l'accord est virtuellement fait : 17° parallèle ; évacuation d'Hanoï-Haïphong avant 300 jours ; libération des prisonniers dans les 30 jours ; Laos et Cambodge évacués par le Viet-Minh qui s'engage à respecter leur indépendance et leur souveraineté ; élections générales dans deux ans.

Dès 8 heures du matin, le 20 juillet, chaque délégation travaille fiévreusement à la rédaction des textes. L'optimisme se répand. Les journalistes câblent : « *C'est fini. Accord signé dans la journée.* » Des difficultés de dernière heure s'élèvent encore. M. Mendès France s'entretient avec M. Dong, puis avec MM. Eden et Molotov et la conversation se poursuit à quatre. Bientôt, tout semble résolu. A 14 heures, le président du Conseil français quitte ses trois interlocuteurs pour aller rejoindre M. Chou En-Laï qu'il a invité à déjeuner.

— *Plus que dix heures !* lui lancent au passage les journalistes.

— *Ce sera fait à minuit ou jamais,* réplique M. Mendès France.

A 17 h. 10, la nouvelle éclate : signature à 21 heures, en séance solennelle au Palais des Nations. Les journalistes se ruent sur les téléphones, les câbles partent pour les quatre coins du monde.

A 21 heures, rien. A 22 heures, rien. Incertitude, fièvre, désarroi. Que se passe-t-il ?

Il se passe simplement que le délégué du Cambodge, M. Tet Phan, vient de faire savoir que, tout bien réfléchi, il ne signera pas l'accord. Il présente de nouvelles exigences, demande de nouvelles garanties.

Tout se trouve remis en question. Les délégations de l'Est soupçonnent aussitôt un piège américain. Celles de l'Ouest soupçonnent aussitôt un piège soviétique. Chacun reprend ses cartes. La méfiance reparaît. Les visages se ferment. Jamais l'accord n'a paru aussi loin.

A 23 heures, grand conclave des Neuf dans la villa de la délégation britannique. M. Eden plaide inlassablement, essaie de convaincre M. Tet Phan qui secoue la tête : « *Non. J'ai dit non, c'est non.* » Le ministre anglais à bout de nerfs se tourne vers M. Molotov : « *Aidez-nous un peu !* » M. Molotov se dégèle et, à la stupeur générale, lance : « *Bah ! Aucune importance ! Il n'y a qu'à lui donner tout ce qu'il demande...* » Mais les délégués du Viet-Minh se méfient : pas de dissociation des trois armistices vietnamien, laotien et cambodgien. On signe tout — ou on ne signe rien.

Les douze coups de minuit. Mendès France a-t-il perdu son pari ? Non ! tous les délégués se sentent soudain solidaires et, dans une décision symbolique, sans précédent dans les annales diplomatiques, les pendules sont arrêtées. Tiré du lit, M. Bedell Smith, malade, apparait. La discussion reprend.

Une fois acquis l'accord du Cambodge, Mendès France demande que les derniers avantages consentis à ce pays le soient également au Laos. Il serait déloyal que le Laos soit puni de s'être montré plus coopératif que son voisin.

M. Molotov lève les bras au ciel... Une nouvelle discussion s'engage. Le délégué soviétique finit par céder.

Il faut plus de trois heures encore pour remettre en état les documents qui, à 3 h. 50 exactement — mais les pendules affirment que le 20 juillet continue — sont enfin signés.

La délégation française et son chef se sont abstenus de paraître à la cérémonie qui suit la signature des accords. Aucun Français ne peut oublier qu'il s'agit là d'une amère victoire, d'une conclusion cruelle à une évolution cruelle.

Le 21, Mendès France dira, à la radio, aux Français : « *Je n'ai pas besoin d'exprimer les sentiments que j'éprouve car ce sont les vôtres.* »

A Joli-Port, plusieurs centaines de lettres envoyées de tous les coins du monde apportent sympathie, encouragements, vœux. Pour 30.000 prisonniers, c'est la fin du tunnel.

Le 23, par 471 voix contre 14, le Parlement approuve les accords de Genève. Se prononçant phrase après phrase sur l'ordre du jour qui résume son sentiment, l'Assemblée nationale avait auparavant adopté par 569 voix contre 9 les passages suivants :

> « *L'Assemblée nationale enregistre avec satisfaction la cessation des hostilités en Indochine due pour la plus grande part à l'action décisive du président du Conseil,*
>
> « *Constatant que de cruels sacrifices étaient inévitables... demande au gouvernement de continuer... une politique de paix...* »

Ces textes sont votés, notamment par MM. Georges Bidault, Chevigné, Coste-Floret, Letourneau, Teitgen au M.R.P. ; Barrachin, Jacquinot, Laniel, Soustelle, Vincent Badie, René Mayer, Martinaud-Déplat... Les applaudissements saluent le président du Conseil qui, à la tribune, déclare : « *Lorsque j'ai découvert l'ensemble de la situation, j'ai tremblé de ne pouvoir obtenir des clauses de ce genre.* »

Le général Ely écrira à ce sujet le 2 août, dans une lettre au ministre des Etats associés :

> « *J'ai suivi avec l'intérêt que vous comprenez les si difficiles négociations qui ont abouti à des résultats dont j'ai pu apprécier la valeur en toute connaissance de cause... (Les) accords qui viennent d'être signés... mettent fin dans des conditions honorables à une lutte épuisante que la France seule ne pouvait plus soutenir sans risques graves.* »

Et M. Chauvel, dans sa lettre du 30 juillet : « *Les accords constituent une manière de transposition sur la carte de la situation militaire existant à cette date... En fait, cette transposition nous est favorable à plus d'un titre... Pour préciser plus nettement ces conclusions, il n'est que de songer à ce qui, dans la meilleure hypothèse, se serait produit en cas d'échec de la négociation. Hanoï eût été attaqué. Le Laos et le Cambodge... eussent fait appel aux Nations Unies... L'intervention américaine fût de ce fait devenue possible... Une rupture des pourparlers sur l'Indochine eût, selon toute vraisemblance, entraîné une dénonciation de l'armistice en Corée. L'élargissement de la guerre se fût donc probablement traduit par un de ces vastes replis stratégiques dont nous avons connu des exemples... Ce n'est pas par hasard que M. Foster Dulles... parlait d'un repli éventuel sur les deux deltas d'où pourrait « dans deux ans » partir la reconquête.* »

« Un bon ouvrier »

Députés, chefs militaires, experts diplomatiques, personne ne s'y trompe : les accords du 20 juillet sauvent la paix du monde et rendent à la France ses chances de redressement.

« *Une guerre cruelle et qui décimait nos meilleurs cadres,* déclare M. Duchet, secrétaire général des Indépendants. *C'est dire que je me réjouis de l'issue favorable de la Conférence de Genève.* » « *Tout Français doit se féliciter* », dit M. Robert Schuman. Et M. Triboulet, président des républicains sociaux : « *Cette défaite eût été plus grave encore sans l'énergie et le talent de M. Mendès France.* »

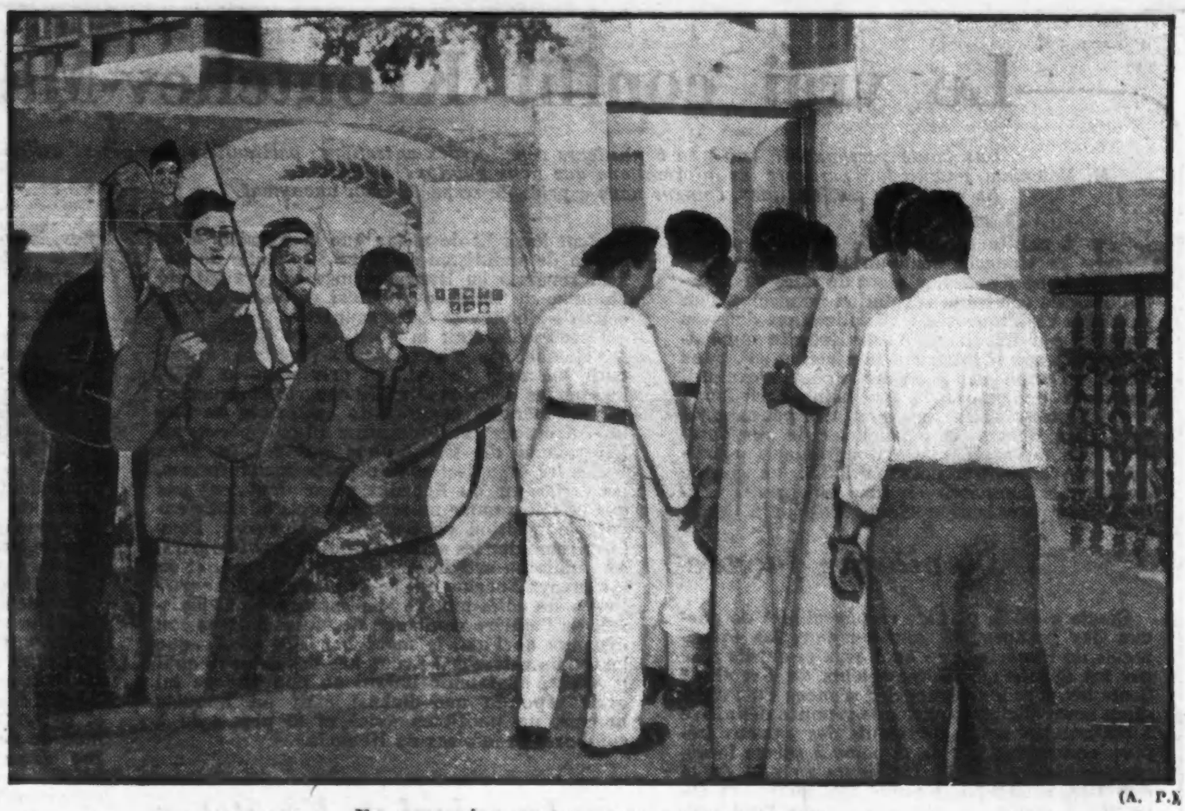
Pour la presse, c'est : « *Le triomphe de la volonté* » (Franc-Tireur), « *Des qualités exceptionnelles* » (La Dépêche de Toulouse), « *Le pays sera reconnaissant à Pierre Mendès France d'avoir supérieurement conduit cette négociation* » (Robert Bony dans « L'Aurore »). « *Sachons-lui gré d'avoir su aboutir. Bientôt le sang français ne coulera plus dans une bataille sans espoir. M. Mendès France a été à Genève un bon ouvrier du pays. Il serait injuste de faire retomber sur lui le poids d'abandons déjà inscrits dans les faits lorsqu'il a pris le pouvoir* » (Le Figaro).

La fin de la guerre d'Indochine est appréciée en ces termes par M. André Siegfried : « *C'est la première fois dans l'Histoire qu'on voit le vaincu poser un ultimatum au vainqueur, et l'emporter.* »

Pierre VIANSSON-PONTE.

MOYEN-ORIENT

● *350 nassériens peuvent-ils être longtemps d'accord ? Le colonel Nasser prend ses précautions.*



ELECTEURS ÉGYPTIENS DANS LES BUREAUX DE VOTE
La démocratie est-elle contagieuse ?
(A. P.)

Le bikbachi pense à l'avenir

(Correspondance de Beyrouth)

MALGRE des scènes de violence qui ont fait dix-sept morts, les élections égyptiennes qui se sont terminées dimanche dernier ont été probablement les moins truquées de l'histoire égyptienne : sur 350 sièges, la moitié seulement ont pu être pourvus au premier tour. Le propre frère du colonel Nasser ne l'a emporté qu'au second tour, dimanche dernier ; les proches parents de deux membres du cabinet et quatre autres candidats officiels du gouvernement furent battus.

Les députés sont sans doute tous des dignes « fils de la révolution ». Ils ne constitueront pas, pour autant, un Parlement de « béni-oui-oui ». 46 d'entre eux sont des avocats, 46 autres paysans, une vingtaine médecins, une quarantaine maires ; 15 seulement sont des propriétaires fonciers et une trentaine officiers. Le Parlement comprend quelques dizaines de « fortes têtes » qui entendront exercer leur droit de regard sur les affaires publiques ; il offrira une tribune aux diverses tendances qui s'affrontaient jusqu'ici dans les coulisses et qui ne résisteront pas à la tentation de faire arbitrer leurs dissensions par l'opinion publique.

Des Egyptiens, même libéraux et partisans de la démocratie parlementaire, considèrent ces élections comme un point tournant pour le régime. Nasser, selon eux, a mis le doigt dans un engrenage qui finira tôt ou tard par l'entrainer tout entier vers la libéralisation. Comme disait un libéral, « *il est inconcevable que* 350 *Egyptiens soient longtemps d'accord sur tous les points* ». Les députés finiront fatalement par découvrir leur pouvoir et les moyens de s'en servir.

Changement de méthode

Reste à savoir si les Occidentaux peuvent espérer gagner au change. Ils feraient peut-être bien de se souvenir de l'optimisme et du soulagement avec lesquels ils avaient accueilli, voici cinq ans, l'instauration de la dictature militaire et l'interdiction des partis politiques. « La rivalité des partis et le recours aux électeurs, disait-on alors, provoquent la surenchère démagogique et jouent en faveur du nationalisme extrême. Il nous sera plus facile de venir à composition avec une dictature ne dépendant pas de l'opinion. »

Ce calcul s'est révélé faux. Le régime nassérien a dû se faire aussi démagogique, sinon plus, que les anciens partis, dans la mesure où il n'a pu soulager assez rapidement l'accablante misère du peuple égyptien, et a dû chercher des boucs émissaires.

Le « bikbachi » prend actuellement conscience que ses coups de poker diplomatiques vont le priver des moyens de développer et d'industrialiser l'Egypte. De la douzaine des grands travaux actuellement en cours — cinq grandes centrales électriques, une aciérie, une fabrique de ciment, une immense fabrique d'engrais, un gros barrage sur le Nil, une raffinerie, plusieurs industries légères, etc. — plus des deux tiers sont effectués par des firmes occidentales, au nombre desquelles l'E.D.F., chargée du plan général d'électrification. En réorientant son commerce extérieur vers l'U.R.S.S., l'Egypte peut survivre aux représailles économiques occidentales, mais à condition seulement de retomber dans la stagnation.

Sourires

C'est pourquoi Nasser multiplie actuellement les ouvertures en direction de la Grande-Bretagne et de la France. Il semble même avoir engagé des pourparlers secrets avec Israël sur la question des réfugiés palestiniens. Il accepte d'avance le verdict de la Cour de La Haye sur le droit de passage par Suez des navires israéliens. Et il se garde de protester contre la navigation israélienne dans le golfe d'Akaba.

Sur ces trois derniers points, Nasser se montre actuellement plus souple que les deux souverains « prooccidentaux » : Séoud d'Arabie et Hussein de Jordanie. Le passage de la Jordanie dans le camp américain, auquel il ne peut espérer l'arracher, semble avoir libéré Nasser de l'obligation de surenchérir systématiquement sur les revendications des Palestiniens arabes. Il est piquant de voir que cette obligation échoit maintenant à Séoud ; après avoir arraché la Jordanie à l'influence égyptienne, Séoud se sent contraint de donner des gages aux réfugiés palestiniens et de multiplier, de concert avec Hussein, les déclarations belliqueuses à l'égard d'Israël.

Réconciliation

Il est également piquant de voir que la Grande-Bretagne, définitivement évincée du Moyen-Orient, reprend aujourd'hui la politique souple qui fut précédemment celle des Etats-Unis, tandis que l'Amérique prend à son

→

EST-OUEST

M. Jules Moch et le désarmement

M. Jules Moch, chef de la délégation française à la sous-commission du désarmement, nous adresse la lettre suivante :

JE lis « L'Express » avec trop d'attention pour ne pas vous signaler que votre article du 21 juin, paru sous ce même titre, a donné des débats sur le désarmement une version quelque peu romancée.

Ainsi, pour ne citer qu'un fait, mon collègue et ami M. Stassen n'est pas un « homme neuf » ayant accepté de négocier « après l'affaire de Suez », c'est-à-dire à la fin de 1956. Il a été nommé en juin 1955 — dix-huit mois plus tôt — à ses fonctions actuelles de « Special assistant of the President for disarmament » — nous dirions de ministre d'Etat chargé du désarmement, car il siège au Cabinet et au Conseil National de Sécurité de Washington. A ce titre, il a participé, comme moi, aux deux Conférences de Genève des Quatre Grands et des ministres des Affaires étrangères, durant l'été de 1955, ainsi qu'à toutes les sessions du Sous-Comité et de la Commission plénière du Désarmement depuis cette époque.

Est également largement imaginée l'action des diplomaties étrangères à Washington pour contrecarrer l'action de M. Stassen. Il ne m'appartient pas de donner sur ce point d'autre précision que celle consistant à vous confirmer que nous avons toujours négocié en pleine solidarité. Les représentants de la France et de la Grande-Bretagne n'ont jamais été « tenus à l'écart de la négociation directe, M. Stassen se bornant à les informer de ses progrès ». Notre travail comporte en effet des discussions à cinq — les quatre Occidentaux et les Soviétiques — des séances de travail à quatre, entre Alliés, et des conversations bilatérales entre l'un des Occidentaux et le délégué soviétique. Dans ce dernier cas, l'Occidental — Français, Britannique ou Américain — se tient en liaison avec ses associés avant comme après de tels contacts. M. Stassen n'a de la sorte jamais eu, ni recherché le monopole de tels entretiens.

L'essentiel

Qu'il se soit heurté à des difficultés dans son pays, il ne m'appartient pas non plus de le préciser. Mais croyez-vous qu'il ait été seul dans ce cas ? Je ne m'étonne ni ne m'indigne de tels tiraillements. Voici près de six ans que je consacre aux négociations sur le désarmement le plus clair de mon temps et de mes efforts. Au début, nul n'y prêtait attention, tant l'objectif semblait éloigné et illuminés ceux qui cherchaient à s'en approcher. L'opinion s'aperçoit aujourd'hui qu'un premier accord n'est plus impossible. Comment, prenant tout à coup le problème au sérieux, certains militaires ou quelques diplomates ne seraient-ils pas tentés d'en mesurer surtout les difficultés ?

Mais la position française n'est pas déterminée par les services : elle l'est par le gouvernement, avec certains membres duquel — président du Conseil, ministres des Affaires étrangères et de la Défense — je demeure en contacts directs et suivis. Ceux qui me connaissent savent que, si j'occupe depuis la fin de 1951 mon poste de délégué de la France, c'est parce qu'aucun des gouvernements qui se sont succédé ne m'a jamais donné une indication par moi jugée nuisible à la cause du désarmement : si cela s'était produit, je n'aurais pas conservé mes fonctions une heure de plus. Qu'importe dès lors la « carence » dont vous parlez en exagérant considérablement des incidents réels, mais sans lendemain ?

L'essentiel est que la France poursuit à Londres une politique permanente de recherche de la conciliation; qu'elle s'efforce de réaliser une première étape de désarmement et de contrôle international et ce, simultanément, dans les deux domaines conventionnel et nucléaire. Tant que je demeurerai à la tête de notre modeste délégation, celle-ci n'en pratiquera aucune autre, je puis vous en donner l'assurance.

Jules MOCH.

[La mise au point de M. Jules Moch porte sur des informations publiées par la presse américaine et vérifiée aux meilleures sources.

M. Stassen a bien été nommé, dès juin 1955, conseiller spécial du Président pour les problèmes du désarmement. Mais ce n'est qu'à la fin de 1956 qu'il a pu faire prévaloir ses vues politiques comme le prouve l'amélioration soudaine des négociations qui date de cette époque, alors qu'elles se sont poursuivies, depuis 6 ans, en vain, malgré les efforts constants de M. Jules Moch.

Quant à la solidarité des délégations occidentales, les assurances données par le chef de la délégation française démentent heureusement les inquiétudes exprimées officiellement à Washington il y a quelques semaines et dont l'hebdomadaire Time se faisait l'écho en ces termes :

« M. Harold Stassen, conseiller présidentiel pour les questions du désarmement, entra dans le bureau de M. John Foster Dulles, au 5ᵉ étage du Département d'Etat. Une liasse de câbles des ambassades américaines en Europe occidentale l'y avait précédé. Ces dépêches signalaient que M. Stassen avait commis une gaffe diplomatique et que les alliés européens étaient irrités...

« M. Stassen, après avoir promis à ses partenaires occidentaux de les consulter avant de présenter une proposition précise de désarmement aux Russes, s'était lancé dans des conversations privées avec le représentant soviétique, M. Valerian Zorine... Lorsque les diplomates britanniques et français — sans parler des Allemands de l'Ouest — furent mis au courant, ils protestèrent aussitôt. »

Nous remercions M. Jules Moch de la mise au point et constatons avec plaisir qu'il est d'accord avec nous sur l'essentiel — ce dont nous ne doutions point — quand il souhaite que la France poursuive à Londres une politique permanente de recherche de la conciliation.]

Le vrai conflit Kroutchev-Malenkov

Une haute personnalité qui a eu à plusieurs reprises des entretiens particuliers avec les dirigeants soviétiques, et notamment M. Malenkov, nous a fait parvenir les informations que nous publions ci-dessous.
En raison de ses fonctions, l'auteur nous a priés de respecter son anonymat.

« ...La politique stupide de Rakosi a plongé la Hongrie dans un bain de sang... » Cet aveu que Kroutchev vient de faire en Tchécoslovaquie éclaire la révolution hongroise d'un jour plus véridique que les explications données jusqu'ici par les dirigeants du Kremlin qui l'attribuaient aux « intrigues impérialistes ». Sans doute « l'empirisme » de Kroutchev n'exclut-il pas qu'il revienne à la prochaine occasion à cette théorie officielle, mais on peut penser qu'il cherchera désormais à attribuer la responsabilité des événements de Hongrie aux « staliniens », c'est-à-dire, pour l'U.R.S.S., au groupe Molotov, Kaganovitch et (par amalgame) Malenkov, et pour la Hongrie à Rakosi et à Geroe.

L'unité de façade

Quelle a été la part de responsabilité de chacun des groupes antagonistes dans les événements de Hongrie et en quoi ceux-ci ont-ils pesé sur les derniers bouleversements du Kremlin ? Seuls les procès-verbaux des séances du Præsidium pourraient apporter une réponse définitive à ces questions. Les dirigeants des « partis frères » eux-mêmes ont de la peine à suivre le déroulement des conflits intérieurs au sein de la direction soviétique. Chaque fois qu'ils ont été invités à assister à une réunion du Politburo, ils se sont trouvés devant une assemblée unanime à défendre un point de vue unique. Jamais Kroutchev, Malenkov ou Molotov ne se sont laissés aller à la moindre controverse en présence d'un étranger, fût-il le meilleur des camarades. L'apparence d'unité a toujours été le principal souci de la direction « collégiale » et tout porte à croire qu'il continuera d'en être ainsi. Les initiés eux-mêmes ne peuvent constater que la brisure du vase, jamais sa fêlure.

Il n'est donc pas étonnant que le mémorandum confidentiel adressé par Imre Nagy en 1955, après son exclusion, au comité central du parti communiste hongrois, fasse état de déclarations *concordantes* de Kroutchev, Malenkov et Molotov devant le Politburo soviétique. En été 1953, tous les dirigeants soviétiques dénonçaient les fautes de Rakosi et de Geroe. Dans l'antichambre du Politburo, quelques jours avant sa propre chute, Beria interpellait ainsi Rakosi : *« Alors quoi, vous êtes toujours en place ? »* Et Molotov, au cours de la séance du Politburo qui suivit, fit une véritable leçon au dictateur hongrois : *« Voulez-vous diriger éternellement la Hongrie avec l'appui des baïonnettes soviétiques ? »*

Mais un an et demi plus tard, lorsque Rakosi revint au pouvoir, Kroutchev, Molotov, Malenkov, Kaganovitch dénoncèrent avec un même ensemble la politique de son rival Imre Nagy.

La disgrâce de Malenkov

La clef de ces renversements d'équilibre qui ont finalement conduit à la dernière révolution de palais du Kremlin peut être donnée par la « démission » de Malenkov du poste de premier ministre, en février 1955.

L'une des causes essentielles, sinon la principale, de cette disgrâce fut le vote du Parlement français ouvrant la voie au réarmement allemand, en décembre 1954. La politique étrangère de Malenkov reposait sur l'hypothèse que la France, en raison de ses sentiments antiallemands, pouvait être détachée dans une certaine mesure des Etats-Unis, ce qui permettrait la création d'une Allemagne unifiée et « neutre », indépendante des blocs militaires.

Ce calcul ne s'étant pas vérifié, le groupe Molotov s'allia avec Kroutchev et les généraux pour passer à la contre-attaque et écarter Malenkov de la direction du gouvernement. L'argumentation était la suivante : il est évident que nous n'arriverons pas, malgré toutes nos concessions, à rompre l'unité occidentale ; la seule politique juste est donc celle de la fermeté et de la primauté de l'industrie lourde.

Un mois après la chute de Malenkov, Imre Nagy, en Hongrie, était à son tour limogé. Dans les deux cas, c'étaient les mêmes raisons qui avaient joué. Et de même que l'on assista à un regain de stalinisme en U.R.S.S., l'étoile de Rakosi remonta en Hongrie. Imre Nagy avait été l'homme de Malenkov, Rakosi et Geroe étaient ceux de Molotov et de Kaganovitch.

Mais quelle était la position de Kroutchev ? A l'époque, son « empirisme » l'incitait à soutenir lui aussi Rakosi. Au printemps de 1956, lorsque les décisions du XX[e] congrès ébranlèrent sérieusement la position de cet émule de Staline, Kroutchev et Boulganine lui envoyèrent un télégramme de félicitations qui fut lu dans toutes les organisations du parti (mal informés, les dirigeants du Kremlin ne se doutaient pas que ce télégramme ne servirait qu'à affaiblir encore la position de Rakosi en Hongrie). Pour faire remonter les actions du dictateur hongrois, on publia un article de lui dans la *Pravda* et on lui envoya Souslov qui se fit photographier partout à ses côtés afin de bien montrer qu'il jouissait de l'entière confiance de Moscou. Dans son discours de Pula, le maréchal Tito révéla que lorsqu'il avait averti Kroutchev des dangers qu'il y avait à maintenir Rakosi au pouvoir, on lui avait répondu que Rakosi était un honnête homme, un politicien avisé et le plus apte à conduire les affaires de Hongrie.

Le calcul de Kroutchev

Kroutchev — dont la politique consiste en virages « pris au sommet » et soigneusement préparés — a donc été en retard de plusieurs mois pour limoger Rakosi et de plusieurs heures (mais quelles heures !) pour limoger son successeur Geroe. Cette erreur de calcul faillit bien lui coûter sa position.

Pour comprendre la purge du Kremlin il faut savoir pourquoi Malenkov fut écarté du pouvoir en 1955

Lorsque la révolution hongroise éclata, ce fut lui qui réclama le plus énergiquement l'intervention immédiate. Il devait, en effet, gagner de vitesse le groupe Molotov, se montrer plus ferme encore et apparaître comme le porte-parole des généraux. Toutes les déclarations qu'il fit par la suite et le fait qu'il se soit personnellement rendu à Budapest en janvier dernier avec Malenkov pour consolider la position de Kadar le prouvent nettement. Sans doute n'était-ce pas de gaieté de cœur qu'il avait opté pour l'intervention brutale, mais sa survie politique était à ce prix.

Ce ne fut d'ailleurs pas sur le principe de l'intervention armée que les dirigeants du Kremlin se divisèrent : tous étaient partisans de la fermeté. Le point de friction fut la question des responsabilités dans les événements de Pologne et de Hongrie, puisqu'il n'était pas question pour les chefs soviétiques de parler entre eux de « complot impérialiste ».

L'argumentation de Molotov était nette : les responsables de la catastrophe étaient Kroutchev, la politique du XX[e] congrès et l'abandon de la ligne stalinienne. Pour Kroutchev, au contraire, la responsabilité incombait à Staline et à ses dociles collaborateurs ; c'était leurs erreurs et leurs crimes qui avaient provoqué la « contre-révolution » hongroise.

Il y avait sans doute une part de vrai dans les deux thèses. Sans Staline, la situation en Hongrie ne se fût jamais détériorée si gravement, mais la statue du dictateur à Budapest n'eût pas été déboulonnée si l'idole n'avait été déjà déboulonnée politiquement par Kroutchev au XX[e] congrès. Les événements de Hongrie prouvaient en tout cas que les contradictions internes du régime stalinien étaient trop profondes pour qu'on pût espérer soit maintenir purement et simplement le système (comme le voulait Molotov), soit le corriger d'en haut (comme le tentait Kroutchev).

Kroutchev se souciait d'ailleurs peu des conséquences théoriques de la situation. Ce qui lui importait, c'était d'en tirer les conclusions pratiques. Après le XX[e] congrès, il avait cru un moment avoir remporté une victoire définitive. Il avait écarté Malenkov et ne conservait Molotov et son groupe que pour la façade, comme symbole de l'unité du parti. Les bases idéologiques sur lesquelles s'appuyaient Molotov et Kaganovitch (accentuation constante de la lutte des classes même en régime socialiste, impossibilité d'accéder au socialisme par la voie parlementaire, valeur exemplaire de l'expérience soviétique, considérée comme modèle exclusif) étaient suffisamment ébranlées et l'influence personnelle de ces deux hommes suffisamment diminuée pour qu'il n'ait plus à s'en inquiéter.

Contre les fonctionnaires

Mais la révolution hongroise a prouvé à Kroutchev que les lions qu'il croyait édentés avaient encore les crocs solides et n'attendaient que la première occasion pour croquer l'Ukrainien.

Sans doute Kroutchev eût-il préféré maintenir plus longtemps encore l'apparence d'unité au sein du parti. Mais il se rendit compte qu'il ne pourrait plus se permettre le luxe d'avoir à rendre des comptes aux staliniens en cas de nouveau fiasco. Sa situation était devenue particulièrement délicate avec le lancement de son grand plan de décentralisation qui se heurtait à une opposition autrement redoutable que l'intervention en Hongrie. Celle-ci n'avait choqué qu'une partie de l'intelligentzia, les étudiants et les citoyens sans fonctions dans le parti. Contre la décentralisation, au contraire, Malenkov, Molotov, Kaganovitch et « l'infidèle » Chepilov avaient formé un front commun et pouvaient compter non seulement sur leurs propres voix au sein du Præsidium mais sur l'appui des dizaines de milliers de fonctionnaires menacés de perdre logement et emploi.

Kroutchev ne pouvait assister passivement à ce regroupement de l'opposition stalinienne. Que l'épreuve de force ait été ou non provoquée par le groupe Molotov (comme l'affirme la version officielle), il est certain que le règlement de comptes était devenu inévitable.

Peu de « partis frères » ont salué l'élimination des adversaires de Kroutchev avec plus de sincérité que le parti hongrois. Kadar est l'homme de Kroutchev et le limogeage de Molotov lui est aussi agréable que celui de Malenkov. Si l'on excepte quelques staliniens et rakosistes qui ne siégeront pas longtemps à la direction du parti hongrois, celui-ci est composé de « centristes » qui représentent en gros la tendance Kroutchev et ont l'impression très nette que leur position se renforce peu à peu. Sans doute est-ce vrai vis-à-vis des dirigeants du Kremlin. Mais vis-à-vis du peuple hongrois auquel il a été imposé par les troupes étrangères, la position de Kadar ne s'est nullement améliorée. Si l'un des chapitres de la lutte d'influence qui se livre au Kremlin vient de se terminer à l'avantage de Kroutchev, la véritable épreuve de force — celle qui oppose la direction du Kremlin aux peuples de l'empire soviétique — ne fait que commencer.

(*World copyright « L'Express ».*)

---

compte l'ancienne politique de fermeté des Anglais. Londres a débloqué le compte sterling de l'Egypte ; Washington, en revanche, continue de serrer la vis. Dans les déclarations officielles égyptiennes, ce sont les Américains qui font maintenant figure d' « impérialistes », tandis que les Anglais sont présentés comme des gens avec qui on peut s'entendre.

Il est probable que le grand discours que Nasser prononcera la semaine prochaine, à l'occasion du 5[e] anniversaire de la révolution égyptienne, sera le couronnement de ses efforts pour rompre son isolement. Déjà le « bikbachi » s'est réconcilié avec le roi Séoud (auquel il livrerait, en gage d'amitié, des chasseurs de fabrication soviétique), avec l'Irak, principal « bastion occidental » du Moyen-Orient, qui a suspendu le brouillage des émissions du Caire et signé avec Nasser un accord économique. Le fait que le Liban et la Turquie également tentent maintenant de se rapprocher de Nasser semble indiquer que l'Amérique, confiante en ses atouts, croit en la possibilité d'un *modus vivendi* avec le nassérisme égyptien assagi et privé de ses satellites.

La Syrie

Dès lors, c'est vers la Syrie que se déplace le poids principal des pressions américaines. Ce pays, le plus évolué et le plus indépendant du Moyen-Orient, voit sa volonté de non-alignement punie par un impitoyable boycott de ses voisins irakien et turc. Mis dans l'incapacité de commercer avec l'Occident, le gouvernement syrien, dominé par les socialistes Baath, devait, selon les calculs américains, être chassé par un coup d'Etat pro-irakien fomenté par les féodaux, une partie de la bourgeoisie et de l'armée.

Ce calcul a échoué jusqu'ici. De récentes élections ont confirmé la popularité du gouvernement actuel. Menacée d'asphyxie, la Syrie dépend de plus en plus exclusivement du marché et des livraisons communistes. Le Baath est résolu à s'allier avec le diable pour défendre ses positions et distribue à ses adhérents, en même temps que leur carte de membre, une mitraillette russe.

Les mitraillades syro-israéliennes de la semaine dernière doivent être comprises dans ce contexte : totalement isolée par le fléchissement de Nasser, qui serait d'ailleurs incapable de secourir son régime, la Syrie cherche des appuis. Le moyen le plus sûr pour susciter des sympathies dans le monde arabe, c'est encore d'évoquer la « menace israélienne », voire « franco-israélienne ». Acculé par les pressions et les complots qui se trament contre lui, le gouvernement syrien semble parfaitement capable de se lancer, en désespoir de cause, dans une guerre antiisraélienne. Militairement, il partirait battu. Politiquement, aucun gouvernement arabe n'o-

serait se désolidariser de lui. Il appartient aux Etats-Unis de décider s'il vaut la peine d'éliminer un gouvernement neutraliste au prix de pareils risques.

ALLEMAGNE

● La santé économique de l'Allemagne de l'Ouest paraît enviable — et inexplicable — à beaucoup de Français. C'est un phénomène, qu'il est intéressant d'étudier d'un peu plus près...

Une étrange maladie

(Correspondance de Bonn)

« TOUTE économie bien-portante souffre d'une crise qu'elle ignore. » Cette paraphrase du docteur Knock, due à M. Fritz Schaeffer, ministre des Finances de la République fédérale, reçoit en ce moment une confirmation inattendue.

Tandis que la Grande-Bretagne et, surtout, la France souffrent d'un déficit chronique et croissant de leur balance commerciale et accumulent les dettes auprès de tous les organismes de crédit internationaux, l'Allemagne fédérale souffre, si l'on peut dire, d'un excès de richesses. Ses créances à l'étranger ne cessent d'augmenter pour atteindre des chiffres astronomiques : la Banque des pays allemands détient actuellement dans ses caisses l'équivalent de 800 milliards de francs en or et de 1.200 milliards de francs en dollars. Ce magot suscite l'envie des pays européens qui doivent 350 milliards de francs à la République fédérale. L'Allemagne est accusée de se conduire en mauvais usurier, de trop exporter et de ne pas importer assez. Successivement, le Fonds monétaire international, le G.A.T.T., l'O.E.C.E. et la Banque mondiale viennent de se plaindre de l'avarice allemande et de réclamer des prêts.

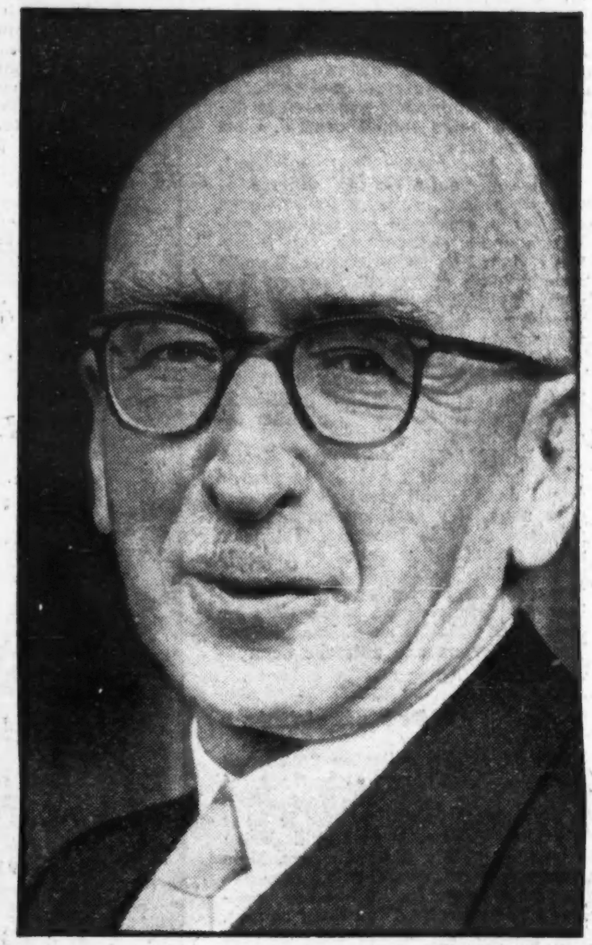
Un financier

M. Schaeffer, jusqu'ici, est resté inflexible. Ce sexagénaire bavarois réunit en sa personne tous les traits caractéristiques du grand financier : méticuleux, froid, autoritaire, redouté par tous ses collègues, il a un culte presque religieux pour les bilans excédentaires et montre dans la vie privée la même austérité qu'il impose à la majorité de ses concitoyens. Aucun ministre allemand n'a de pouvoirs plus étendus que lui, mais aucun n'occupe des bureaux plus exigus. M. Schaeffer a fixé par arrêtés ministériels le prix maximum d'une couronne mortuaire pour ministre décédé et le prix maximum d'un rideau pour fenêtre ministérielle. Il a une fois protesté auprès de son percepteur contre une erreur de 2.500 francs sur sa feuille d'impôts — mais fut finalement convaincu d'erreur par le percepteur qui lui tint tête. Au mariage de la fille du chancelier Adenauer, il présenta un bouquet de six œillets et en donna, mi-plaisant, mi-sérieux, le prix, payé de sa poche : 194 francs exactement.

Un économiste

Mais le caractère de M. Schaeffer — qui passe pour le principal candidat à la succession de M. Adenauer — ne suffit évidemment pas à expliquer l'excès de richesses allemand. Un second ministre y a sa part : c'est le professeur Ludwig Erhard, ministre de l'Economie, rival et antithèse de M. Schaeffer. M. Erhard est aussi épanoui et généreux d'apparence que M. Schaeffer est sec et austère. Toutes les semaines, le visage poupin et optimiste de M. Erhard, arborant un cigare churchillien, illustre dans les principaux journaux d'Allemagne un important placard publicitaire dans lequel le ministre défend personnellement sa politique contre les critiques des journalistes.

C'est cette politique qui se trouve à l'origine du « miracle allemand » et du déséquilibre — positif, mais non moins embarrassant — de l'économie allemande. M. Erhard est le seul ministre au monde qui défende aujourd'hui avec intransigeance le libéralisme intégral du siècle passé. A première vue, la liberté qu'il accorde aux prix et aux bénéfices a fait merveille au cours des huit dernières années : la production industrielle allemande a crû plus rapidement (jusqu'à 16 % par an) que ne l'avait fait jusqu'à ce jour celle d'aucun autre pays industrialisé. Les chefs d'entreprise encaissaient des bénéfices fabuleux qu'ils se hâtaient de réinvestir. En l'espace de quatre ans, 200 nouveaux millionnaires (en Deutschmarks) firent leur apparition en Allemagne. On a compté 10.000 personnes ayant un revenu net supérieur à 6 millions de francs par an. En l'espace de 7 ans, 16.000 milliards — soit en moyenne 22 % du revenu national, contre 13 % en France — furent investis.



(Camerapress) M. LUDWIG ERHARD, MINISTRE ALLEMAND DE L'ECONOMIE — (Intercontinental) M. FRITZ SCHAEFFER, MINISTRE ALLEMAND DES FINANCES

Deux auteurs pour un dangereux miracle

Le revers

La médaille allemande a évidemment son revers. Les encouragements fiscaux et financiers de M. Erhard ont bénéficié en premier lieu aux détenteurs de capitaux : les grands industriels de la Ruhr. Les industries lourdes, les plus puissantes et les plus concentrées, ont pris un essor foudroyant, au détriment des industries de biens de consommation. Les premières ont, depuis 1950, multiplié leur production par 2,4, les secondes par 1,7 seulement. L'Allemagne est devenue de ce fait le pays où l'on produit plus et où l'on consomme moins que partout ailleurs : 56 % seulement du produit national est destiné à la consommation privée, contre 67 % en moyenne dans le reste de l'Europe. Les dépenses privées moyennes d'un Allemand sont de 1.543 Deutschmarks par an, contre l'équivalent de 2.564 pour le Britannique et 2.605 pour le Français. L'ouvrier allemand gagne en moyenne 8.000 francs par semaine de 47 heures (dont il faut déduire 14 % pour la sécurité sociale). Les Allemands possèdent quatre fois moins de téléviseurs que les Anglais et trois fois moins de voitures, mais ils battent tous les records pour les accidents routiers, en grande partie parce que le réseau routier n'a pas été suffisamment développé depuis 1939. Bien que le nombre des salariés soit passé, depuis 1950, de 17 à 20 millions, leur « part de gâteau » dans le revenu national a baissé de 36 à 32,6 %. Bien que le produit social ait doublé, les ventes de détail n'ont augmenté que de 50 %.

Le remède

L'Allemagne retrouve ainsi son déséquilibre traditionnel : une industrie lourde hydrocéphale, produisant, en valeur, plus que l'ensemble des autres industries et ne parvenant pas à écouler sur le marché intérieur une part suffisante de ses richesses. A cette situation, des économistes libéraux aussi bien que socialistes prescrivent un remède apparemment simple : développer les industries de biens de consommation. Mais l'application de ce remède exigerait que les Allemands fussent mis en état de consommer davantage ; et pour pouvoir consommer davantage, il faudrait augmenter leurs salaires. L'industrie lourde répugne à cette solution. Vendant à l'étranger 60 % de ce qu'elle produit, elle préfère s'assurer, par une politique de bas salaires, une position dominante sur le vaste marché mondial, plutôt que de développer, grâce à des salaires plus élevés, ses possibilités de vente sur le marché allemand.

Il était cependant fatal que l'économie allemande retrouve un jour, dans ses rapports avec l'étranger, le reflet de ses contradictions intérieures. Ce jour est arrivé : faute d'avoir développé le pouvoir d'achat de ses citoyens, l'Allemagne est incapable d'écouler sur son marché intérieur la contre-valeur de ses exportations. Elle importe donc peu des pays auxquels elle vend beaucoup. Elle accumule les créances, et ses débiteurs, faute de pouvoir lui vendre, sont obligés de régler leurs dettes en or et en dollars. Or, les réserves d'or et de dollars des clients de l'Allemagne arrivent à épuisement. En conséquence, l'Allemagne ne pourra bientôt plus leur vendre, à moins de leur accorder des crédits à long terme. Depuis un an, elle envisage de lancer son « plan Marshall ». Depuis quelques semaines, elle discute avec la France l'octroi d'un crédit de 90 milliards et avec l'O.E.C.E. un crédit de 350 milliards de francs.

Ces prêts ne guériraient en rien, toutefois, les maladies internes des économies allemande et française : la première produit trop de biens d'équipement et ne consomme pas assez ; la seconde est affligée du vice exactement inverse. Les industriels allemands voient dans le « marché commun » un remède prometteur à cette situation. Les vices des économies française et allemande ne se compenseraient-ils pas ? Pas plus, en vérité, qu'une maladie ne peut en chasser une autre. Pour pouvoir s'ouvrir plus largement le marché français, l'Allemagne doit apprendre à y acheter davantage et elle ne l'apprendra que si elle cesse de vivre au-dessous de ses moyens.

Quant à la France, il lui reste à trouver les moyens propres à assurer son train de vie — ou à réduire celui-ci.

5 Millions Pour Vous

CETTE année, GRENIER et NATKIN, les deux grands spécialistes de France, organisent un Concours de Photographie, le plus important jamais mis sur pied en ce domaine. Il est doté de 5 millions de prix, dont 3 millions en espèces et de nombreux appareils et accessoires de haute qualité : Agfa, Alpa-Reflex, Armor, Ercsam, Camex-Reflex, Foca, Gevaert, Kodak, Levêque, Paillard, Semflex, Zeiss, etc...

1er Grand Prix dans chaque catégorie (Photo noir, Photo couleur, Ciné 8 couleur) : 1 million en espèces.

Le règlement du concours est contenu dans le nouveau Ciné-Photo-Guide EX 57 (144 pages et 1.000 photos), dans lequel vous trouverez la description du dernier livre de Marcel Natkin (Flammarion éd.) « Pour Réussir vos Photos » et de nouveautés sensationnelles. Ce guide vous sera adressé gratuitement et sans engagement.

GRENIER NATKIN
27 bis, r. du Ch.-Midi, PARIS-6e — 15, av. Victor-Hugo, PARIS-16e

U. R. S. S.

● En voyage à travers la Tchécoslovaquie, M. Kroutchev, au mieux de sa forme, a multiplié les mots d'auteur.

M. « K » en liberté

COIFFE d'un panama, le nez chaussé de lunettes à monture dorée, c'est Kroutchev détendu et débordant de vitalité qui débarquait à Prague le mercredi 10 juillet. Il n'avait pas pris le temps de « digérer » sa

→

→

victoire sur la « faction » Molotov-Malenkov. Il avait abandonné au maréchal Joukov le soin de chanter, en son absence, ses mérites. C'est tout juste si, la veille de son départ, Kroutchev jugea bon de sermonner personnellement une réunion d'écrivains : « Ma main ne tremblera pas, leur dit-il, s'il se révélait nécessaire de fusiller l'un ou l'autre d'entre vous. » A bon entendeur salut.

Kroutchev se hâta aussi de mettre les points sur les « i » dès son arrivée à Prague. Que MM. Zapotocky et Novotny, ces dignes disciples de Staline, se rassurent : Kroutchev n'était pas venu leur rappeler le meurtre judiciaire de Slansky et de Clementis, leurs anathèmes contre Tito et Gomulka ; il était « venu en ami » : « Votre ligne est absolument correcte, leur dit-il. Vous avez approuvé la décision de notre comité central. C'est cela l'amitié. »

Dans les heures qui suivirent, Kroutchev, enfin « en liberté », n'ayant plus à craindre les critiques que lui adressaient ses anciens collègues après chacune de ses « sorties », donna sa pleine mesure. Il parla avec aplomb et bagout, dans un langage émaillé d'argot, disant ce qui lui passait par la tête, quitte ensuite à se moquer du scandale, des journalistes, de lui-même en censurant ses propres déclarations. Celles-ci constituent, autant sinon plus qu'un fait politique, un portrait révélateur du premier secrétaire du parti soviétique.

● *Le* 10 *juillet, à Prague, Kroutchev, bon enfant :* « Il n'y a pas de secret dans ce qui vient de se passer chez nous. Il y avait quelques brebis galeuses dans la bergerie. Nous les avons prises par la queue et nous les avons jetées dehors. » Commentaire rassurant de M. Ilyitchev : « Il ne leur arrivera rien de mal : elles ne seront pas réduites au chômage. Nous leur trouverons une nouvelle occupation. »

« Des stupidités »

●*Le* 11 *juillet, à l'usine Stalingrad (Prague), Kroutchev, sarcastique et jovial :* « Le président Eisenhower est un homme intelligent que je tiens en grande estime. Je sais qu'il désire la paix et qu'il a des principes. Mais pourquoi, pardi, s'est-il mis à dire des stupidités sur les « bombes propres » ? Je regrette d'employer ce mot, mais n'est-il pas stupide de parler de bombes « propres » ? Comment peut-on avoir une bombe propre pour faire des choses sales ? »

● *Sur les conseils ouvriers (déclaration censurée) :* « Les Yougoslaves prétendent que les conseils ouvriers sont la meilleure méthode de gestion socialiste. Nous leur répondons : les conseils ouvriers, c'est très bien, à condition qu'on reçoive la viande américaine et le blé américain... Camarades, je ne suis pas un nationaliste soviétique. Je ne dis pas que notre méthode est la meilleure parce que c'est la nôtre, mais parce que c'est la méthode socialiste. Si les Yougoslaves prétendent que leur méthode est la meilleure, camarades (il hausse les épaules), je trouve ça ridicule. S'ils ne craignent pas les hommes, ils devraient au moins craindre Dieu. »

« Mes petits pigeons »

● « Quand de petits malins viennent nous critiquer, je leur dis : Mes petits pigeons, où étiez-vous quand nous construisions le socialisme à partir de rien ? Oh, pardon ! Je vois des journalistes yougoslaves dans l'assistance. N'écrivez pas cela, mes amis, ne l'écrivez pas ! Je le dirai personnellement au camarade Tito... Nous tous qui partageons la conviction marxiste, nous devons avant tout élargir le front uni des pays socialistes. Il ne faut pas que la Yougoslavie soit exclue de ce front. Mais il y a une condition : plus de chamailleries pour savoir qui est le malin et qui l'imbécile. »

● *Le* 12 *juillet, à Ostrava, Kroutchev, sentencieux :* « Les grands dirigeants des Etats-Unis se sont étonnés de ce que j'ai dit l'autre jour sur les bombes « propres ». Qu'avez-vous à y redire ? demandent-ils. N'est-il pas mieux d'avoir des explosions qui n'empoisonnent pas l'air ? Seulement, écoutez-moi : si vous recevez une bombe sur la tête, à quoi ça vous avance-t-il qu'elle soit propre plutôt que sale ? »

● *Sur la compétition Est-Ouest :* « Il n'est pas mauvais d'agrémenter les théories de Marx avec du jambon et du beurre. Quand on a le ventre vide, il est parfois très difficile de comprendre le marxisme-léninisme. Mais si vous avez un joli appartement, une bonne nourriture et une bonne culture, vous direz : « Moi aussi, je suis pour le communisme. Et voyez-vous, rien peut empêcher la naissance d'un nouvel ordre social. Nous sommes partis de rien et nous sommes la seconde puissance industrielle du monde. Bientôt nous serons la première. Nous aurons autant de beurre et de lait que les Etats-Unis.

(A.G.I.P.)

DON JUAN CARLOS

Sera-t-il le plus docile ?

(A.D.P.)

LE GÉNÉRAL FRANCO

Sera-t-il le plus habile ?

Et alors... Voyez-vous, le capitalisme est comme une femme enceinte. Rien ne peut l'empêcher d'accoucher du socialisme. Au bout de neuf mois, l'enfant naît. Les capitalistes n'y peuvent rien. Alors je leur dis : Entendons-nous pour voir venir. On verra bien qui a raison. Il y a eu bien des mariages sans amour dans l'histoire qui ont fini par très bien marcher. Faisons de même, sans amour, mais entendons-nous. »

« Budapest, un abattoir »

● *Sur la Hongrie (déclarations censurées) :* « J'ai peur d'en parler, car le monde entier m'écoute. Mais je le dirai tout de même : c'est la politique imbécile de Rakosi qui a transformé Budapest en un abattoir. C'est ensuite seulement qu'une poignée de bandits contre-révolutionnaires, soutenus par l'étranger, ont profité de la situation, mais l'ennemi étant ce qu'il est, on ne peut pas l'en blâmer. Ce sont les dirigeants qui sont blâmables. »

● *Le lundi* 15 *juillet, à Pilsen, Kroutchev, au sommet de sa forme, après un repos dominical :* « A Londres (à la conférence du désarmement), ils ont mis sur pied un petit club atlantique. Ils parlent beaucoup, se disputent, échangent des billets, mais il n'en sort rien. Voulez-vous savoir pourquoi ? Parce que si l'on désarme, la production d'acier aux Etats-Unis devra être immédiatement réduite. Les capitalistes devront licencier des millions d'ouvriers et réduire leurs bénéfices. Ils croient nous affaiblir par la course aux armements. Ils veulent empêcher notre production de croître. Mais ils avaient aussi imaginé qu'ils nous abattraient par leur blocus et leur refus de nous vendre des matériaux stratégiques. Mais nous leur répondons : « Conservez vos matériaux stratégiques dans votre poche et que Dieu vous garde. Nous en produisons assez par nous-mêmes. Il y a d'autres pays qui ne demandent qu'à commencer avec nous. Dormez tranquilles, rien ne nous arrêtera dans notre marche en avant. »

Mais Kroutchev reconnaît que les méthodes soviétiques ont eu leurs défauts. « Je crains, dit-il aux Tchécoslovaques, que vous ayez commis les mêmes péchés. Nous avions trop de paperasserie et trop de bureaucrates. Alors nous les avons envoyés dans les usines, par dizaines de milliers. Les bureaucrates n'ont évidemment pas aimé ça. Ils ont cessé de rédiger des bulletins et d'envoyer des télégrammes aux usines. C'était une véritable maison de fous. Le diable sait combien et quels genres de bulletins ils avaient écrits. Mais maintenant les usines répondent : « La marée de papier a cessé de nous submerger et nous remplissons le plan. » La réorganisation nous économise des millions et les ministères ne commettront plus les stupidités du passé. »

La nouvelle ligne

La bénédiction donnée par Kroutchev aux dirigeants tchécoslovaques n'avait pourtant pas été inconditionnelle. Le mardi 16 juillet, le communiqué final déclarait : « Les dirigeants tchécoslovaques ont informé les délégués soviétiques des efforts entrepris en vue d'une application cohérente des décisions prises à une conférence nationale du parti et de toutes les conclusions adoptées par le XXe Congrès du parti communiste soviétique. » Autant dire que les très staliniens dirigeants tchécoslovaques durent rendre compte à Kroutchev comment ils entendaient s'adapter à la nouvelle ligne soviétique et éviter des explosions revendicatives. Kroutchev (comme l'a révélé le « testament » de Nagy, rédigé il y a un an et dont une copie vient de parvenir à Londres) avait exigé des gages analogues de Rakosi. Mais Rakosi lui avait tenu tête. Après les derniers limogeages du Kremlin, MM. Novotny et Zapotocky ne pouvaient que s'incliner. L'avenir montrera si les aménagements consentis par une équipe stalinienne suffisent pour enrayer la contagion titiste et gomulkiste.

ESPAGNE

● ***Pour couvrir et perpétuer sa politique, le général Franco avait le choix entre deux prétendants. C'est le plus jeune qui sera roi.***

Un prétendant de 19 ans

LE général Franco, qui a l'ambition immense pour un dictateur d'atteindre sain et sauf l'âge de la retraite, semble avoir trouvé le moyen idéal.

Il vient de faire déclarer par son ministre-secrétaire et « bras droit », Luis Carrero Blanco, que « l'horizon ne doit pas être fermé à l'instauration d'un Etat traditionnel, catholique et monarchique *pendant* l'exercice du pouvoir du Caudillo ». Cela veut dire que Franco envisage de désigner prochainement le souverain qu'il installera sur le trône afin d'assurer lui-même le bon fonctionnement de la transition.

Le Caudillo avait le choix entre deux rois : Don Juan, comte de Barcelone, ou son fils, Don Juan Carlos. Depuis la loi de 1947, par laquelle il laissait prévoir qu'un souverain remonterait sur le trône, après sa disparition ou son départ, il a soigneusement maintenu l'incertitude sur son choix final, afin de ne pas s'aliéner les partisans de l'un ou de l'autre.

Un libéral

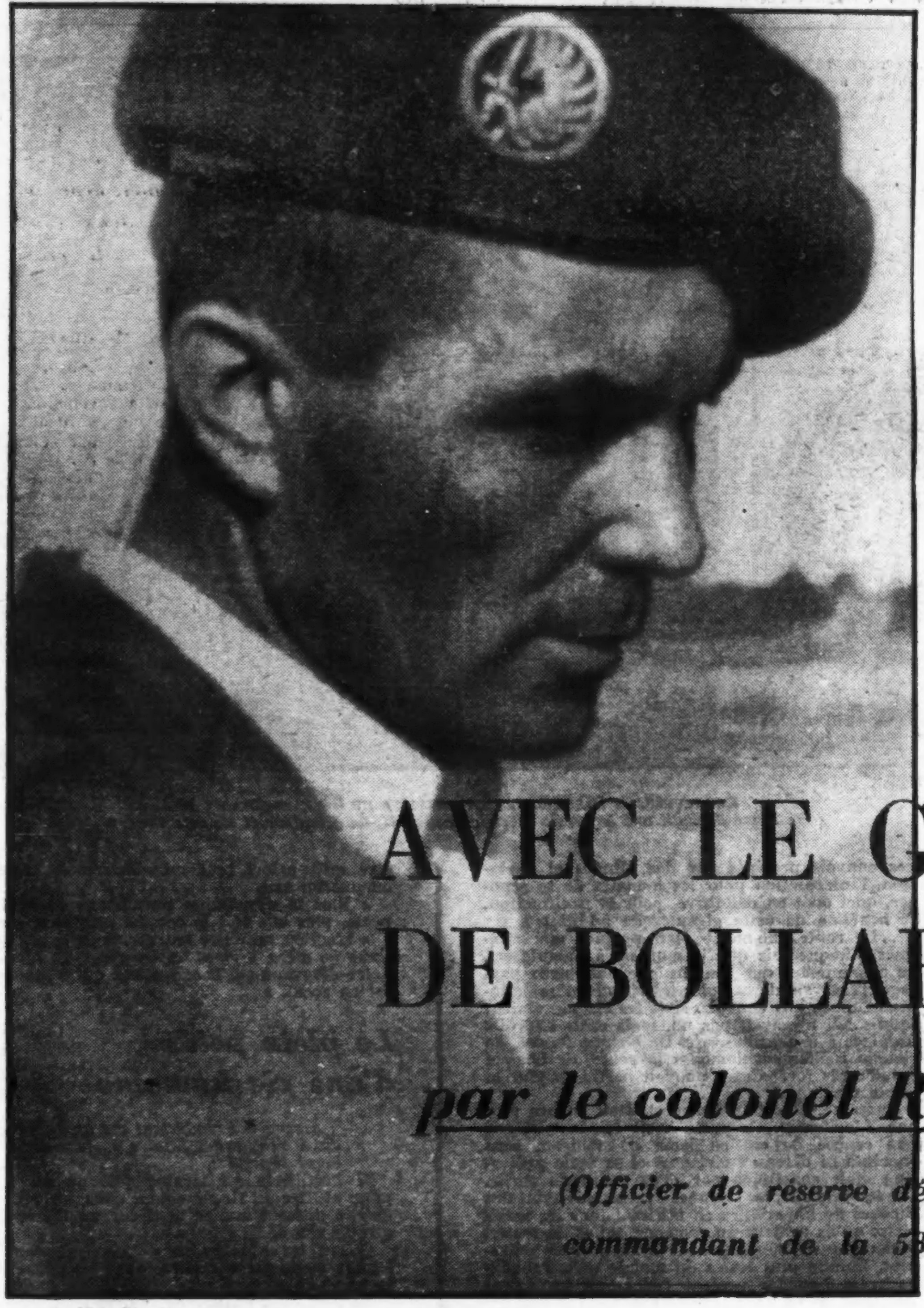
Don Juan, partisan d'une monarchie libérale représentative, a maintes fois affirmé qu'il refuserait de chausser les bottes de Franco. L'allure sportive, malgré le léger embonpoint de ses 44 ans, le sourire jovial, descendant de Charles-Quint, de Philippe II et de Louis XIV par son père, de Victoria par sa mère, Don Juan, comte de Barcelone, a hérité la taille de ses ancêtres Mountbatten (1 m. 90), le profil de Louis XIV et les conceptions politiques de Victoria. Chassé d'Espagne à 18 ans par la proclamation de la République, ancien élève de l'Ecole navale anglaise, il vit la plupart du temps sur son yacht, le *Saltillo*, ou dans sa résidence portugaise de Sétubal. En 1948, ses partisans signèrent un pacte avec les socialistes espagnols et Don Juan précisa son programme dans un interview donné à l'*Observer* : reconnaissance des libertés essentielles, consultation populaire, décentralisation poussée, « concordat de séparation » avec le Vatican. Aux émissaires de la droite espagnole qui vinrent le sonder pendant la crise de janvier-février dernier, il répéta qu'il entendait être, comme les souverains anglais, l'incarnation vivante de la nation tout entière et non l'instrument des oligarchies au pouvoir.

Roi ou serviteur ?

Un tel homme ne pouvait faire l'affaire, car — Luis Carrero Blanco l'a bien précisé devant les Cortès — « la monarchie qui s'établira en Espagne ne sera ni absolue ni libérale, mais traditionnelle, celle d'Isabelle et de Ferdinand, c'est-à-dire une monarchie traditionnelle et représentative dont le chef devra servir loyalement les principes du mouvement national ».

Le choix de Franco s'est donc porté sur le jeune Juan Carlos, 19 ans, 1 m. 83, blond aux yeux bleus. Elevé très simplement à Lausanne, Juan Carlos était un enfant au caractère gai et ouvert, mais le mode de vie qui lui a été imposé depuis son retour en Espagne — mi-couvent, mi-caserne — lui a appris la dissimulation. S'est-il laissé endoctriner par la *camarilla* qui le harcèle sans trêve de six heures du matin à neuf heures du soir, ou rêve-t-il de leur faire payer un jour leur insolence ? Sera-t-il l'instrument d'un Carrero Blanco que Franco lui aurait légué comme « maire du Palais » ou n'acceptera-t-il d'être le dépositaire provisoire du pouvoir que pour être le premier à rendre hommage au roi Juan III, son père ?

Le Caudillo n'ignore pas qu'il prend ici un risque, mais il a confiance dans le talent des « éducateurs » qu'il a donnés à Juan Carlos pour faire du futur roi d'Espagne un docile serviteur.



ROGER BARBEROT, ancien élève de l'Ecole Navale, est l'un des soldats les plus glorieux de France, En 1940, à 26 ans, enseigne de vaisseau sur le croiseur Tourville qui fait partie de la flotte française d'Alexandrie, il affiche une proclamation engageant l'équipage à continuer la lutte. Mis aux arrêts de rigueur, il s'évade à la nage.

Sidi-Barrani, Bardia, Tobrouk... Le lieutenant Barberot, et sa compagnie, incorporée dans la 7e Division Blindée de la 8e Armée britannique, participent à la campagne victorieuse du général Wavel. Et il est, en mars 1941, l'un des premiers à recevoir la Croix de la libération.

En mai 1944, sur le champ de bataille de Garigliano, il reçoit des mains du général de Gaulle la première Légion d'honneur décernée dans la 1re Division française libre.

Au cours de la campagne d'Italie, il est proposé pour la D.S.C. (Distinguished Service Cross) qui lui sera décernée pour « extraordinaire héroïsme dans l'action ».

A 30 ans, officier de la Marine le plus cité dans la guerre, il est fait commandeur de la Légion d'honneur pour « sa très grande sûreté de jugement au combat ».

C'est au combat que le lieutenant Roger Barberot a connu, en 1941, le capitaine Paris de Bollardière.

Il a servi sous ses ordres, en Syrie, puis en Libye jusqu'à ce que Bollardière, blessé à El-Alamein, soit transporté à l'hôpital du Caire.

Lorsque, à 42 ans, le colonel Barberot, qui a quitté l'armée après la Libération, demande à être rappelé pour servir en Algérie, il y retrouve son chef et compagnon d'armes.

Ce qu'il raconte dans son récit intitulé « Malaventure en Algérie » dont Plon prépare la publication, c'est à la fois un pan de l'épopée gaulliste vécue par deux des soldats qui ont refusé, dès 1940, la capitulation devant l'ennemi, et l'aventure de ces deux soldats, partis de leur plein gré en Algérie, où ils entendaient se battre pour que vive leur pays.

Voici quelques-uns des épisodes de cet ouvrage qui sera en vente très prochainement.

AVEC LE GÉNÉRAL DE BOLLARDIÈRE...

par le colonel R. BARBEROT

(Officier de réserve démobilisé. Ancien commandant de la 541e demi-brigade)

JACQUES PARIS DE BOLLARDIÈRE
« Une intransigeance morale absolue. »

JE connais le général de Bollardière depuis une quinzaine d'années, depuis le jour d'avril 1941 où j'ai atterri à Massouah, en Erythrée, dans la compagnie de la Légion étrangère qu'il commandait.

... Je suis assez stupéfait de le trouver aujourd'hui sous la lumière des projecteurs, mais cela ne m'inquiète pas, car je sais que l'homme ne peut décevoir, ni dans la bonne ni dans la mauvaise fortune.

Lorsque je suis arrivé à Massouah, la ville venait d'être prise par les troupes anglaises et par la demi-brigade du colonel Monclar... J'avais reçu, depuis la prise de Bardia et de Tobrouk, la Croix de la Libération et je me croyais beaucoup de droits pour avoir participé à cette immense battue qui nous avait permis, avec deux divisions, de capturer 180.000 Italiens. Bollardière devait me donner une idée plus juste de ce que sont « la servitude et la grandeur militaires ».

... Tout au cours de la guerre, il me donna de sérieux exemples d'une intransigeance morale absolue, d'un jugement sûr sur les hommes et les événements, d'un sens de l'humain remarquable et d'un courage personnel qui contrastait avec la prudence et l'économie qu'il savait faire de la vie des autres.

... Un jour de juillet 1941, notre compagnie relevait une compagnie de Sénégalais épuisés et nos hommes s'installaient derrière les murettes de pierre à la place de ceux qui partaient. A moins de dix mètres de nous, un Sénégalais foudroyé dans l'attitude du lanceur de grenade agenouillé pourrissait au soleil.

Dès que l'on bougeait tant soit peu derrière une murette, une rafale ajustée faisait voler des éclats de pierre. On avait l'impression que tout homme qui se levait était un homme mort. Le tir précis des mitrailleuses ou des fusils-mitrailleurs en apportait à tout instant une preuve presque certaine. En face, en contrebas, à 400 mètres environ, d'autres hommes derrière d'autres murettes attendaient.

A cinq heures du soir, ce jour-là, un messager nous apportait un ordre laconique : « *Votre compagnie attaque à six heures.* »

Pour moi qui avais été en Libye dans une division blindée, qui avais vu le va-et-vient des escadres dans le désert, manœuvrant pour détruire et ne pas être détruites, l'ordre équivalait à un suicide. Bollardière le pensait aussi : il en était intimement convaincu.

Nous allions entrer dans la minute de vérité.

— Mais, mon capitaine, c'est de la folie, le général ne se rend pas compte. Il faut l'avertir.

— Nous n'avons pas de radio. Le P.C. est à une heure de marche. Le commandement commande et l'attaque de six heures est attendue par lui.

Il ajoutait avec une colère contenue et mesurée :

— Sans tirs de mortier, sans préparation d'artillerie, c'est de la pure folie. Vous savez, Barberot, si nous en revenons demain, vous pouvez compter sur moi pour dire ce que j'en pense. Rejoignez votre section et donnez-lui des ordres : les sections de Boris et Melwyn devant, la vôtre à 30 mètres derrière. Les mitrailleuses de Corta nous couvriront pendant l'attaque.

Trente mètres entre la vie et la mort

Dix minutes plus tard, un stick qui se lève, un ordre bref : Bollardière, le premier homme de sa compagnie, se levait et marchait au pas lent et mesuré de la Légion vers ce qu'il croyait être une mort certaine, absurde, inutile.

Tout cela, avec mes trente mètres d'écart, je le voyais et j'avais le temps de le voir.

L'attaque elle-même a dû être pareille à beaucoup d'autres attaques, aussi folle, aussi insensée, aussi meurtrière, et beaucoup savent aussi bien que moi ce que signifie la lente marche des hommes au-devant de la mort. Mais Bollardière me donnait là une autre leçon que celle du simple courage. Il me donnait une leçon de sacrifice consenti, de grandeur et de servitude, mais aussi une leçon humaine : jeune lieutenant arrivant à la compagnie, habitué aux manœuvres des blindés, il pensait à mon inexpérience (comme un cavalier qui n'aborde pas un obstacle de deux mètres avec un cheval inconnu). Pour cette première fois, il me donnait trente mètres; mais trente mètres, à la guerre, c'est ce qui sépare la vie de la mort.

En avril 1956, le colonel Barberot demande à être rappelé pour servir en Algérie et accepte le commandement d'une des demi-brigades que l'on était en train de constituer avec les rappelés de l'armée de l'Air pour les mettre à la disposition du haut commandement en Algérie.

Personne ne se souciait beaucoup de prendre de tels commandements qui se terminaient obligatoirement au bout de six mois et qui comportaient des risques évidents. Car ce n'était un secret pour personne que les unités de rappelés étaient particulièrement difficiles à commander et que, mal encadrées, sans formation ni expérience militaire, elles promettaient à celui qui les prenait en charge plus de déboires que de satisfactions.

...Le colonel de Bollardière, qui avait un but et un seul : aller en Algérie, avait accepté de s'occuper de l'inspection de ces demi-brigades et de prendre ensuite le commandement d'un des secteurs où elles seraient utilisées. Plus d'un de ces officiers d'active qui feuillettent l'annuaire et pèsent les chances des uns et des autres dans la marche aux étoiles a dû être étonné en apprenant que l'ancien chef des parachutistes en Angleterre et en Indochine acceptait de s'occuper des unités considérées comme les plus médiocres de l'armée. Bollardière passait certainement pour un original en acceptant une tâche aussi hasardeuse au lieu d'attendre sa désignation pour un « beau commandement ». Mais il ne voulait pas de « beau commandement ». Puisqu'on avait dit « les rappelés sont la Nation », rien ne lui semblait mieux que de s'occuper d'eux,

→

Les premiers contacts que le colonel Barberot prend à Alger avant la mise sur pied de son unité sont encourageants. Il rencontre le général Lorillot, général commandant supérieur des troupes en Algérie (« avec sa figure régulière et ses cheveux blancs, il avait l'air d'un général français vu par Hollywood ») et le ministre résidant Robert Lacoste.

M. Lacoste m'apparut carré, jovial et sans détour. C'était la première fois que je le voyais et il me parla à cœur ouvert de l'Algérie, de ses difficultés, de l'organisation anarchique du commandement, du choix des chefs militaires, de la nécessité de mettre un terme à l'action du Caire qui interdisait toute négociation durable avec Tunis et Rabat et rendait difficile une solution d'équilibre en Algérie, de l'action de propagande nécessaire pour contrecarrer l'action communiste qui ne cessait de se développer en France, du moral de l'armée dont les cadres jeunes et actifs se refuseraient à accepter le complexe de la défaite d'Indochine...

Je lui dis que j'avais été très bien reçu par le général Lorillot. Il eut cette remarque étonnante (car enfin c'était la première fois que je le voyais) :

— Lorillot ? Tiens, il s'améliore depuis quarante-huit heures !

Je pensai que si le ministre résidant ne s'entendait pas avec le commandant en chef, il n'y avait pas d'autre solution que d'en changer. Je le lui dis. Il devint subitement évasif.

— L'Armée, cela ne me concerne pas. C'est l'affaire de Bourgès et de Max Lejeune ; je ne veux pas m'en mêler.

Au début de juillet, après avoir formé son unité au camp de Mourmelon dans des conditions d'organisation difficiles et évité de justesse une révolte des rappelés, le colonel Barberot débarque en Algérie avec sa demi-brigade.

Présentez arme au réfrigérateur

Quelques jours après notre arrivée, le général Lorillot vint nous rendre visite. Il arriva suivi du général Frandon, du général de Maricourt, du colonel Ginestet et de nombreux officiers d'état-major.

Il s'assit sur une chaise dans la pièce où nous avions déployé les cartes de la région, puis, s'adressant à moi d'une voix calme :

— Mon colonel, me dit-il, je voudrais que vous m'expliquiez quelle est votre mission et quelles sont les dispositions que vous avez prises pour la remplir.

Tout le monde avait les yeux fixés sur moi et attendait.

— Mon général, lui répondis-je d'une voix aussi calme et unie que la sienne, je serais heureux à cette occasion d'apprendre ce que je fais ici.

Il y eut un moment de stupéfaction. Lorillot se retourna vers les officiers de son état-major. L'un d'eux intervint :

— Mais mon colonel, nous vous avons dit...

— Mon cher colonel, répondis-je, n'employez pas la méthode Coué. Je ne sais rien, vous le savez, et personne ne m'a rien dit. Il y avait beaucoup d'officiers sur le quai quand je suis arrivé, mais aucun ne m'a transmis des ordres et encore moins des consignes écrites. On m'a dirigé sur l'Arba sans me dire où se trouvait mon deuxième bataillon que j'ai finalement trouvé en m'adressant à des gens complaisants. J'ai été à la subdivision et j'ai effectivement pris un dossier, mais qui ne contient que des consignes générales. Je n'y ai rien trouvé qui s'adresse directement à moi.

Le général Lorillot explosa.

— Je reviendrai à quatre heures de l'après-midi et d'ici là vous aurez reçu des consignes.

Des explications brèves, mais violentes, suivirent avec ceux qui l'entouraient.

A quatre heures, le général était là. Depuis midi, j'avais reçu toutes les notes de service et les instructions que j'avais hâtivement lues.

... La seconde fois que je vis le général Lorillot, quelques jours plus tard, ce fut à l'occasion d'une visite du président du Conseil municipal de Paris, Ruais, venu apporter un réfrigérateur et un poste radio aux rappelés du 117ᵉ R.I., originaires de la région parisienne.

Le réfrigérateur était sur un des côtés d'un carré dont les trois autres étaient formés par les troupes qui présentaient les armes. Au centre, le président du Conseil municipal qui parlait aux troupes et avait l'air de s'adresser au réfrigérateur. Celui-ci était « le témoignage de la sollicitude du pays envers ceux qui font leur devoir, etc., etc. »

Le bloc blanc du réfrigérateur brillait au soleil. A la fin du discours, le général et les officiers saluèrent le réfrigérateur, les hommes présentèrent les armes au réfrigérateur, les clairons sonnèrent pour le réfrigérateur et le président du Conseil municipal se dirigea en s'épongeant le front vers le marché couvert où des petites jeunes filles venues d'Alger servaient des boissons fraîches.

Quinze jours après leur arrivée, les rappelés de la demi-brigade partaient relever d'autres unités dans les postes de montagne qui entourent Alger.

Bollardière s'était posé une première question : A quoi servait Taoudggert ? Ces efforts démesurés pour maintenir 120 hommes au sommet d'une montagne où ne passait jamais personne,

LE LIEUTENANT BARBEROT ET LE CAPITAINE DE BOLLARDIÈRE EN 1941
« Il me donnait une leçon de sacrifice consenti, de grandeur et de servitude. »

ces convois protégés par des blindés et l'aviation, l'interdiction pour les hommes de se reposer, quel était en définitive, pour la pacification, le bénéfice de cette gigantesque addition ?

... La route elle-même était propice aux attaques. Chaque fois que je montais à Taoudggert, en même temps que j'admirais le somptueux paysage, j'essayais de calculer les risques d'une attaque d'un de nos convois. Mais les risques étaient infinis... Il n'y avait pas un, mais mille endroits propices à une embuscade. De chaque fourré, de chaque rocher surplombant la route, de chaque point de la forêt dense pouvait partir un jour la rafale mortelle...

Tazarine, plus loin à l'ouest, était encore pire que Taoudggert. Ce poste avait été installé sur une espèce de col en lame de couteau, sans enceinte ni défenses sérieuses et sa seule protection était constituée par deux tours de garde. Sur les versants, les hommes avaient construit des espèces de bidonvilles en utilisant tous les matériaux qu'ils avaient pu ramener, toiles de tentes, vieux piquets, morceaux de tôles, pierres entassées. Encore plus isolés du monde qu'à Taoudggert, les hommes avaient cependant un moral excellent.

Mais à quoi servaient les postes ?

A la fin du mois d'août, nous avions déjà une vue d'ensemble assez complète de la situation. Ce délai qui peut paraître court nous avait permis de conclure que ce que l'on faisait n'était certainement pas ce qu'il aurait fallu faire.

« Résumons la situation, constatait le colonel de Bollardière : nos unités sont dans des postes et les deux tiers de leurs activités se passent à s'efforcer de subsister. Le dernier tiers est occupé à « nomadiser », c'est-à-dire à aller d'un point à un autre. Comme personne ne parle l'arabe, les unités qui nomadisent risquent de faire plus de mal que de bien. Elles ont tendance à voir des suspects partout. Si tout se passe bien, leur action se borne à mettre sens dessus dessous les mechtas, quand elles n'abattent pas quelques braves fellahs aussitôt baptisés guetteurs ou ravitailleurs. Cela ne fait guère avancer la pacification. Nous tournons à vide. »

Dans une première note d'information établie le 27 août, je faisais ressortir les points suivants :

« Le bilan des dernières opérations militaires dans le sous-secteur a été pratiquement nul en dépit de l'ampleur des moyens utilisés.

« Pendant ce temps, les rebelles ont poursuivi leur action de destruction et d'attentats et ont gardé l'initiative.

« Les efforts que nous avons faits de notre côté ont été très importants. Des milliers d'hommes parmi lesquels des troupes parfaitement entraînées et aguerries comme les parachutistes du R.E.P. y ont participé sans résultat apparent. En revanche, nous avons usé et accidenté une grande quantité de matériel (au cours de la dernière grande opération, en particulier, un hélicoptère Sikorski a été accidenté à l'atterrissage et n'a pu être récupéré).

« Dans la mesure où l'Armée est inefficace, alors qu'elle déploie de grands moyens, elle perd de son prestige vis-à-vis des populations musulmanes.

« Parce qu'elle est aveugle, elle va à l'encontre du but final qui est la pacification et l'établissement d'un *modus vivendi* acceptable par les communautés européenne et musulmane.

« Parce qu'elle est aveugle, l'action militaire est amenée à considérer à priori tout musulman comme un ennemi ou tout au moins un suspect, alors que la doctrine de la pacification devrait être qu'à priori tout musulman soit considéré comme un ami.

« Plus la population musulmane se sent suspecte, plus elle fuit le contact militaire.

« L'action militaire entreprise dans ces conditions ne mène à rien. La situation est bloquée à notre désavantage. Tout système qui n'avance pas est en recul. »

Le plein poids d'une vie humaine

A ceux qui contestent son analyse au nom du « réalisme militaire », le colonel Barberot répond :

Si l'artillerie américaine pilonne un village pour abattre le tireur caché dans un toit, c'est qu'elle pense éliminer le tireur en même temps qu'elle détruit le village.

Quand les Américains décident de lancer la bombe atomique sur Hiroshima, ils pensent que la bombe atomique hâte la fin de la guerre...

Mais en quoi abattre des musulmans innocents, non pas dans un mouvement de colère, mais de sang-froid, nous fait-il avancer d'un pas vers le succès, c'est-à-dire vers la paix en Algérie ?

C'est précisément parce que de tels actes sont non seulement inutiles, mais nuisibles pour le but que nous nous proposons, qu'ils doivent être absolument condamnés. Puisque chaque innocent tué est pour nous une défaite.

Mais ce n'est pas le tout de les condamner si l'incohérence du système fait que les erreurs se multiplient au point de ne plus pouvoir passer pour des exceptions. Cette multiplication de l'erreur a un sens plus grave : c'est que le système ne considère pas qu'une vie musulmane a le plein poids d'une vie humaine ; c'est qu'il est incapable de donner aux musulmans ce qui, à leurs yeux, a le plus de prix, ce qui vaut plus que les Assurances sociales, les Allocations familiales, les retraites, ce qui vaut plus que les réformes elles-mêmes : la pleine dignité humaine.

Alors que la politique fixée par le ministre résidant assignait à l'Armée un rôle d'arbitre, celle-ci devient insensiblement un instrument de protection au service de la fraction d'origine européenne et de sa situation privilégiée, au service d'un appareil administratif qui est celui-là même qui a conduit à la révolte.

Tel qu'il est aujourd'hui, l'appareil militaire est incapable de s'adapter à la forme de guerre révolutionnaire qui sévit en Algérie. Quand il ne tourne pas à vide, il va à l'encontre même du but que l'on se propose.

Pour échapper à cet « engrenage de l'absurde », le colonel Barberot et ses officiers tentent, avec l'appui du colonel de Bollardière, une expérience. Il crée les « commandos noirs », unités mobiles de cinq ou dix hommes et un interprète qui nomadisent pendant plusieurs jours, visitant les mechtas, soignant les malades, reprenant le contact avec la population et lui présentant un autre visage de l'Armée.

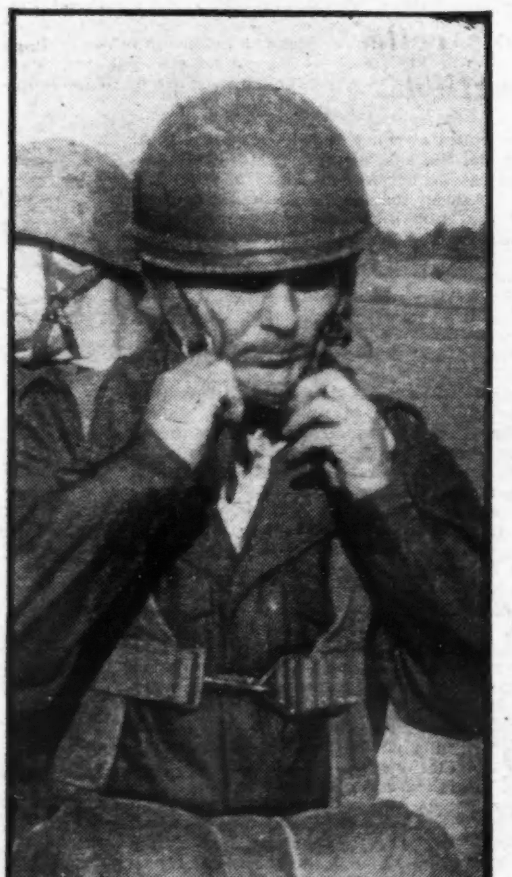
Parallèlement, le commandement de son unité organise dans le secteur la reprise de travaux destinés à occuper la main-d'œuvre locale. Malgré l'inertie du « système » (on les encourage officiellement, mais on leur refuse l'appui dont ils ont besoin), le colonel de Bollardière et le colonel Barberot réussissent à démarrer et à poursuivre l'expérience.

néral de Bollardière

De g. à dr. : le général Massu, MM. Bourgès-Maunoury et Max Lejeune, Bollardière. A l'extrême droite : M. Abel Thomas.
« Comment voulez-vous que l'Armée y comprenne quelque chose ? »

Du début août à fin décembre (date à laquelle une partie des rappelés des demi-brigades ont été démobilisés), nous avons eu à peu près — mais non sans mal — les mains libres pour agir et le système que nous avions mis en place n'a cessé de s'améliorer.

Le nombre des ouvriers des chantiers atteignait rapidement 2.000 et ne cessait de s'accroître (nous nous étions fixé le chiffre de 5.000 correspondant à peu près à la main-d'œuvre disponible dans le secteur. Le F.L.N. avait réagi comme le prévoyait le colonel de Bollardière en essayant de boycotter les chantiers, ce qui était une preuve que ces chantiers le gênaient, mais il avait



Bollardière parachutiste
Il ne voulait pas de « beau commandement ».

échoué)... Des opérations obtenues sur renseignements avaient permis de mettre hors de combat un nombre important de rebelles et de récupérer leur armement ; les bandes qui se trouvaient dans le secteur avaient été dissociées et on pouvait en toute objectivité noter une amélioration qui avait d'autant plus de valeur que les méthodes employées ne visaient pas à des résultats temporaires.

Les pertes en vies humaines des troupes du secteur étaient négligeables : sept tués au total dans les demi-brigades, alors que les unités que nous avions relevées, comme celles qui devaient à leur tour nous relever, avaient eu ou devaient avoir des pertes importantes : plus de quarante-deux tués dans un régiment d'infanterie, quarante tués dans un régiment de cavalerie à pied, etc.

En mars, le camp du colonel Barberot reçoit la visite du ministre de la Défense nationale et du secrétaire d'Etat, M. Max Lejeune :

Le temps qu'il faisait ce jour-là pouvait donner une idée des conditions dans lesquelles les hommes avaient vécu pendant six mois : les nuages bas s'effilochaient sur les rochers et les arbres en grandes traînées blanches. La visibilité était presque nulle. Le sifflement de la turbine de l'hélicoptère, tantôt proche, tantôt éloigné, montrait que le pilote ne voyait ni les feux ni les fumées qui délimitaient la zone d'atterrissage.

Le ministre s'était finalement posé. Il avait vu des baraques inachevées, une maison préfabriquée, des tours d'angle en construction ; une troupe quelconque, frigorifiée par l'attente, lui avait présenté les armes.

Devant le ministre, le secrétaire général d'Etat, le commandant en chef (Salan), le commandant de la zone nord algéroise (Massu), le préfet d'Alger et tous les officiers ayant une responsabilité dans le secteur, le général de Bollardière (1) expliquait, pour la centième fois, un plan qui n'était, soulignait-il, que l'application des directives gouvernementales. Chaque commandant de sous-secteur, chaque responsable d'une activité essentielle — travaux, assistance médicale, sections administratives spéciales — avait parlé et exposé son point de vue.

Le général de Bollardière s'était donné la peine de rectifier une parole d'un commandant de sous-secteur en précisant que l'action purement militaire contre le terrorisme ne devait pas être menée avant l'action de pacification, mais simultanément.

Mais les mots que M. Max Lejeune avait entendus depuis le début — assistance médicale gratuite, travaux, chantiers, contrôle de la population, délégations spéciales, administration — avaient fini par le frapper et il s'était exclamé :

— L'assistance médicale gratuite ! Aux portes d'Alger ! Mais c'est aux médecins de faire ce métier. Les travaux, c'est aux entreprises privées ou publiques !

— Mais, monsieur le ministre, si l'Armée ne s'occupe pas de ces problèmes, personne ne s'en occupe. Si nous ne prenons pas la charge et la direction des travaux et si nous n'en assurons pas la protection, les travaux cessent aussitôt. La direction des Ponts et Chaussées, des Eaux et Forêts, la D.R.S., restent avec leurs crédits qu'elles n'arrivent pas à employer.

Le ministre disait :

— Oui, mais aux portes d'Alger...

Ce fut moi qui répondis :

— Mais aux portes d'Alger, monsieur le ministre, à 15 kilomètres à vol d'oiseau, les villages sont semblables à ceux des coins les plus reculés de la Cordillère des Andes.

L'exposé se terminait. Dans le brouhaha des conversations qui commençaient à s'échanger, le ministre s'adressait au général de Bollardière :

« C'est indigne de vous, Bollardière ! »

— Mais, mon général, ce que vous faites faire à l'Armée est indigne de l'Armée ! C'est indigne de vous, Bollardière !

En s'en allant, le directeur de cabinet disait : « Il va y avoir des explications difficiles ce soir entre Max Lejeune et Lacoste. » C'était en tout cas un désaveu formel de tous les efforts que nous avions faits depuis huit mois.

Après le départ du ministre, un cavalier explosa :

« Comment voulez-vous que cette malheureuse armée y comprenne quelque chose... Cette armée qui, en 1939, avait eu bien du mal à abandonner ses chevaux, à se salir les mains avec la mécanique de ses chars et de ses automitrailleuses, à s'habituer aux odeurs d'huile et d'essence, qui avait fini par comprendre (avec quatre ou cinq ans de retard) qu'elle s'était fait battre à ce jeu par l'Allemagne, voilà qu'elle est plongée dans une guerre où, à leur tour, les chars et les automitrailleuses vont bientôt rejoindre les chevaux dans le grand musée rétrospectif de l'Armée. Voilà qu'on avait commencé à lui faire comprendre qu'il fallait s'occuper de la population, manipuler le mercurochrome, les antibiotiques et les sulfamides, contrôler et recenser la population, lui donner du travail, parler bulldozers, Ponts et Chaussées, routes, crédits, apprendre à la population à s'administrer, entrer dans la politique locale, etc., et qu'elle devait être la bonne à tout faire de la nation.

« Heureusement qu'un ministre socialiste, pas suspect pour deux sous de militarisme... bien rouge, qui s'y connaissait apparemment en révolutions, puisqu'il en parlait depuis vingt ans, vient à l'heure du doute rassurer les militaires en leur disant qu'ils n'ont pas à se salir les mains en contrôlant la population (c'est le rôle des civils), en soignant les gens atteints du trachome (c'est l'affaire des médecins), en ouvrant des chantiers (c'est l'affaire des entreprises publiques ou privées) et qu'à plus forte raison ils n'ont pas à faire tout cela aux portes d'Alger.

« Vous avouerez que c'est quand même un soulagement pour tout ce qui est en retard dans l'Armée de voir un révolutionnaire bon teint venir l'assurer qu'elle peut continuer à jouer avec ses engins mécaniques à 40 millions pièce, ses guerres atomiques sur le papier, ses remises de fanions et d'étendards avec musique... sans avoir aucune raison de croire que ce qu'a dit et fait Mao Tsé-Toung il y a vingt ans la concerne... »

. . . .

Quelques jours après la visite d'inspection du ministre de la Défense nationale et du secrétaire d'Etat, le général de Bollardière demandait à être relevé de son commandement. Quand il m'en parla, non seulement sa décision était prise depuis 24 heures, mais la lettre qu'il adressait au général Salan était déjà partie.

. . . .

(1) Le colonel de Bollardière a été nommé général le 1er décembre 1956.

→

Avec le général de Bollardière

Depuis quelque temps, nos conversations avaient pris un tour plus grave, qui traduisait une interrogation inquiète et passionnée. Les événements d'Alger en étaient la cause et posaient avec une acuité nouvelle l'éternel problème de la fin et des moyens.

— Mais, mon général, objectait un officier, si l'on ne peut obtenir de résultats qu'en employant certains procédés pour obtenir le renseignement...

— Parlez clairement. Qu'est-ce que vous entendez par « certains procédés » ? Si vous entendez par là simplement la lutte contre l'organisation politico-militaire rebelle, l'arrestation de suspects et la mise hors d'état de nuire des assassins, cela n'a rien que de parfaitement normal...

Mais si, par « certains procédés », vous entendez les moyens que je connais bien pour les avoir vu employer ailleurs : la baignoire, le courant électrique dans les..., etc., alors, parlez clairement et dites : les moyens de torture.

— Admettons, mon général, qu'il s'agisse de tortures. Je voudrais vous poser une question. Si en employant ces procédés, vous arrivez à faire une économie de vies humaines. Si vous obtenez, par ces moyens, et rapidement, des renseignements que vous n'auriez pas obtenus autrement et si vous évitez, par exemple, que vingt bombes explosent, qui auraient tué des dizaines de femmes et d'enfants innocents. Ça fait des dégâts, une bombe. Vous avez vu l'autre jour au stade. Sans parler des réactions de la population européenne qui, dans une explosion de fureur panique, peut parfaitement riposter, sans que vous puissiez l'en empêcher, par une véritable Saint-Barthélemy des musulmans. C'est un grave cas de conscience de penser que vous condamnez peut-être des innocents en refusant d'employer des moyens que vous estimez contraires à la morale. C'est très beau du point de vue moral, mais vous vous condamnez à être inefficace. Nous sommes plongés dans une guerre révolutionnaire et nous avons à faire face à une nouvelle forme de la barbarie. Nous devons prendre les moyens nécessaires pour y répondre.

— Enfin, répondait Bollardière, vous n'allez quand même pas confondre la guerre révolutionnaire avec la torture. La guerre révolutionnaire est une guerre dans laquelle la population est l'élément essentiel et l'action que l'on peut avoir sur la population ne se résume pas à la torture. C'est une véritable déviation de l'esprit.

« Comme si, ajoutait-il, des tortures avaient jamais été un moyen d'arrêter une rébellion. Dites-moi (encore que sur beaucoup de points cela ne soit pas comparable) si la Gestapo a jamais empêché la Résistance d'exister. Pour ma part, quand j'apprenais que des petits gars du maquis étaient passés à la baignoire ou qu'on leur avait arraché les ongles et fait je ne sais quoi encore pour les faire parler, cela ne me donnait pas du tout envie de rentrer chez moi. Et c'est précisément contre cela que nous nous sommes battus pendant cinq ans, pour défendre une liberté et une dignité de l'homme.

« Même si le système était efficace et si chaque individu « soumis à la question » parlait et donnait des renseignements permettant d'éviter des morts et des attentats — vous savez que ça n'est pas le cas et que ça ne peut être le cas — je ne serais tout de même pas convaincu. C'est à mon avis une preuve de faiblesse et d'impuissance et si vraiment on en est réduit là, c'est que nous n'avons plus rien à faire ici. »

. . . .

Je connaissais suffisamment le général de Bollardière pour savoir qu'il n'avait pas pris la décision de demander son rappel sans y avoir longuement réfléchi. Il était absolument exclu qu'il eût cédé à une impulsion dans un mouvement de colère, d'énervement ou de fatigue. Il me dit qu'il avait rédigé sa lettre depuis la veille, mais qu'il avait attendu, pour l'envoyer, de voir Massu chez qui il avait été appelé le matin même à 11 heures. L'entretien avait porté sur l'ensemble de la politique militaire et plus précisément sur les conséquences des ordres qui avaient été donnés récemment à toutes les unités en service dans le département d'Alger.

Ces ordres prescrivaient une « accentuation de l'effort policier » en vue de détruire l'organisation politico-militaire rebelle, de façon « à libérer la population du terrorisme électoral et à obtenir son ralliement réfléchi ».

... Qu'entendait Alger par « l'accentuation de l'effort policier » ? Le général de Bollardière avait envoyé, deux jours plus tard, aux commandants de sous-secteurs une directive qui précisait dans quelles conditions cet effort devait être effectué : ...étant donné la complexité du problème, il était certainement nécessaire d'agir avec vigueur et rapidité, mais surtout avec discernement (le mot était souligné) et il ne fallait frapper qu'à coup sûr pour « éviter les erreurs qui constituaient le meilleur atout de l'adversaire ». L'effort devait donc porter sur le renseignement, mais avec une réserve capitale que l'état d'esprit actuel justifiait amplement. « La tentation à laquelle n'ont pas résisté les pays totalitaires de considérer certains procédés comme une méthode normale pour obtenir le renseignement doit être rejetée sans équivoque et ces procédés condamnés formellement » (ces deux derniers mots soulignés).

C'est cette circulaire qui devait constituer le sujet principal de l'entretien avec le général Massu. Ce qui devait ressortir de cet entretien était que le général Massu trouvait inacceptable la directive d'application du général de Bollardière. Le « discernement » dans l'action et les garanties exigées par celui-ci ne pouvaient que faire obstacle, dans l'esprit de Massu, à la rapidité de l'action qui était pour lui le facteur essentiel. Bollardière estimait au contraire que les garanties constituaient la base même de la politique de pacification et ne pouvaient en aucun cas être abandonnées. Au surplus, le « discernement » ne s'opposait en rien à la rapidité de l'exécution. Deux heures de discussion sans résultat devaient montrer qu'il ne s'agissait pas d'une simple querelle de mots, mais de conceptions fondamentalement différentes.

Il y avait bien en effet un désaccord complet entre Bollardière et le commandement. Massu n'était pas, en effet, le commandement. Au-dessus de lui se trouvaient encore le général Allard, le général Salan et enfin le ministre résidant Robert Lacoste.

... Le lendemain même du jour où il avait expédié sa lettre, le général de Bollardière recevait d'Alger un ordre impératif de procéder à la fouille de toutes les mosquées de son secteur. Il me montra le texte :

De g. à dr. : le général Lorillot, le colonel Barberot et Robert Lacoste
Une remarque étonnante

— Vous voyez, dit-il, il était juste temps. Si j'étais resté quelques jours de plus, j'aurais été obligé, ou de désobéir aux ordres, ou de couvrir n'importe quoi. Les musulmans nous considèrent déjà comme des « roumis », des chiens d'infidèles et on s'empresse, au nom de la pacification, de fouiller toutes les mosquées.

. . . .

Le 12 et le 13 mars, le général de Bollardière qui gravissait, lettre en main et explications prêtes, tous les échelons de la hiérarchie, aussi bien civile que militaire, devait voir successivement le général Allard, commandant le corps d'armée d'Alger, le général Salan, commandant la 10e Région militaire, le préfet Barret et, enfin, le ministre résidant — sans parler des directeurs des grands services qui avaient demandé à le voir, direction S.A.S., direction économique, direction de la Sûreté. Le 14 mars, personne, au sommet des hiérarchies, ne pouvait donc plus ignorer les raisons réelles de la demande du général d'être relevé de son commandement. Mais en dehors des quelques hommes qui viennent d'être mentionnés, tout le reste, à commencer par l'armée de terre, restait dans l'ignorance la plus absolue de toute cette affaire.

Le troisième échelon de la hiérarchie était Allard, général de division. Il s'était exclamé en accueillant le général de Bollardière :

— Pourquoi ne m'avez-vous pas prévenu ?

— Le général de Bollardière lui avait expliqué encore une fois toutes les raisons de sa décision et il n'avait passé sur rien. Quand Allard sursautait et s'étonnait de la violence des propos de Bollardière, lorsqu'il parlait de l'état de l'appareil militaire, Bollardière sortait son stylo de sa poche et disait calmement :

— Mon général, si vous voulez que je vous l'écrive et que je le signe, je le fais immédiatement.

... Le dernier échelon de la hiérarchie militaire était le général Salan, commandant supérieur des troupes en Algérie et commandant la 10e Région militaire. Il avait été désigné le 1er décembre pour remplacer le général Lorillot, que, à l'échelon gouvernemental, tout le monde s'était entendu à critiquer, mais dont on avait fait néanmoins le chef d'état-major de l'Armée. Cette désignation avait été faite après des semaines de discussions entre Alger et Paris, d'échanges de vues et d'émissaires (qui s'étaient multipliés d'autant plus que personne ne voulait prendre sur soi la responsabilité du choix du chef de l'Armée, chacun attendant le choix de l'autre et tentant de se dérober avec des paroles subtiles du genre : « Dites à votre ministre que s'il n'est pas opposé à la désignation du général X..., je ne serai pas moi-même contre. »)

C'est avec prudence que le général Salan avait écouté les explications de Bollardière... Il lui avait alors redit qu'il le considérait comme l'un des trois futurs grands chefs de l'Armée et qu'il ne manquerait pas de l'écrire au ministre.

... Il ne restait plus à Bollardière qu'à voir le ministre résidant. L'entretien avec Robert Lacoste devait se dérouler comme les précédents, sous le signe (apparent) de la plus grande franchise et de la plus grande cordialité.

Lacoste précisait une fois de plus que les questions militaires ne le concernaient pas et qu'il évitait de s'en mêler, ceci étant l'affaire du ministre de la Défense nationale et de M. Max Lejeune.

... Mais ce dont Lacoste, le ministre tout-puissant aux pouvoirs spéciaux, se préoccupait, c'était d'Alger et de l'action des troupes qui avaient pris en charge le maintien de l'ordre.

— Vous connaissez Bigeard ?

— Bien sûr, avait répondu Bollardière, il était sous mes ordres.

— Ah ! avait répondu Lacoste, subitement intéressé. Et qu'est-ce que vous en pensez ?

Lacoste continuait à expliquer en toute franchise les difficultés qu'il rencontrait dans l'emploi des troupes qui étaient excellentes au combat, mais mal adaptées aux missions qui leur étaient confiées à Alger. L'action de ces troupes, qui ne pouvait être contrôlée, entraînait un pourcentage d'erreurs considérable.

Il ne pouvait en être autrement, puisqu'elles avaient toute liberté pour arrêter, interroger et garder au secret qui bon leur semblait.

— J'en pense que c'est un magnifique soldat, mais je ne crois pas que ce soit un bon service à lui rendre que de le traiter comme une vedette de cinéma. Il mérite mieux que cela et il y a peu de cervelles qui puissent résister à un pareil traitement.

De là à les accuser de jouer aux dictateurs de quartier, il n'y avait qu'un pas.

— Ils font même directement des déclarations à la presse sans que mes services en soient informés.

Ce dialogue n'aurait rien eu d'extravagant si l'interlocuteur n'avait pas été Robert Lacoste, ministre résidant responsable de l'Algérie.

Le cycle était terminé. Bollardière avait vu tout le monde. Il avait expliqué à tous ceux qui se trouvaient au sommet de la hiérarchie les raisons qui motivaient son attitude. Il ne pouvait donc y avoir aucun doute dans l'esprit de qui que ce soit.

« Cessons cette conversation... »

...Quelques jours après, je vis le général Salan. ...Je lui parlai du général Massu et des manœuvres auxquelles son action sur Alger ne manquerait pas de l'exposer (en cas de difficultés, on ne manquerait pas, une fois de plus, de rejeter la responsabilité sur l'Armée). Il m'interrompit vivement :

— L'action de Massu sur Alger ! Cela ne me concerne pas. Les pouvoirs qu'il a à Alger, il ne les tient pas de moi, mais directement du préfet Barret.

J'attirai enfin son attention sur les déclarations qui lui étaient attribuées.

— Vous savez, mon général, que l'on dit partout que vous avez écrit que la situation en Algérie serait réglée d'ici quelques mois. On a même cité la date du 1er juillet. Et si, à la date du 1er juillet, la situation n'est pas réglée, ce qui est probable, on en rejettera la responsabilité sur l'Armée et le gouvernement s'en tirera en disant qu'il a été trompé par ses conseillers militaires.

— Ne craignez rien, répondit le général Salan, j'ai été très prudent. Je n'ai pas dit que les résultats commenceraient à être *perçus* à cette date, mais *perceptibles*.

Je revis Bollardière à Paris quelques jours plus tard. Il me redit à cette occasion ce qu'il m'avait déjà dit à maintes reprises : que sa carrière militaire avait été, depuis dix-huit ans, jalonnée par les plus grands désastres de notre histoire militaire. En 1940, puis en Indochine où nos meilleures unités (celles que lui, Bollardière, avait eu tant de mal à mettre sur pied) avaient été écrasées en rase campagne. On recommençait en Algérie, et en pire, les erreurs qui nous avaient amenés tout droit à cette catastrophe. Il me disait tout cela d'un ton calme et réfléchi. Il se trouvait acculé à l'attitude qu'il avait prise. Il avait parfaitement mesuré le risque. La conversation qu'il venait d'avoir avec les ministres lui montrait qu'il avait eu entièrement raison.

Ils avaient paru soucieux simplement de savoir si Bollardière avait vraiment écrit la lettre adressée à Servan-Schreiber à propos de ses articles et si celui-ci ne l'avait pas publiée sans autorisation de sa part. Et Max Lejeune avait dit :

— Quand je pense, mon général, que nous venons de vous nommer général...

— Cessons, monsieur le ministre, avait répondu Bollardière, cette conversation qui n'est digne ni de vous ni de moi. Je suppose que vous m'avez nommé général pour que j'aie un comportement de général.

(Copyright Plon.)

LA SEMAINE

VOICI les événements qui ont fait l'actualité cette semaine et qui vous ont peut-être échappé si vous êtes en vacances :

● Près de 1 000 détenus profitant de la grève des gardiens se sont mutinés à la Santé, mettant à sac la prison dont ils ont été les maîtres pendant soixante-quinze minutes et qu'ils ont tenté d'incendier. Pendant la mutinerie — la deuxième que l'on ait enregistrée à la Santé — une bagarre a mis aux prises des détenus nord-africains : des messalistes tentant d'attaquer Ben Bella qui, protégé par des partisans du F.L.N., lançait des appels au calme.

● Tokyo compte maintenant 8.471.000 habitants et est devenu la première ville du monde avant Londres et New York qui n'a plus que la troisième position.

● Au cours du dernier week-end, on a enregistré 48 morts sur les routes françaises.

● Après une tentative de conciliation, la grève des banques s'est durcie. Le syndicat des cadres C.F.T.C. s'est joint au mouvement et le personnel de la Banque de France a cessé le travail pour vingt-quatre heures. Au Gaz et à l'Electricité de France, des grèves tournantes ont été également enregistrées dans la région parisienne. A la Sécurité sociale, un arrêt du travail de deux heures a été observé.

● Un récipient d'acier, long de huit mètres, contenant des déchets de sodium radioactif, jeté à la mer à 300 kilomètres au sud-est de New-York, a refusé de sombrer. La zone a été déclarée dangereuse pour la navigation et les bateaux ont été déroutés tandis que des avions recherchaient la redoutable épave qui a pu être coulée après 24 heures d'inquiétude.

● 1 400 spécialistes, originaires de 43 nations, réunis à Genève, ont parlé pendant cinq jours de la poliomyélite. L'efficacité du vaccin Lépine, expérimenté maintenant sur 100 000 personnes, et son innocuité ont fait tellement impression qu'un médecin français présent à Genève a déclaré : « En rentrant, je fais vacciner mes enfants. »

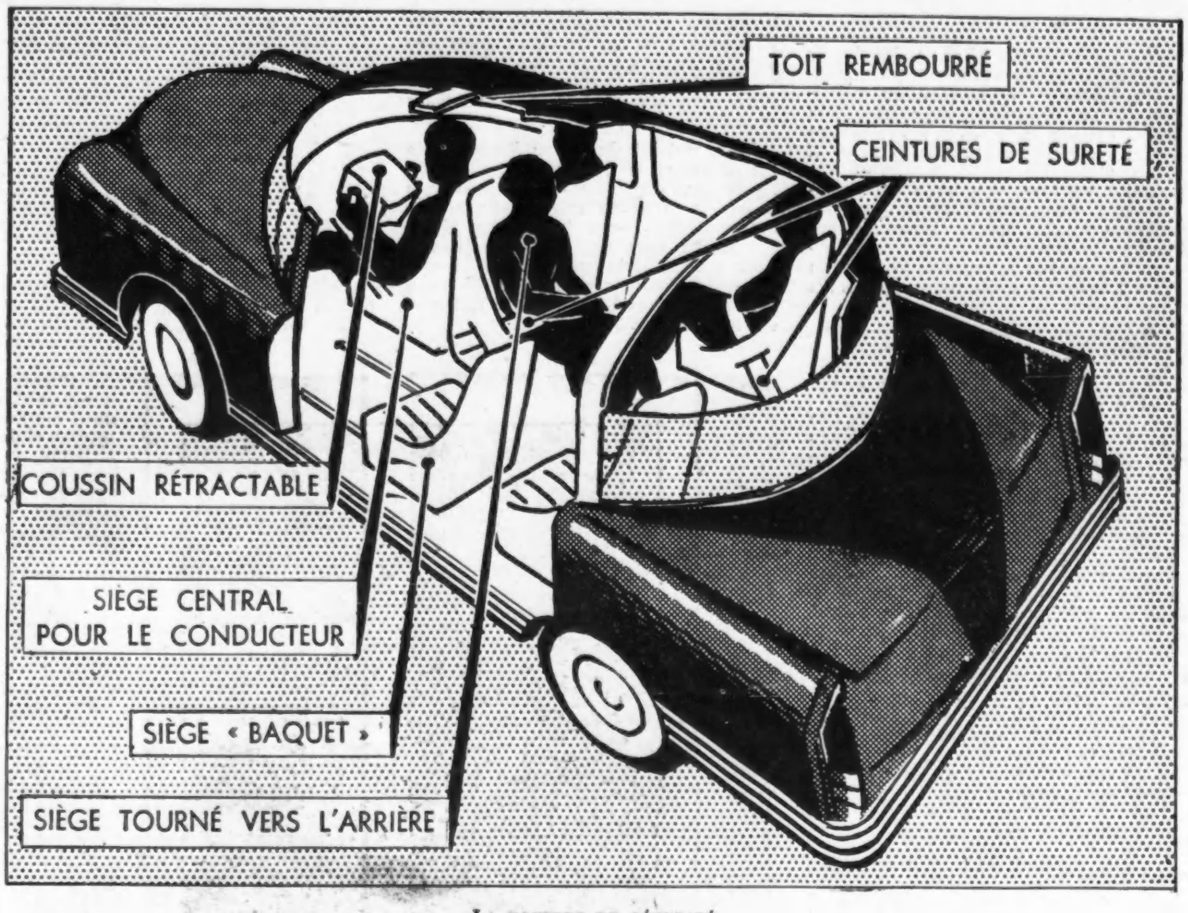
● La centrale électrique de Laghouat, en Algérie, a sauté dans la nuit de samedi à dimanche. Neuf morts dont une sentinelle française et trois des auteurs de l'attentat. Près de 500 millions de dégâts.

● Madeleine Poireau, 17 ans, lycéenne, a été reçue au baccalauréat avec une moyenne de 19 sur 20 (194 points sur 210). Elle a fait ses études au lycée Ernest-Renan de Saint-Brieuc.

● Les candidatures au concours national des meilleurs menteurs seront reçues jusqu'au 31 juillet prochain.

Trois prix seront décernés par le jury.

C'est au Pakistan que se déroule cette compétition.



LA VOITURE DE SÉCURITÉ
Pour absorber l'obstacle

ACCIDENTS

● Si les accidents d'auto provoquent tant de morts, c'est parce que les constructeurs ne songent pas à « empaqueter » les conducteurs.

Comme des œufs

APRES cinq années de recherches, un groupe d'ingénieurs achève de mettre au point la première automobile « de sûreté ». Cette voiture idéale, dont la maquette sera achevée dans les premiers jours du mois d'août, n'est pas destinée à être construite en série. Il s'agit, précise son promoteur, M. Crandall, directeur d'une compagnie d'assurances new-yorkaise, de permettre aux fabricants d'automobiles d'examiner de près toutes les caractéristiques d'une voiture qui protège ses passagers en cas d'accident.

La voiture miracle ne se distingue pas, à première vue, d'une auto ordinaire. En cas de collision, sa carrosserie sera « normalement » accidentée.

Seule différence : les passagers, eux, n'auront rien, car ils sont « empaquetés » comme s'ils étaient des œufs.

Le conducteur est assis au centre de la voiture et la forme enveloppante des sièges constitue une excellente protection pour les épines dorsales des passagers en cas de collision.

Quant au volant — cause d'innombrables blessures — il est remplacé par une paire de leviers. Après un accident à quatre-vingts à l'heure, les automobilistes peuvent, théoriquement, sortir de l'épave sans la moindre égratignure.

Le docteur Campbell, spécialiste des « questions automobiles » aux U.S.A., attribue la plupart des morts par accident d'automobile au fait que les constructeurs ne se préoccupent pas de la sécurité des occupants lors d'un freinage brusque.

Forces élémentaires

« Tout le problème, écrit-il, réside dans un dispositif maintenant en place les voyageurs lors du freinage. »

Au moment où la voiture de sûreté est sur le point de parcourir ses premiers kilomètres officiels, un jeune médecin français, le docteur Jean Kearney, 30 ans, moustachu et sportif, a présenté, la semaine dernière, une thèse sur les « accidents d'automobile et l'examen médical des conducteurs ».

Ses conclusions rejoignent celles du Dr Campbell.

Les accidents d'automobile mortels sont, souligne-t-il, provoqués par des forces physiques très simples, force d'inertie et décélération.

Les traumatismes sont causés par le fait qu'au moment d'un accident, la voiture et ses occupants sont animés de mouvements de vitesses différentes. Dans une collision de front, au moment de la décélération brutale, l'occupant poursuit son mouvement en avant à la vitesse de l'automobile avant l'accident, jusqu'à ce qu'il soit arrêté par le choc contre le volant, le pare-brise, le tableau de bord.

Dans une collision par l'arrière, l'accélération brutale agit sur l'automobile, qui est projetée en avant, et non sur les occupants de la voiture, d'où traumatisme par cinglage.

Détail : le docteur Kearney, qui conduit en rallye une Panhard sport à carrosserie plastique, ne considère pas que la vitesse soit génératrice d'accidents lorsque le conducteur est en bonne santé.

TOUR

● Pour Anquetil, le Tour de France c'est la fortune et la gloire. Mais que vont donc chercher les coureurs obscurs dans cette aventure ?

Les vacances de Million

LE Tour de France, on comprend bien ce qu'il rapporte à ses vedettes : de la gloire et de l'argent. Mais aux autres coureurs, aux obscurs, aux inconnus, que rapporte-t-il ? Qu'est-ce que Guy Million, par exemple, est allé chercher dans le Tour ? Et qu'y a-t-il trouvé ?

Vingt-cinq ans, maigre, blond, marié, un enfant, originaire de Colombes où il habite, Guy Million a toujours rêvé de bicyclette. Il s'est inscrit à 17 ans au Vélo-Club Courbevoie-Asnières. Il a disputé pendant sept ans des courses d'amateurs, tout en travaillant comme livreur chez un fabricant de confection. A vélo, naturellement. Mais, à 24 ans, il a décidé de se consacrer au cyclisme. Il est devenu coureur professionnel, entièrement du vélo.

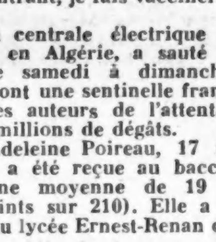
La maison qui l'emploie (Royal Fabric-Enform) lui donne des mensualités qui ne doivent pas dépasser 10 à 15.000 francs. Il gagne un peu d'argent dans des critériums ou des courses secondaires. Quelques jours avant le départ du Tour de France, il s'est fait remarquer en se classant sixième d'une course importante : les « Boucles de la Seine ». Il n'était pas sélectionné pour le Tour, mais un forfait s'étant produit dans l'équipe régionale de l'Ile-de-France, il fut « repêché » au dernier moment.

Un coup de téléphone, la veille du départ. Million se précipita dans le premier train de Nantes. Ils sont des milliers de petits coureurs, comme lui, qui espèrent prendre le départ du Grand Tour.

Une course très dure

Guy Million, au départ, était traité comme les autres coureurs. Tous ses frais sont payés, de son domicile à son domicile. Il reçoit, en même temps que ses camarades, les conseils d'un directeur technique ; il a un masseur pour ses muscles et un mécanicien pour son vélo ; un médecin est à sa disposition et les repas qu'on lui sert à l'étape sont soigneusement étudiés (potage de légumes frais, pois-

→


LES CROISIÈRES BLEUES
12 JOURS A BORD DU SUPER-YACHT
« STAR OF MALTA »
MONACO - VILLEFRANCHE - PORTO FINO
ILE D'ELBE - CIVITTAVECCHIA - ISCHIA
NAPLES - CAPRI - PALERME - TERRA NOVA
AJACCIO - MONACO
Ski nautique - Excursions - Détente
DEPARTS : 28 JUILLET - 11, 25 AOUT
Places disponibles de 53.900 à 156.800 francs
LASRY 16, rue de la Paix, PARIS - OPE 06-89
GEP

MEUBLES DE BUREAU
AIGLE
EAGLE
C'est le moment de choisir, en toute tranquillité, le mobilier dont vous avez besoin, en nous rendant visite au centre des affaires :
51, rue Vivienne, PARIS 2e GUT. 44-26 +
Angle Boulevards - Parking dans l'immeuble
EST OUVERT
PENDANT LES VACANCES
PROVOS

son grillé au beurre, 200 gr. de viande fraîche, légumes verts ou pâtes, salade, fromage, entremets ou confiture) ; sa chambre, avec salle de bain, est confortable. Mais pour le reste, c'est-à-dire pour la course, il allait dépendre de lui-même.

Or, bien vite, la course est apparue très dure pour Guy Million. La chaleur et le rythme de l'épreuve ont, en quelques étapes, établi une sélection dans chaque équipe et Million n'a eu désormais que deux soucis en tête :

● Ne pas abandonner, arriver dans les délais aux étapes.

● Rendre service aux « leaders » de son équipe.

Million n'a plus couru pour lui-même, mais pour les autres. Il n'a jamais fait partie d'une bonne échappée. Son nom n'a jamais figuré dans les communiqués de bataille. Mais il s'est dévoué, et il a tenu bon.

Dans le col de la Schlucht (étape Metz-Colmar, il a été victime d'un début d'insolation. Dans l'étape suivante, il a volontairement partagé la déroute de son coéquipier Barone qui perdit le maillot jaune. Il a passé les Alpes tant bien que mal.

En franchissant les cols pyrénéens dans la brume et la pluie, il a bien cru qu'il allait tout planter là. Le froid le paralysait à Puymorens, mais, au moment de céder, il aperçut un de ses coéquipiers, Hoorelbecke, blessé et sanglant, qui n'avançait plus. Alors, il l'a poussé jusqu'à la ligne d'arrivée d'Ax-les-Thermes.

Un demi-million à Million

Et tout cela, pourquoi ? Par besoin d'héroïsme, de souffrance ? Peut-être un peu. Pour pouvoir dire, en parlant de ce Tour de France inhumain, qui a sacrifié plus de la moitié de ses servants sur la route : « *J'y étais* » ? Sûrement. Pour recueillir, derrière les Anquetil, les Forestier, les Rohrbach, et tous les autres, quelques miettes de gloire ? Bien sûr.

Pour gagner un peu d'argent aussi. Million a fait ses comptes. Chaque coureur reçoit une garantie minimum de 3.000 francs par jour, soit environ 70.000 francs s'il termine le Tour. Mais l'équipe de l'Ile-de-France, réduite à cinq hommes, ayant remporté environ 1.800.000 francs de prix, Guy Million aura sa part, soit environ 300.000 francs.

De plus, malgré son anonymat pendant le Tour, il sera engagé dans une demi-douzaine de réunions cyclistes qui suivent l'épreuve. Et il touchera environ 20.000 francs par contrat.

Au total, c'est un demi-million et beaucoup de souvenirs que le Tour de France aura rapportés au plus petit de ses héros, à Guy Million le mal nommé.

SUCCESSION

● ***L'Aga Khan, célèbre sur les champs de courses, n'était pas seulement un mondain.***

Un homme sans ennuis

PROUST le déconcerta, Diaghilew le subjugua, Chaplin discuta avec lui de marxisme. Massenet le reçut tout nu, dans sa baignoire, le Kaiser lui broya la main, Edouard VII lui donna son amitié, George V lui conféra le droit à un salut de onze coups de canon. La S.D.N. en fit son président. Sur la scène comme dans la coulisse, Mohammed Chah Aga Sultan Khan, troisième du nom, dont le corps embaumé effectue en ce moment son dernier voyage vers le mausolée d'Assouan, fut le spectateur assidu de plus d'un demi-siècle d'histoire du monde.

Sous le haut de forme à poils gris du turfiste, le bonnet en toile de l'amateur des villes d'eau ou le « mou » à bords relevés du gentleman-voyageur, le troisième Aga Khan fut avant tout un chef religieux : l'imam de la secte ismaélite qui groupe de « la grande muraille de Chine à l'Afrique du Sud » quarante millions de musulmans.

(A.D.P.)

L'Aga Khan III
La richesse est nuisible

(AGIP)

L'Aga Khan IV
La jeunesse est un atout

L'orthodoxie coranique est représentée par les sunnites pour qui l'inspiration divine s'est manifestée une fois pour toutes à travers Mahomet. Les schismatiques ou chiites font bénéficier de cette inspiration toute une lignée de vicaires qui tirent leur origine d'Ali l'époux de Fatima, fille du prophète. Le sixième descendant d'Ali, Ismaïl, a donné naissance à un sous-schisme dont l'Aga Khan est en ligne directe le représentant et le guide sacré.

Une variante

En fait, les divergences entre sunnites et chiites se ramènent à une variante dans la prière fondamentale de l'Islam. Les premiers disent : « *Il n'y a qu'un seul dieu et Mahomet est son prophète.* » Les seconds y ajoutent : « *Et Ali, le compagnon de Mahomet, est le vicaire de Dieu.* » Pour sa part, l'Aga Khan III s'est attribué au sein de l'Islam deux titres de gloire : la conversion de quarante mille Hindous de Bombay qui évitent, au moment du partage de l'Inde, les persécutions religieuses, et la fondation de l'Aligarh, collège consacré à la culture musulmane.

Durant les soixante et onze ans de son vicariat (il accéda au « Gadi » à peine âgé de huit ans), il parcourut régulièrement les provinces de son vaste empire spirituel.

Il n'est aucun différend entre ses sujets et leurs voisins où il ne soit intervenu, aucun qu'il n'ait apaisé par un compromis. Le compromis fut d'ailleurs sa règle de vie. Le verset du Coran qu'il a le plus longuement médité à cause de la « lumière » et du « réconfort » qu'il pouvait apporter à ses fidèles dit :

> « *La lumière d'Allah est à la ressemblance d'une niche où se trouve une lampe ; la lampe est dans un récipient de verre ; elle est allumée grâce à un arbre bénin, grâce à un olivier ni oriental ni occidental, dont l'huile est si limpide qu'elle éclairerait même si nul feu ne la touchait.* »

Cet olivier « ni oriental ni occidental », c'est l'image même de l'Aga Khan. Oriental par sa naissance, ses fonctions et une partie de son éducation, l'imam gravita, son existence durant, dans l'orbe occidental.

Son enfance soumise à des études draconiennes participait déjà de cette dualité. Le matin était réservé aux jésuites, professeurs de français et d'anglais, l'après-midi aux docteur d'arabe et de persan. Plus tard, sa papauté ismaélienne fut mise à l'abri des intrigues de sectes par un arrêt de la Haute Cour de Bombay (en 1886) qui reconnut en lui le chef unique du sous-schisme. Le gouvernement de Sa gracieuse Majesté lui assurait ainsi un pouvoir durable et la propriété, à travers sa communauté, d'immenses domaines.

Froides discussions

Pour concilier ses fonctions religieuses et sa qualité de fidèle sujet britannique, l'Aga Khan bâtit toute sa politique sur de constants appels à la tolérance, puisant même dans l'Evangile le fameux « A César ce qui est à César et à Dieu ce qui est à Dieu ». Si l'on considère que les communautés ismaéliennes étaient réparties dans des pays aussi différents que la Chine, la Russie, la Birmanie ou le Kenya, c'était à n'en pas douter la formule d'une grande sagesse. Ce l'était beaucoup moins pour ses Indes natales où le sentiment nationaliste mordait chaque jour un peu plus sur l'intransigeance des vice-rois, et les « durbars » à la Kipling. Il ne pouvait échapper aux différents problèmes de la vie politique et administrative de son pays. Membre du Conseil du vice-roi, ou président de la Ligue musulmane, il s'efforça toujours de mettre un frein aux manifestations antibritanniques à travers lesquelles le nationalisme cherchait sa voie. Aucune servilité cependant dans le comportement du descendant de Mahomet.

Une fois encore, il cherchait le compromis tout en se rendant compte que la politique anglaise des « hommes de paille » et sa suffisance raciale le rendaient impossible. Ses contacts avec le mahatma Gandhi se ressentirent d'autant plus de cette prise de position que jouait entre les deux hommes l'éternelle rivalité hindo-musulmane.

L'indépendance des deux Indes se fit sans lui. S'il faut attribuer à l'Aga Khan une importance politique, c'est avant tout au rôle qu'il joua dans la guerre 1914-1918. Prêt à s'engager comme soldat dans les armées alliées, l'Aga Khan fut chargé par lord Kitchener, alors ministre d'Etat à la Guerre, d'obtenir la neutralité de la Turquie. L'Aga Khan entreprit des pourparlers. La Sublime Porte s'entrouvrit de manière favorable pour se refermer brutalement vers la fin de 1914. L'empire ottoman déclara la guerre à la Russie et par contrecoup à la France et à la Grande-Bretagne. « *Ce fut pour moi,* devait dire l'Aga Khan, *un coup terrible dont la rapidité et la brutalité me touchèrent à l'extrême.* »

Il gagna à son indignation plusieurs chefs religieux et en tant qu'imam lança un « fatiwa » où il démontrait que la prise de position ottomane était contraire à l'enseignement du Coran et que de surcroît les Alliés n'étaient en aucune façon hostiles à l'Islam.

La fameuse pesée

De son rôle de chef religieux, il n'est resté dans l'imagination courante qu'un impressionnant tarbouche et les fameuses pesées où il affrontait au cours des jubilés son poids d'or, de diamant et de platine. Sa fortune a souvent fait rêver et même divaguer. Pour en parler, il a adopté un langage de franciscain : « *Celui qui vit dans l'opulence, vit dans le déshonneur* », et d'expliquer : « *Je serais un homme profondément malheureux si je possédais ne fût-ce que la dixième partie de la fortune fabuleuse que les gens me prêtent, car il me semblerait porter un poids inutile aussi bien pour ma famille que pour mes amis et mes fidèles. La richesse et les avantages matériels qu'elle apporte sont plus nuisibles que bienfaisants aussi bien pour les peuples que pour les individus.* »

Sa vie privée s'est déroulée à la lumière des flashes et du magnésium. Un veuvage, deux divorces pour enfin trouver le « parfait amour », ne sont pas chose tellement rare. Néanmoins, la répétition des toujours mêmes documents photographiques engrossés par un brin de légende a fini par laisser planer autour de l'imam l'ombre d'un harem aussi imposant que ses écuries. Les champs de course où il était représenté par les couleurs vert et marron lui procurèrent des joies et des sommes considérables. Les deux seuls désagréments qu'il semble avoir éprouvés sont le passage de Rita Hayworth dans sa famille et sa rencontre avec les gangsters marseillais qui s'emparèrent des bijoux de la Bégum. Pour ce vieux commensal de la reine Victoria, le comportement de l'actrice hollywoodienne au moment de son divorce avec Ali ne parut pas correspondre aux règles de la bienséance. Sa rencontre avec les gangsters marseillais, il la sauva grâce à son sens de l'humour. Au moment où les voleurs s'enfuyaient avec les bijoux de sa femme, il leur cria :

— *Hé ! Revenez. Vous avez oublié le pourboire.*

L'un d'eux revint. L'Aga Khan lui donna une poignée de monnaie.

— *Voilà le pourboire.*

— *Merci, merci,* répéta l'autre tout en courant rejoindre ses complices.

En soixante-dix neuf ans d'existence, il n'a, de son propre aveu, jamais connu l'ennui. Il a côtoyé tous les grands de ce monde. A tous il a rendu hommage, tantôt pour leur intégrité, tantôt pour leur intelligence, leurs vastes connaissances, leur expérience — ou bien, à défaut du reste, pour leur patriotisme.

Cette façon de voir les choses a sans doute joué au moment où il rédigeait son testament. Pour la première fois de son existence, l'Aga n'a pas eu recours au compromis. Il a écarté ses deux fils pour laisser le pouvoir spirituel ismaélien à son petit-fils Karim, le fort en maths de la famille.

Trois jeux et 50.000 francs à gagner

L'EXPRESS propose aujourd'hui trois jeux à ceux qui sont en vacances et se propose de distribuer 50 000 *francs par semaine.*

(1) Le jeu du témoin *est destiné à vérifier vos qualités d'observateur. (Ce jeu, et celui-là seulement, ne comporte pas de récompense autre que le plaisir que l'on peut éprouver en le faisant.)* (2)Le jeu du billet de 100 francs, *pour ceux qui ont patience, imagination... et des enfants à occuper.* (3) Le jeu du chef-d'œuvre inconnu, *pour les amateurs de photographies et d'œuvres d'art. Les lauréats de ces deux dernières compétitions se partageront les* 50 000 *francs que nous mettons en jeu cette semaine.*

❶ LE JEU DU TEMOIN.

Pendant ces vacances, vous assisterez peut-être à un accident de voiture ou à un vol de bijou. Et vous serez, peut-être, appelé à donner votre témoignage. Si vous avez confiance en votre sens de l'observation vous témoignerez avec une parfaite bonne conscience. Mais êtes-vous si assuré de bien voir ce que vous observez ? Essayez. Regardez attentivement les deux photos ci-dessous et ci-contre. L'une représente un accident d'automobiles, la deuxième le vol d'un sac à main. Puis fermez le journal, prenez une feuille de papier et un crayon, et tentez de répondre, par oui ou par non, aux douze questions que nous vous posons en page 28. Si vous avez moins de neuf réponses exactes, vous êtes un témoin dangereux.

(Charpentier - « Express »)

Un sac a été volé...

(A.D.P.)

Un accident d'auto vient de se produire...

❷ LE JEU DU BILLET DE 100 FRANCS.

La vie ne cesse d'augmenter. Dix fois par jour on entend cette phrase : « On ne peut plus rien acheter avec un billet de cent francs. » C'est vrai. Ou presque. Avec un peu d'imagination on peut encore acheter une foule de choses avec ce billet dérisoire. Pendant qu'il est encore temps — puisque, si le coût de la vie continue de s'élever, 100 francs ne vaudront bientôt plus rien et ce jeu deviendra impossible — nous vous proposons une expérience : tentez d'acheter le plus grand nombre d'objets différents avec cent francs. Ne dites pas : « *C'est facile, il suffit d'acheter des aiguilles ou des punaises, ou des amorces.* » Dans la liste que vous nous enverrez, chaque objet ne doit figurer qu'une seule fois : pas plus d'*une* aiguile, d'*une* punaise ou d'*une* amorce. Et il faut que chacun des objets ait été réellement acheté (le nom et l'adresse du commerçant où l'achat a été fait devra figurer en face de chaque objet énuméré). Celui qui sera parvenu à acheter le plus d'objets différents pour 100 francs recevra en récompense cent billets de 100 francs, soit 10 000 francs, et le deuxième, le troisième et le quatrième recevront chacun cinquante billets de 100 francs, soit 5 000 francs.

S'il n'y avait pas de vainqueur indiscutable, et plus de cinq ex aequo en tête de classement, les gagnants se partageraient les 25 000 francs mis en jeu.

A vous de jouer. A vous et... à vos enfants : il savent mieux que vous où s'achètent les caramels.

Attention ! les réponses (une par famille) doivent nous parvenir le 1er août à midi au plus tard, le cachet de la poste faisant foi.

Pour faciliter les opérations de dépouillement, nous prions les concurrents :

- D'inscrire en tête de leur liste le nombre d'objets qu'ils ont pu réunir, leur nom en lettres capitales et leur adresse.

- D'aller à la ligne pour chaque objet désigné.

- D'écrire à l'encre et d'adresser leur réponse au Service Jeu, « L'Express », 91, Champs-Elysées.

Les réponses qui ne respecteraient pas ces règles ne pourront pas être retenues.

❸ LE JEU DU CHEF-D'ŒUVRE INCONNU.

Ce jeu exige un goût très sûr, un esprit peu conventionnel et un appareil photo.

Pendant les vacances, à l'étranger comme en France, le guide à la main vous admirez les Goya du Prado, les Rembrandt du musée d'Anvers, les Dürer de Vienne, les Lautrec d'Albi.

Mais au hasard d'une halte ou d'une panne, loin des grands itinéraires, vous pouvez découvrir la chapelle oubliée, le manoir perdu ou, plus fréquemment, l'œuvre d'art exceptionnelle que ne signale aucun guide. Et cette trouvaille devient l'une des pièces les plus chères de votre musée imaginaire personnel.

Cette aventure vous est peut être déjà arrivée. Et, l'automne revenu, vous avez eu plaisir à raconter à vos amis les trouvailles que vous avez pu faire.

Pourquoi ne pas faire bénéficier tous les lecteurs de « L'Express » de vos découvertes ? Pourquoi ne pas leur indiquer où ils peuvent admirer un chef-d'œuvre inconnu?

La France est riche de ces trésors inconnus ou méconnus. Défendus, entretenus, protégés par quelques érudits locaux, ils attendent l'amateur que vous êtes, mais ne peuvent guère compter que sur le hasard.

Nous vous proposons d'aider le hasard et de partir à la recherche de ces trésors. Envoyez-nous une photo de vos découvertes qui ne figurent pas sur les guides. Format minimum exigé: 13×18. Au dos de la photo, inscrivez, en lettres capitales, votre nom, votre adresse, et une brève description qui permette de situer votre trouvaille.

Nous publierons chaque semaine la photo de l'œuvre que nous jugerons la plus remarquable. L'auteur de cette photo recevra une récompense de 15 000 francs. Deux prix de 5 000 francs seront attribués aux deux autres trouvailles les plus dignes d'intérêt. Attention ! la règle du jeu exige que le choix du jury de « L'Express » soit admis de tous les concurrents. Les photos entrant en concurrence pour la première prime doivent parvenir avant le 1er août à midi, le cachet de la poste faisant foi; au Service Jeu de « L'Express », 91, Champs-Elysées. Les photos non utilisées ne seront pas retournées.

JE, TU, IL...

● **Alex Virot**, 67 ans, radioreporter, a été tué dans un accident de moto en même temps que son pilote René Wagner, au cours de la seizième étape du Tour de France, Barcelone-Ax-les-Thermes. L'accident, qui s'est produit sur une route espagnole sans garde-fou, est dû à un instant d'inattention du pilote et à la fatalité. Mais le Tour de France, dont la vitesse augmente, devient chaque année plus dangereux pour les coureurs et, surtout peut-être, pour les journalistes. Alex Virot était un des créateurs du radioreportage sportif et suivait, pour Radio-Luxembourg, son vingt-deuxième Tour de France. Sa mort fut annoncée immédiatement, sans ménagement pour sa famille, par la R.T.F. Dix minutes plus tard, on entendait la voix enregistrée d'Alex Virot sur l'antenne de Radio-Luxembourg où l'on ignorait encore l'accident.

● **Vivien Leigh**, comédienne, a provoqué un scandale à la Chambre des Lords. Tandis qu'un orateur, le baron Blackford, critiquait l'architecture du théâtre Saint-James que l'on se propose de détruire, l'épouse de Sir Laurence Olivier se leva et lança à haute voix : « Mes Lords, je veux protester contre la démolition du théâtre Saint-James ! » Dans le silence réprobateur qui s'ensuivit, Lady Laurence Olivier fut rapidement conduite vers la sortie. Elle commenta ainsi son éviction : « Dans la Chambre des Lords aucun muscle ne frémit. Si j'avais été sur une scène, j'aurais dit que j'avais affaire à une salle mortelle. »

● **Yuri Stepanov**, 25 ans, a battu à Leningrad le record du monde de saut en hauteur avec un bond de 2,16 m. L'Américain Charles Dumas détenait le titre depuis un an avec 2,15 m.

● **John Glenn**, 36 ans, pilote, a franchi à bord d'un chasseur de la marine américaine les 3 900 kilomètres qui séparent l'aérodrome de Long Beach (Californie), de celui de New York en 3 h 23 minutes, soit à la vitesse de 1 170 km-h. Il devient ainsi sur la distance Océan-Pacifique-Océan Atlantique l'homme le plus vite du monde.

● **Micheline Renault**, 24 ans, mannequin, miss Côte d'Azur 1954, part ce dimanche pour Leningrad, en compagnie de Christine Bombard, pour présenter la mode française du prêt à porter. C'est la première fois que des mannequins français sont invités à faire une présentation de mode en U.R.S.S.

● **Jean Burnat**, écrivain (« Dupont mon empereur ») a battu les records du jeu radiophonique « Quitte ou Double » : 2.048.000 francs pour avoir répondu exactement à des questions sur l'histoire du Mexique. Cardiaque, il s'est évanoui dans la voiture qui le reconduisait chez lui.

LA SEMAINE

● STATIONNEES devant chez Maxim's, des torpédos 1900, nanties de chauffeurs largement moustachus, faisaient revivre cette semaine la fameuse belle époque qui, par l'intermédiaire de Colette, fournit au théâtre et au cinéma des Gigi à la pelle. Après Danièle Delorme et Evelyne Ker en France, Audrey Hepburn à Broadway, on présentait la quatrième du nom : Leslie Caron. Sous la direction de Vincente Minelli, entourée de Maurice Chevalier et de Louis Jourdan, Leslie Caron apprendra à son tour à déguster les ortolans. Et cela se passera en musique.

Alan Lerner et Frederick Loewe, les compositeurs de la future comédie musicale, ont l'habitude de ce genre de cuisine. Ils ont déjà mijoté sur un livret de Bernard Shaw, une opérette intitulée *My fair lady*, qui n'était pas sans rappeler un certain *Pygmalion*.

● Autre visite-éclair à Paris : celle d'un Canadien, maigre, grave et timide, Norman Mc Laren, le plus ingénieux des cinéastes d'animation — de ces modèles de patience qui font leurs films en arrêtant la caméra chaque fois qu'ils ont impressionné une image. Parfois il ne se sert d'ailleurs même pas de caméra : comme pour son extraordinaire *Blinkity Blank* qu'il a dessiné et peint à même la pellicule. Parfois aussi Norman Mc Laren applique à la prise de vues réelle les principes du dessin animé, en immobilisant ses acteurs pour chaque image.

C'est ainsi qu'il a tourné *L'Histoire d'une chaise*, qu'il présentera au Festival de Venise. C'est une sorte de ballet fantastique qui raconte les incompatibilités d'humeur d'une chaise et d'un monsieur qui veut s'asseoir dessus.

● A l'autre bout du cinéma, dans la catégorie « super-productions », David O'Selznic (*Autant en emporte le vent*) a beaucoup d'ennuis, en Italie, avec le « remake » de *L'adieu aux armes*, d'après le célèbre roman de Hemingway. A peine le film commencé, son metteur en scène John Huston lui a rendu son tablier. Motif du désaccord : Huston voulait, dans ce film de guerre, montrer des soldats et Selznic voulait surtout qu'on y voie sa femme, Jennifer Jones, qui en est la principale interprète féminine.

Depuis, Selznic a dû encore enregistrer les démissions de son opérateur Oswald Morris, de son directeur de production Alfred Junge et de son directeur artistique Gaston Medin. Le film, d'un devis de plus d'un milliard, devait être terminé à la fin du mois de mai. Deux tiers des prises de vues manquent encore.

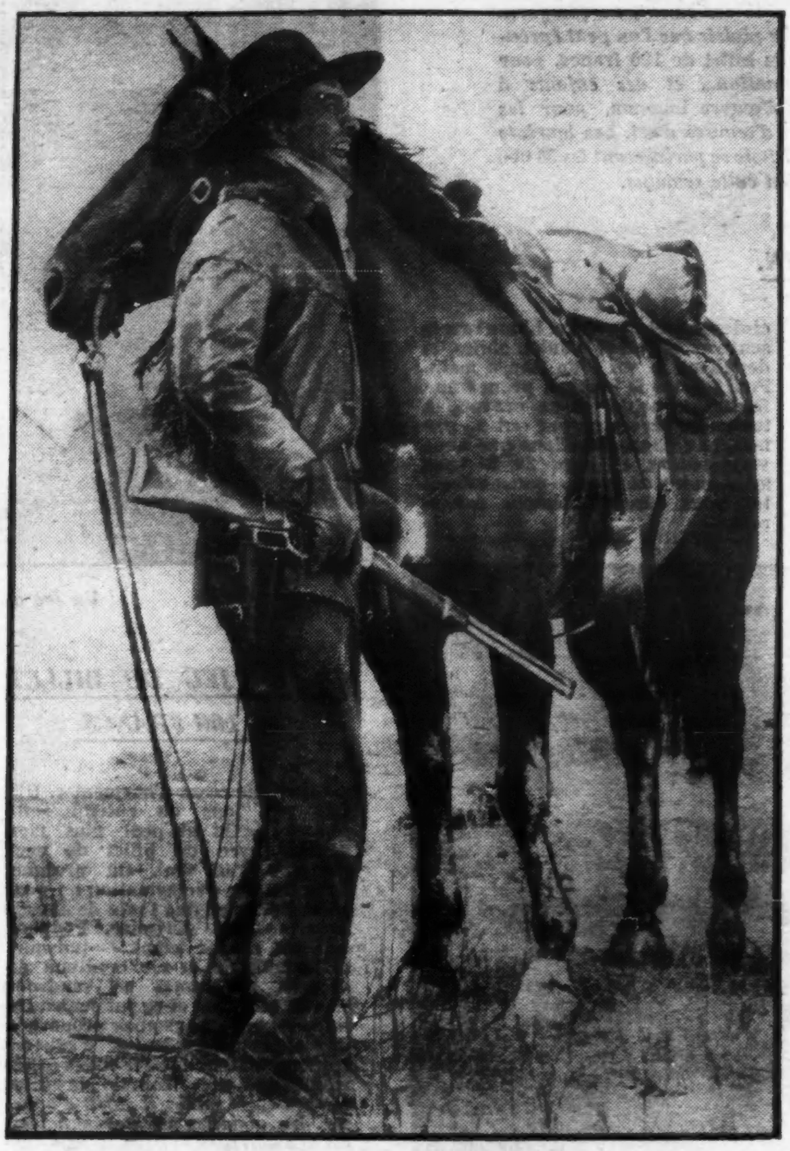
● Côté théâtre, la Comédie-Française s'est enrichie de deux nouvelles pensionnaires : Mme Gabrielle Dorziat, 78 ans, chargée avec Mlle Françoise Kanel, 24 ans, lauréate du Conservatoire, de rafraîchir l'air de la maison. Trois autres lauréats les rejoindront à la rentrée : Michel Le Royer, René Camoin et Henri Tissot.

● Au Théâtre des Nations, les mines sont réjouies. Seize troupes ont donné, en neuf langues différentes, quatre-vingt-seize représentations applaudies par 98.000 spectateurs. Ce qui porte à 1.047 spectateurs l'assistance moyenne quotidienne dans une salle qui peut contenir 1.200 personnes.

● Ce bilan satisfaisant ne ressemble pas à celui du Syndicat des Acteurs. Créé en 1942 pour défendre les intérêts des comédiens, ceux-ci lui reprochent d'être devenu un organisme impuissant et incapable. D'où cent soixante démissionnaires, groupés sous la direction de Jean Darcante, et qui s'opposent au président actuel, Jacques Dumesnil.

La délégation provisoire des démissionnaires comprenant Gérard Philipe, Bernard Blier, Berthe Bovy, Alain Nobis, réclame des élections pour renouveler le comité. Jacques Dumesnil qui attribue à cette démarche un caractère politique, promet des améliorations, mais pas d'élections. En attendant une conciliation, les acteurs démissionnaires versent le 1 % de leur cotisation syndicale à un huissier.

ARMENONVILLE
Bois de Boulogne
TOUS LES JOURS
DEJEUNERS
DINERS-DANSANTS
SOUPERS apr. le spect. jusq. 2 h. mat.
DIMANCHE THE DANSANT
avec les ORCHESTRES de José BARTEL et François VERMEILLE
BAR SAB. 97-33



ROBERT TAYLOR
La chasse est ouverte

THÉATRE

● ***Robert Kanters a vu pour vous des Espagnols héroïques et une féroce magicienne grecque.***

Numance

Tragédie de Miguel de Cervantès, mise en scène de Georges Peyrou, au Théâtre de Plein Air de Paris (Tuileries).

N*UMANCE*, c'est une belle tragédie de Cervantès, l'exaltation de l'héroïsme collectif de cette ville espagnole dont tous les habitants préférèrent se tuer plutôt que de se rendre à Scipion et aux Romains qui l'assiégeaient. Et c'est aussi dans l'histoire du théâtre contemporain la première grande mise en scène et le premier succès, il y a juste vingt ans, de M. Jean-Louis Barrault. Il ne faut pas accabler les jeunes troupes par le souvenir des aînés : mais ceux, comme moi, qui n'ont point vu le spectacle de Barrault, en sont encore à se demander, après la représentation froide, linéaire, maladroite des Tuileries ce qui a pu faire le succès de *Numance* ?

Est-ce la faiblesse de certains comédiens ? la mollesse de la mise en scène ? cette jeune compagnie, qui n'est pas antipathique, a-t-elle péché par excès d'ambition ? La tragédie, pourtant bien faite pour le plein air, ne nous touchait pas, et on avait l'impression que, tous les bons acteurs passant désormais leur été à jouer en province devant des murs et des châteaux, on avait envoyé à Paris pour les remplacer les braves petits gars qui animaient jadis les théâtres de verdure des villes d'eaux.

La Revue des Folies Bergère
Est un Spectacle ahurissant
Tellement extraordinaire
Qu'il rajeunit en vieillissant

Médée

Adaptation de Robinson Jeffers, par le théâtre Habimah, au théâtre des Nations.

DIGNE couronnement d'une saison du théâtre des Nations, voici la pièce grecque d'Euripide adaptée en américain et retraduite en hébreu. Ainsi la féroce magicienne que Jason avait ramenée d'Asie Mineure y retourne après un voyage plus périlleux que celui des Argonautes. Sous les yeux de notre esprit, les images se superposent qui viennent des scènes les plus cruelles de la légende grecque et des scènes les plus cruelles de la Bible : ni grecque, ni juive cette Médée nous ramène au premier carrefour de notre civilisation occidentale, et aussi à son premier fonds de barbarie.

Ce sont des réflexions que le spectacle du théâtre Habimah provoque mais n'encourage pas toujours. La mise en scène comprend d'excellentes parties, notamment dans l'utilisation du chœur réduit à trois femmes, mais il y a aussi des entrées de figurants et une musique qui font penser, hélas ! aux grandes réalisations bibliques de Cecil B. DeMille. Dans le rôle principal, Mme Anna Rovina déploie toutes les grandes qualités d'une tragédienne, mais manque peut-être un peu de sobriété.

À voir :

● **Dialogues des Carmélites** (Bernanos au théâtre) ● **Protée** (une farce de Claudel) ● **La Cantatrice chauve** (découverte d'Ionesco) ● **Irma la douce** (l'Opéra de quat'sous de Marguerite Monnot) ● **Les Hussards** (les gaîtés de l'occupation).

CINÉMA

● ***Un témoignage contre la guerre à la manière de Malraux et un western exemplaire.***

Patrouille de choc

film français de Claude Bernard-Aubert (Marignan, Français).

LA guerre d'Indochine a pris fin il y a trois ans et c'est seulement aujourd'hui que pour la première fois un film français en évoque la tragédie. Encore est-ce un film qui a été réalisé en dehors du « système » de la production cinématographique, grâce au courage, à la ténacité, à l'irrépressible besoin de témoigner d'un garçon de vingt-six ans, Claude Bernard-Aubert.

CENSURE

Happy end en Indochine

MINISTERE
DE LA DEFENSE NATIONALE

Le 24 septembre 1956.

Cabinet du Ministre
N° 2156
Réf. DN/CAB/INF/CIN

FICHE RELATIVE
A LA TRANSFORMATION DU FILM
PATROUILLE SANS ESPOIR

L'espoir est l'idée de base qui doit présider à la transformation de ce film.

Pour exprimer cette idée, plusieurs procédés seront employés :

1° Matérialiser le convoi de secours au moyen de deux visions :

a) Première vision (détaillée) : après la communication radio où le lieutenant Perrin rend compte au commandant de la première partie de l'attaque ;

b) Deuxième vision (suggérée) : d'un appel radio plus audible annonçant l'arrivée du convoi : (« Courage, nous sommes là ») et de l'assaut de la colonne de secours.

2° Le poste résiste jusqu'à l'extrême limite — sans tomber aux mains des Viets :

— Changement : Le mitrailleur, qui a porté son arme dans la cour, stoppe la pénétration des Viets (suppression de la mort du mitrailleur) ;

— Coupure depuis le tir du mitrailleur jusqu'au moment où les survivants regroupés autour du lieutenant Perrin avancent « baïonnette au canon » ;

— Montrer l'attaque de la colonne de secours par des plans : de tir des antemitrailleuses du convoi et de mouvements des hommes du convoi, à trouver au Service Cinématographique de l'Armée.

3° Afin de ne pas accentuer le sentiment de désespoir, suppression :

— de la mort du sergent Georges (derrière un créneau) ;

— de la mort de Mallet ;

— de la mort du chargeur de la mitrailleuse ;

— du tireur de la mitrailleuse (qui devient le personnage important de la résistance du poste).

4° Finale :

Le feu décroît progressivement et la scène finale qui montre le jour qui se lève sur des plans de rizières, de population...

Perrin fait le commentaire :

« Nous l'avons échappé belle mais les leçons ne seront pas perdues. Magnan va reconstituer son commando. Le village sera fortifié et une milice d'autodéfense assurera la sécurité des paysans... tout n'est pas perdu... nous avons encore l'espoir »... (Commentaire à préciser avec M. Tauriac).

5° Titre :

Après une telle transformation, le titre du film « Patrouille sans espoir » ne se justifie plus. On pourrait, par exemple, mettre : La Patrouille de l'espoir, Le Convoi de l'espoir, Le Poste de l'espoir, Le Commando de l'Espoir.

Signé : le colonel L...

[*Jean-François Devay, qui publie ce document dans « Paris-Presse », conclut : « Je me demande si la Défense nationale est au courant de l'issue de la guerre l'Indochine ? »*]

(Cinémonde)

DANIELE DELORME
Gi 1

AUDREY HEPBURN
Gi 2

(Bernand)

EVELYNE KER
Gi 3

(M.G.M.)

LESLIE CARON
Gi 4

Bien qu'il ne contienne aucun plan d'actualités, *Patrouille de choc* peut être considéré comme un film « vécu ». Il a été tourné dans le Sud-Vietnam, à la fin de la guerre, avec les soldats du contingent qui rembarquaient au Cap Saint-Jean. Claude Bernard-Aubert avait lui-même suivi tout le drame indochinois comme reporter à la télévision. En fait, par ses conditions de tournage, *Patrouille de choc* s'apparente à *Espoir* de Malraux.

Il s'y apparente aussi, en certains endroits, par l'esprit et la facture. Claude Bernard-Aubert n'a pas cherché à faire un film psychologique, à peindre des caractères sur qui la guerre jouerait le rôle d'un révélateur. La seule chose qu'il montre, ce sont les rapports de l'homme et de la guerre. C'est l'homme pris dans l'engrenage de la guerre et contraint inéluctablement de tuer et d'être tué.

Engrenage auquel l'homme échappe d'autant moins que la guerre est, comme ici, inutile et absurde. Qu'elle se passe en territoire ennemi, au milieu d'une population hostile et innombrable.

Le vrai moteur du film est la fatalité. Dès le début, on sait que les quelques hommes dont on partagera la vie quotidienne sont condamnés. Qu'aucun d'eux ne reviendra de ce petit poste perdu dans l'enfer vert. Même si eux-mêmes ne s'en rendent pas compte tout de suite. Même s'ils ont un moment le fol espoir de rallier les villages environnants. Un homme est poignardé, un autre saute sur une mine, les paillotes du village rallié sont détruites. Le dénouement approche et nous l'attendons avec les soldats, impuissants et la gorge serrée.

Pas de visions d'horreur, pas de « suspense » préfabriqué : les images de Claude Bernard-Aubert sont sereines, et là encore on pense à Malraux. La nuit, le silence, la certitude du massacre prochain : cela suffit à bouleverser. Le point le plus faible du film est son commentaire qui pèche par une poésie enfantine ou une familiarité excessive.

Cabarets Dancings

LE REVE Dancing du Rex
2 GDS ORCHESTRES, air conditionné

Restaurants

LIDO ELY. 11-61 LIDO ELY. 11-62 LIDO
UN SPECTACLE UNIQUE AU MONDE
21 h. DINER DANSANT
23 h. LA REVUE
"C'EST MAGNIFIQUE !"
de Fleuis-Guérin & Frediny

Le film s'appelait à l'origine *Patrouille sans espoir*. La censure (voir ci-contre la fiche du ministère de la Défense nationale) a transformé ce titre en *Patrouille de choc*. C'est puéril, mais que cela n'empêche pas d'aller voir ce témoignage passionnant et plein de promesses.

★

La dernière chasse

Film américain en cinémascope de Richard Brooks, avec Robert Taylor, Stewart Granger (Ermitage, Images, Vedettes, Royal-Haussmann).

PLAINES à perte de vue, montagnes Rocheuses, troupeaux de bisons innombrables s'étalent au grand large d'un cinémascope balayé par le souffle sauvage de rigueur. Tout y est, le méchant chasseur, le fringant cheval et la belle indigène apeurée qui partira avec l'aventurier au cœur noble. Edifiante image finale qui clôture un western exemplaire que Richard Brooks a réalisé sans mesquinerie.

Pour ces immenses espaces déserts où les bisons tombent comme des mouches, pour ces deux beaux mâles qui tirent de la chasse leur subsistance comme au noble temps de la préhistoire, pour cette gracieuse Indienne, otage légendaire cachée dans une grotte, *La dernière chasse* a l'ampleur de l'aventure.

Robert Taylor et Stewart Granger sont à la mesure du film. Sans originalité exagérée, mais costauds, superbes, agréables à regarder.

A voir :

En exclusivité :

● **Patrouille de choc** (témoignage contre la guerre) ● **La dernière chasse** (si vous aimez les westerns) ● **L'Ami de la famille** (si vous aimez Darry Cowl) ● **Ariane** (à la manière de Lubitsch) ● **Le quarante-et-unième** (l'amour et la révolution) ● **Guerre et paix** (Tolstoï quand même) ● **Le Tour du monde en 80 jours** (pour petits et grands enfants).

Nous vous rappelons :

● **Les trois font la paire** (Royal Haussmann, Régent) ● **Les Enfants du paradis** (Ranelagh) ● **Le faux coupable** (Bonaparte) ● **La Chevauchée fantastique** (Cardinet) ● **Graine de violence** (Champs Elysées) ● **La lune était bleue** (Noctambules) ● **Plus fort que le diable** (Pagode) ● **Ma femme est une sorcière** (Studio 28) ● **La Fureur de vivre** (Vendôme) ● **Une Cadillac en ~r massif** (Agriculteurs) ● **Correspondant 17** (Studio Raspail) ● **Riz amer** (Studio Bertrand) ● **Le Tournant décisif** (Studio 43).

OPÉRA

● *Le plein air ne réussit pas à Bizet.*

Carmen à Aix

LA grande attraction du festival d'Aix-en-Provence devait être, cette année, la représentation de *Carmen*, dans un vaste théâtre de plein air, adossé au château du Tholonet et à la muraille rocheuse qui le domine.

Le résultat fut décevant. Le plateau, trop large, ralentissait le rythme de l'action ; la figuration et les chœurs, trop maigres, paraissaient perdus au milieu de cette immensité. La mise en scène de J.-P. Grenier, trop lâche, accentuait encore cette impression d'éparpillement et de lenteur.

Musicalement, il y a aussi beaucoup à dire. Jean Madeira, Carmen américaine, a la couleur de voix du rôle, mais cette voix est peu homogène. Elle a de l'éclat, mais elle est froide. C'est une Carmen de luxe, fabriquée avec soin, mais sans naturel. Dans le rôle de Don José, Nicolas Filacuridi s'est montré, vocalement, très insuffisant. Il manque d'éclat et de puissance.

Janette Vivalda fut une Micaëla plausible, malgré une voix incertaine et Michel Roux fit un Escamillo extrêmement élégant, d'un style parfait.

Quoique prenant des mouvements parfois excessifs, Pierre Dervaux a conduit l'ensemble dans un style excellent, avec toute la chaleur dont on le sait capable.

MUSIQUE

● *La musique d'église a aussi son Saint-Sulpice.*

Académisme

A l'occasion du très important congrès, consacré aux problèmes de la musique sacrée, qui vient de se tenir à Paris, un certain nombre de concerts, assurés par des chorales françaises et étrangères, ont permis une vue d'ensemble sur la musique sacrée ancienne et moderne.

Ces concerts ont mis à nu, d'une façon d'autant plus impitoyable que les organisateurs ne semblent pas en avoir eu conscience, la crise où se débat la musique sacrée de notre temps. A l'exception de quelques très rares compositeurs, français surtout, l'immense majorité des musiciens de l'église compose aujourd'hui une musique qui n'a rien à voir, ni avec la grande époque de la polyphonie religieuse du haut moyen âge et de la Renaissance, ni avec les recherches et les principales tendances de la musique contemporaine. Le plus souvent, elle ne fait que continuer les pâles courants académiques de la fin du siècle dernier, alors que la musique religieuse avait déjà atteint son plus bas niveau. Et pour une œuvre comme le *Te Deum* de Barraud, profondément sincère, et d'une belle audace d'écriture, on a entendu maintes pages dont le caractère conventionnel et la platitude musicale ne sauraient contribuer à cette « renaissance » de la musique sacrée, que les congressistes, se fondant sur l'encyclique papale « musicæ sacræ disciplina » du 25 décembre 1955, semblaient appeler de leurs vœux.

Pour une musique vivante

Les musiciens qui composent pour l'église doivent se rendre compte d'une chose : il ne peut y avoir de musique religieuse contemporaine vivante en dehors de la musique vivante de notre temps. A toute époque, depuis les débuts du grégorien et jusque vers 1850, la musique religieuse et la musique profane ont utilisé les mêmes moyens techniques et le même langage. Rien ne ressemble plus au *Salve Regina* de Claudio Monteverdi, maître de chapelle de Saint-Marc de Venise de 1614 à 1643, admirablement chanté, l'autre soir, au Palais de Chaillot, par la *Polifonica Ambrosiana* de Milan, sous la direction de Mgr Biella, qu'un madrigal d'amour, que le *Lamento d'Ariane*, que l'opéra *Orphée* du même compositeur ; rien n'est plus proche de la *Flûte Enchantée* de Mozart que le *Requiem* de Mozart ; rien ne rappelle plus l'*Otello* de Verdi que son extraordinaire *Messe de Requiem*, composée pour la mort de Manzoni, le poète de la liberté.

Ce beau parallélisme entre la musique religieuse et la musique profane a été détruit par les épigones de la fin du XIX[e] siècle, effrayés de l'évolution du langage musical de leur temps; le rétablir doit être le souci le plus important des musiciens religieux d'aujourd'hui.

EXPOSITIONS

GALERIE LOUIS CARRÉ
BORÈS
10 AVENUE DE MESSINE

Galerie MAEGHT
CHAGALL
PEINTURES RECENTES

GALERIE A. G.
32, rue de l'Université - PARIS (7e) - BAB. 02-21
PEINTURES RECENTES DE
KOLOS-VARY LAGAGE
STARITSKY TATIN

Galerie ARNAUD
34, rue du Four - LIT. 40-26
DIVERGENCES 5
de 15 à 20 h. sf. samedi et dim.

En voyage avec P

L'ENFANT-ARAIGNÉE

PIERRE GASCAR

Pierre Gascar vient d'effectuer un voyage de quatre mois en Asie (Indes, Indonésie, Thaïlande, Malaisie, Philippines) et en Afrique (Soudan, Somalie, Ethiopie) sous le patronage de l'Organisation mondiale de la santé. Dans tous les pays qu'il a visités, il a pu étudier ce que la misère fait des hommes — et surtout des enfants. Nous publions ici le premier de quatre récits qu'il a écrits pour L'Express *au retour de son voyage.*

Pierre Gascar, prisonnier en Allemagne de 1940 à 1945, a assuré la critique littéraire de France-Soir *(sous son vrai nom : Pierre Fournier) jusqu'en 1953, date à laquelle il reçut le Goncourt pour ses deux livres :* Les Bêtes *et* Le Temps des Morts. *Il a écrit, depuis :* Les Femmes, La Graine, L'Herbe des Rues *et un récit de voyage :* Chine ouverte. *Il a 40 ans.*

JE ne l'avais pas vu venir. Sans doute s'était-il détaché d'un des coins d'ombre de la cour qu'éclairaient mal les fenêtres du restaurant chinois. Cela ne se passait pas à la hauteur de mon regard. Seul, le bruit d'un furtif glissement sur le sol m'avertit.

Déjà, je ne pouvais plus avancer : il me barrait la route. Je n'avais plus une seule pièce de monnaie. Je tentai de me dérober en faisant trois pas de côté mais, à son tour, il se déplaça si vite que je me trouvai, de nouveau, immobilisé. Je pensai à une araignée géante. A cause de sa rapidité silencieuse, de ses deux bras maigres sur lesquels il s'appuyait et qu'il jetait à droite et à gauche dans sa course, à cause aussi de ses longues jambes mortes qu'il traînait derrière lui sur le sol, à la façon de ces insectes embarrassés par trop de pattes ou mal écrasés.

C'était encore un enfant, un enfant au corps étiré par la paralysie et la sous-alimentation, avec la nudité osseuse du torse sous la chemise déchirée et des cuisses comme des poignets d'homme. Dix ans ?

— Venez ! me cria le médecin anglais qui se trouvait avec nous. J'ai donné à celui-ci et ils partagent tous ensemble.

Il désignait un des petits mendiants qui avaient assailli les autres personnes de notre groupe. Des petits mendiants debout et bavards. Avec eux, la misère devenait presque cordiale. Pourquoi l'enfant paralysé m'avait-il choisi ? Il ne parlait pas et, toujours appuyé sur ses mains, dressait vers moi un visage aigu, attentif. Il ne m'implorait pas : il me guettait.

Je tentai, de nouveau, de m'échapper sur le côté et presque en courant, cette fois. L'enfant-araignée reprit sa course rapide et molle et se rabattit devant mes pas. Non, il n'avait pas besoin d'implorer : il me tenait.

Je fouillais encore mes poches quand le petit mendiant à qui le médecin anglais venait de donner cria quelques mots en indien. L'enfant-araignée se déplaça. Je m'échappai et je rejoignis mes amis au bas de l'escalier qui conduisait au restaurant.

C'était le meilleur restaurant chinois de Madras. Dans toute l'Asie, d'ailleurs, en dehors de la cuisine chinoise... Encore faut-il qu'on ne vous regarde pas depuis la rue, tandis que vous mangez. Se servir de baguettes est un exercice trop difficile pour qu'on puisse s'y livrer sans un sentiment de culpabilité...

Il nous regardait manger

LE petit mendiant à qui le médecin anglais avait donné quelques pièces nous regardait manger. Il nous avait rejoints dans le restaurant. Les regards de la faim n'ont pas ce feu noir, cette profondeur tragique qu'on leur prête. Le petit mendiant semblait seulement très intéressé. En Asie, manger est un acte assez singulier pour qu'on vous regarde l'accomplir avec autant d'attention que si vous étiez en train de réparer une montre.

— Vous m'en prenez un ? redemanda, en anglais, au médecin, le petit mendiant.

Il s'était procuré quelques journaux.

— Tu abuses de moi, dit le médecin. Mais, au fait, où étais-tu passé, ces jours derniers ? On ne te voyait plus.

— J'étais allé à Bombay essayer de trouver quelque chose. Mais il n'y avait rien pour moi, à Bombay, expliqua l'enfant. Je suis revenu... Alors, vous m'en prenez un ?

— Tu es allé là-bas tout seul ?

— Bien sûr, répondit l'enfant.

Le médecin se tourna vers moi :

— Vous vous rendez compte ? Et ça a tout juste huit ans...

Il tendit une pièce à l'enfant :

— Tiens et laisse-nous manger maintenant.

— Ce que cet enfant est beau ! dit la femme du médecin, en suivant du regard le petit mendiant qui s'éloignait.

« Il ne parlait pas et, toujours appuyé sur ses mains, dressait vers moi un regard aigü, attentif. Il ne m'implorait pas : il me guettait »

Depuis la fin de la matinée, elle était trop rouge : un bain de soleil prolongé sur la terrasse. Elle ne connaissait pas encore les feux secrets de ce ciel un peu voilé. Il n'y avait qu'un mois qu'elle avait rejoint son mari en Inde. Ils s'étaient mariés à Londres quelque temps avant.

Elle avait le visage enfantin que gardent longtemps certaines Anglaises brunes. Trop coloré, ce soir. Un peu triste aussi, peut-être. Le médecin partait tôt, le matin. La jeune femme montait sur la terrasse. Autour, la ville s'étendait, blanche ici, grise là-bas, dans l'entassement des huttes. On n'entendait rien depuis la terrasse. Sauf le soir, quand des gens criaient confusément près d'un feu.

Le reste du temps, sur la terrasse, c'était le silence du ciel blanc de lumière et le silence de près de deux millions d'êtres humains rendus attentifs par la faim. La famine menaçait la ville. Trente mille habitants de plus, chaque année, mais aucune ressource supplémentaire. Le deuxième plan quinquennal prévoyait la création d'industries nouvelles. Elles n'étaient pas pour demain. En les attendant, il fallait arrêter les naissances. Les responsables de la municipalité ne pensaient plus qu'à cela. Ils conseillaient l'emploi de méthodes anticonceptionnelles. Mon Dieu, ce n'était pas sorcier ! Du coton, rien qu'un peu de coton. On en distribuait gratuitement aux femmes dans les dispensaires... Mais non : la population s'enfermait dans le muet délire de sa multiplication et son silence devenait, chaque jour un peu plus, une menace.

Un billet de cinq piastres

LA jeune femme du médecin le connaissait bien, maintenant, ce silence. Elle savait ce qu'il portait. Elle restait longtemps étendue au soleil, sur la terrasse. Puis, oisive, elle redescendait dans sa maison pleine du silence rôdeur de domestiques aux pieds nus et, fiévreuse, étourdie par le soleil, elle promenait, tout le jour, de pièce en pièce, un ennui brûlant.

— Et, regardez, cette malice dans ses yeux, reprit-elle, en désignant de la tête le petit mendiant.

Il s'était approché d'une table voisine. Trois hommes y dînaient. Des Scandinaves, sans doute. Froidement ivres. La prohibition était sévèrement appliquée à Madras comme dans presque toute l'Inde. Il fallait que ce fût des marins de passage. Ils regardaient la nourriture chinoise avec un détachement morne. Le petit mendiant attendait, ses journaux à la main, et, debout sur une jambe, en frottait le jarret avec son autre pied.

Un des marins sortit de sa poche un billet de cinq piastres qu'il regarda et retourna sans paraître rien comprendre à ce bout de papier et il le donna à l'enfant. Ses yeux brillèrent. Oui, la jeune femme avait raison : il était beau. Il passa près de nous pour sortir.

— Eh bien ! mon vieux, ce soir, les affaires sont bonnes, lui dit le médecin.

L'enfant sourit et courut jusqu'à l'escalier.

— Une piastre, c'est le secours quotidien que je donne à mes malades, dit le médecin. Juste de quoi ne pas mourir de faim. Ce que gagnent ceux qui ont la chance de travailler. Les coolies, par exemple. Et, tenez, nos dhobies.

Une maladie honteuse

C'ETAIENT les blanchisseurs de la ville, une corporation nombreuse. Ils frappaient du linge sur de grandes pierres plates, le long de la rivière, à l'entrée de la ville. Nous avions passé la matinée parmi eux. Mais, ce matin-là, le médecin et l'infirmière indienne n'avaient pas trouvé la dhobie qu'ils cherchaient.

Elle était tuberculeuse. Le médecin anglais qui appartenait à l'Organisation mondiale de la santé expérimentait, avec ses confrères indiens, une

Pierre ***GASCAR***

DE MADRAS

(Jean Manevy-Dalmas)

PIERRE GASCAR AVEC UN ENFANT INDIEN
« Ce sont des enfants des rues. Ils aiment leur liberté. »

campagne antituberculeuse basée sur le traitement à la P.A.S. Isoniazide. On avait pris soixante-dix malades dans les classes les plus pauvres. Vraiment, l'embarras du choix. On leur distribuait, à jours fixes, des comprimés d'Isoniazide. On surveillait. Si les résultats étaient bons, on essaierait d'appliquer le traitement à tous les autres malades. On les comptait par dizaines de milliers. Il fallait faire vite. Ces menaces de disette compliquaient tout. Déjà, on était obligé de donner des secours aux malades en traitement pour qu'ils ne meurent pas de faim. Certains logeaient contre le pied d'un arbre. Il y avait, dans la ville, 200.000 personnes non fixées.

La dhobie tuberculeuse et sa famille s'étaient installées sous un porche. Toute une histoire, là-dessous. En Inde, dans les classes sociales inférieures, la tuberculose est considérée comme une maladie honteuse. La dhobie avait été chassée de son quartier. Elle s'était réfugiée dans le quartier des intouchables qui l'avaient expulsée, à leur tour. Depuis, elle errait tout le jour, sans pouvoir travailler, et ne regagnait son porche qu'à la nuit.

Quand il fallait lui apporter des comprimés, on ne parvenait pas toujours à la trouver. On marchait sans fin dans le vaste quartier des dhobies cloisonné de lessives où le linge pendu faisait des labyrinthes clairs.

— Enfin, pourquoi ne m'emmenez-vous jamais ? dit la jeune femme du médecin. Je pourrais vous aider, être utile...

Le médecin ne répondit pas. Il était jeune, lui aussi. Encore très épris. Il s'intéressait à la peinture indienne ancienne, celle qui est d'une minutie persane. Il y avait initié sa femme. Il voulait, sans doute, que, dans cette ville dont il vivait chaque jour les souffrances, il y eût, avec cette femme douce, alanguie sur la terrasse blanche, avec cette maison fraîche où brillait l'or discret des peintures indiennes, une part de lui-même qui restât préservée.

« Et si nous l'adoptions ? »

LA jeune femme paraissait maintenant encore un peu plus triste. Toujours très rouge. Elle avait soif mais son mari arrêta son bras :

— Voyons, vous savez bien que cette eau est dangereuse. On va nous apporter du thé... Tiens, les voici, de nouveau...

Le petit mendiant venait d'entrer dans la salle derrière l'un de ses camarades guère plus âgé que lui. Ils se dirigèrent vers la table des marins ivres toujours aussi calmes et sans appétit.

— L'autre, c'est le chef de la bande des petits mendiants, me dit le médecin. Je me demande ce qui se passe...

Le jeune garçon parlait aux marins. Etait-il bien vrai qu'ils avaient donné cinq piastres ? Les marins ne savaient plus très bien et répondaient avec ennui.

— Il craint, sans doute, que le petit ne les ait volés, dit le médecin. S'ils commettaient des larcins dans le quartier ils ne pourraient y demeurer longtemps et c'est leur fief. Ils le défendent contre les autres mendiants. Leur vie est là, sur ce trottoir qu'ils annexent et où ils dorment, la nuit.

Plus tard, lorsque nous sortîmes du restaurant, ce fut sur le trottoir où ils s'installaient pour la nuit que nous retrouvâmes les petits mendiants. Espérant de nouvelles aumônes, ils nous accompagnèrent pendant un long moment. L'un d'eux avait pris l'enfant paralysé sur son dos.

Celui qui était beau et qui avait gagné les cinq piastres marchait devant nous à reculons. Il mendiait encore mais comme on joue, faisait mine de pleurer puis éclatait de rire. Il savait que nous ne lui donnerions plus rien. Le médecin et sa femme le regardaient avec une tendresse amusée : et c'était cela qu'il mendiait.

— Et si nous l'adoptions ? dit, avec un élan sourd, la jeune femme à son mari.

— Il ne resterait pas chez nous, répondit le médecin. Ce sont des enfants des rues. Ils aiment leur liberté.

Je regardai le petit paralysé sur le dos de son camarade, l'enfant-araignée au visage aigu. Je me tournai vers la jeune femme :

— Celui-ci, si on l'adoptait, vous croyez qu'ils s'échapperait ?

(Copyright « L'Express » et Agence Dalmas.)

La semaine prochaine :

« LA FILLE DE LEYTE »

ON VOUS EN PARLERA

ON NE PEUT PAS AIMER A SAINT-TROPEZ

UNE FILLE POUR L'ÉTÉ
par Maurice Clavel.
Ed. Julliard, 204 pages, 540 fr.

MAURICE CLAVEL

ON a beaucoup reproché aux femmes de croire que faire un roman c'est raconter une aventure personnelle, à peine achevée. On a eu raison. Rapportant scrupuleusement leurs ruses et leurs pâmoisons elles ont vendu la mèche, affadi le féminin mystère, et donné, par constraste, de la saveur aux confessions masculines. Qu'un homme aujourd'hui passe aux aveux, explique comment l'on séduit, use, abandonne, cette autre face des choses en paraît d'autant plus neuve et presque osée.

« Une fille pour l'été » possède en effet un goût vivant, particulier aux récits plus vécus qu'imaginaires. Ce Philippe, poète, la trentaine, qui descend sur la Côte au début de l'été, après une saison parisienne où, auteur dramatique, il obtient un échec assez total pour être flatteur, et qui aboutit, entre Sainte-Maxime et Saint-Tropez, dans la propriété grandiose d'une amie richissime et compatissante, c'est certainement le double de Maurice Clavel.

Celui aussi de plus d'un intellectuel parisien. De ceux qui partent en exode, à bout de mots, d'idées, de sensations, à la recherche — point de chute Saint-Tropez — du « vrai », du « silence »; pas plutôt trouvé, ils détaillent et retaillent leur trésor, en mots, idées, et.

Un plat régional...

Sur la Côte, en effet, Philippe se voit offrir le plat de la région : une fille pour l'été, une « créature de gloire, rêve de Série Noire, jambes d'or mat illimitées sur talon aiguille ». Hasard, doigt du destin ? Ce n'est pas celle-là, l'ordinaire starlett, qu'il finit par « louer », mais un petit pruneau noir manifestement pas dans le lot, assise sur la chaise à côté, devant un jus de tomate.

Une innocente, égarée entre deux cars. Menée dans la propriété de Paule, l'amie compréhensive, la jeune fille, Manette, lavée, habillée, gâtée, caressée, très caressée, tombe amoureuse de son provisoire propriétaire. Lui-même est ému, bien ému.

Mais le monde est là, celui du boulevard à potins. A côté d'eux Manette, dans son maillot de bain de laine qui ne sèche jamais, « un emplâtre », ne fait pas le poids. Elle est trop simple. Philippe a beau la secouer dans tous les sens, elle ne rend pas le son voulu. C'est décidément une fille pour l'été ; il faut, à la fin de la saison, qu'elle disparaisse ; elle disparait, mais pas comme on croit. Au fond de l'eau. Voilà Philippe désespéré, il a frôlé puis tué l'amour. Oui, mais contents aussi : qu'en eût-il fait ? Et puis, noyée, Manette ne sera plus à personne : le poète pourra en toute sécurité l'accrocher à ses rimes.

...sur un plateau d'argent

Dans un style tendu, agacé, Clavel réussit très bien l'évocation d'un milieu d'intellectuels snobs déplacés dont la tolérance malveillante endort et étouffe les sentiments vrais. Et l'auteur a fait de Philippe, le poète fatigué, qui se contemple avec complaisance, mais sans aucune satisfaction, un portrait cruel et drôle.

Roman de vacances où l'on sent la mer, le soleil et l'amour, mais non libres : servis givrés sur plateau d'argent. A ceux qui cherchent l'aventure en vacances, « Une fille pour l'été », amer comme les brèves rencontres, calcinant comme le grand soleil, risque de faire paraître fade ce qui ne sera pas littérature. Même à Saint-Tropez.

POLITIQUE

● *De Gaulle vu par les siens.*

Charles de Gaulle seul contre les pouvoirs

par Félix Garas. 306 pages. Editions Julliard.

« CHARLES DE GAULLE et le peuple français reprendront un jour le dialogue interrompu. Il est temps de repenser la France... » L'ouvrage que Félix Garas vient de consacrer au chef de la France Libre s'achève sur ces lignes. C'est la conclusion d'une analyse où la lucidité cède rarement le pas à la ferveur.

Félix Garas se défend en effet d'avoir seulement écrit l'histoire de de Gaulle. D'un style clair et alerte, il situe certes les événements et les hommes, mais c'est pour dégager le sens profond d'une destinée peu commune. Pour Garas, l'esprit du gaullisme échappe aux « bandelettes » du passé : il anime notre présent et débouche sur l'avenir. C'est le message qu'il veut apporter aux nouvelles générations qui n'ont pas vécu l'épopée de la Libération ou qui en ont oublié la signification.

Dans la confusion, le sang et le drame, la France est « en voie de perdre son empire, sans se montrer capable de construire sur d'autres bases un grand espace d'influence française ». Félix Garas croit que de Gaulle sera une fois de plus « l'homme providentiel » et il ajoute en toute clarté : « Il n'est pas un Français qui n'ait été à ses heures gaulliste. Il n'en est peut-être pas un qui ne le redeviendra. Qu'ils soient de gauche ou de droite, laïcs ou religieux, libéraux ou socialistes, il arrive toujours un moment où les Français, au creux du désespoir, retrouvent la France... »

HISTOIRE

● *Ce n'est pas seulement la conception différente de la violence qui sépare Marx de Gandhi.*

Gandhi et Marx

par Krishôrlal Mashrouwala. Introduction de Vinôba. Préface de Lanza del Vasto. Denoël, 212 pp. 460 francs

CET ouvrage est le premier volume d'une collection « Pensée gandhienne », dirigée par Lanza del Vasto, qui se donne pour but de fournir au lecteur français qui voudrait étudier la libération de l'Inde et la révolution originale dont elle est le fruit, des documents de première main, tels que les textes de Gandhi lui-même et ceux des théoriciens les plus éminents du mouvement gandhien.

L'idée est intéressante, si l'on songe que la moitié de l'œuvre écrite de Gandhi est encore inédite en France.

Krishôrlal Mashrouwala, l'auteur de ce premier essai sur Gandhi et Marx, est l'un des interprètes les plus autorisés de la pensée du Mahatma. Il a été mêlé pendant de nombreuses années à ses travaux et à ses tribulations.

Il se propose ici de démolir une opinion communément admise, et que certaines déclarations de Gandhi lui-même semblent avérer, selon laquelle « le gandhisme, c'est le communisme *moins la violence* ».

En fait, ce désaccord sur la violence ne peut être tenu pour une différence de détail, portant seulement sur le moyen de parvenir à un résultat identique. La lutte des classes, la révolution et la dictature du prolétariat sont aussi fondamentales au communisme que la non-violence au gandhisme.

Il existe une différence radicale entre ces deux conceptions du monde. Gandhi pose la primauté de la vie, là où Marx ne reconnaît que la matière. Il veut libérer l'homme en le rendant à une vie simple, alors que le marxisme assume le progrès matériel qu'il veut seulement mettre à la portée du plus grand nombre.

Réformisme moral

Cette opposition de fond se poursuit jusque dans les mesures politiques et sociales préconisées : décentralisation chez Gandhi, centralisme communiste, avec la dictature bureaucratique qu'il implique. Suppression des classes chez Marx, maintien des classes avec suppression de tout privilège et de tout orgueil de caste chez Gandhi. Abolition de l'inégalité des fortunes chez Marx, maintien de cette inégalité, avec éducation des possédants chez Gandhi.

Ainsi, le gandhisme, loin d'être une forme non violente de communisme, représente plutôt un *réformisme moral* aussi différent du marxisme que du libéralisme occidental.

En précisant les bases théoriques des conceptions de Gandhi, ce livre tend donc à fortifier la position intermédiaire que l'Inde d'aujourd'hui veut occuper sur l'échiquier international. Il définit très bien les présupposés moraux, voire ascétiques, de cette Troisième Force.

Vinôba, qui est considéré aux Indes comme l'héritier de Gandhi, ne fait que reprendre, en introduction, le même thème, tandis que Lanza del Vasto, en préface, tente d'expliciter, sous une forme souvent convaincante, la valeur de la non-violence dans le monde moderne.

DÉBUTS

● *Jean Portelle a troqué la fleur bleue de Charles Trenet contre une plante carnivore.*

Le Fou Perché

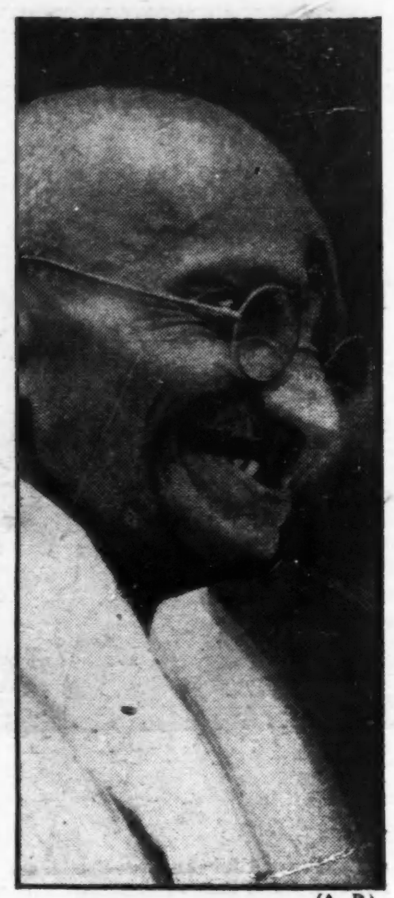
par Jean Portelle. Ed. Denoël. 190 p., 500 fr.

UN jeune poète, gringalet tendre et désinvolte, courageux peut-être mais certainement point téméraire, s'éprend d'une petite marchande de poules, aussi prompte à saigner un lapin qu'à succomber devant le muscle et qui songe : « Je suis menue devant vous et j'aime les hommes qui pourraient me faire craquer les os ; nous autres, les femmes, nous ne pensons jamais sans un peu de nostalgie à ces brutes préhistoriques qui maniaient la hache, et c'est parce que la race a dégénéré, parce qu'on a étouffé nos vrais instincts, petit à petit, que nous nous accouplons parfois à des intellectuels !... »

L'éditeur nous présente Jean Portelle comme le Charles Trenet de la littérature. Oui. Mais un Charles Trenet qui aurait troqué la fleur bleue pour une plante carnivore...

Léger, charmant, plein d'allégresse, le livre court, mord et se venge. La femme est une chatte, c'est entendu : « Lorsque ça vient, lorsque c'est la saison... qu'on vous mette ou non une laisse que de toute façon on casse, il n'y a pas de calmant, il faut qu'on y aille », et rien ne la retiendra dans les bras de son mari. Mais l'homme est libre, lui. Il peut se mettre en colère, attraper quelques branches d'osier et frapper. O stupeur ! la chatte, sous les coups, ronronne... La femme étonnera toujours l'homme. Mais pour être homme on n'en est pas moins poète, et rouer sa femme de coups, c'est lassant, il faut en avoir envie. Lâchement, il abandonne la partie. Par bonheur, nous sommes en Sologne où, comme chacun sait, les sables sont mouvants... Oh ! l'homme n'y poussera pas la femme, non, mais il ne la retiendra pas non plus...

Jean Portelle ne se promène pas dans la campagne « avec ces chaussures dont le bout verni a l'air de se pincer d'avance le nez à la rencontre d'une motte de terre ». Mais il ne nous fera pas croire qu'il avance avec de gros sabots ; ou alors, ce sont des sabots de chez Hermès. A vrai dire, il va nu-pieds, souriant, malicieux et cynique, dans une campagne qui, pour être en Sologne n'est pas très éloignée de la jungle.



(A. P.)

GANDHI
La vie simple

ESSAIS

● *Machiavel était-il machiavélique ?*

Machiavel par lui-même

par Edmond Barincou. Collection « Ecrivains de Toujours ». Editions du Seuil. 164 pages, 350 francs.

MACHIAVEL a-t-il été le premier des machiavéliques ? Pour avoir donné son nom à toutes les formes de perfidie politique, il s'est vu imputer au moins autant de crimes que son modèle, César Borgia. Mais s'il passe pour incarner l'esprit de traitrise, n'est-ce pas lui que l'histoire a plutôt trahi, en l'accablant d'une réputation rien moins que méritée ? Son nom sert de type à une espèce : celle des hommes d'Etat qui ont conscience que le pouvoir se conquiert et se perd, et qu'il faut, pour le conserver, y mettre le prix. C'est qu'il a vu en l'art de gouverner une technique de chirurgien analogue à celle qu'invoqua Napoléon, lorsqu'il dit à Metternich : « *Le sang entre dans les*

MAURICE GARÇON
de l'Académie française
HISTOIRE DE LA JUSTICE SOUS LA IIIe RÉPUBLIQUE
(TOME II)
LES GRANDES AFFAIRES
DE DREYFUS à STAVISKY
Une contribution capitale à l'histoire de notre temps
LIBRAIRIE ARTHÈME FAYARD

prescriptions de la médecine politique. »

Mais cela, c'est la méthode du *Prince*, que Machiavel enseigne sans se payer de mots, considérant que le salut de la patrie, qu'elle soit ou non républicaine, est l'unique fin à laquelle l'homme d'Etat doit subordonner ses moyens. Il a suffi qu'il dressât le portrait du prince idéal (celui dont l'idéal est précisément d'avoir les pieds plantés si ferme sur terre, qu'aucun ennemi ne puisse les faire passer dessous) pour que la mémoire de Machiavel s'identifiât avec celle de son héros.

Une vie obscure

Homme d'action, il le fut, mais si peu suivi par Florence à laquelle il prodiguait ses bons conseils, et si peu couronné de succès dans ses entreprises, qu'il semble s'être avant tout consacré à la littérature pour cuver ses déboires, comme on noie son chagrin dans l'alcool. La lettre fameuse du 10 décembre 1513 en dit long sur ce phénomène de compensation : « *Le soir venu, je retourne chez moi et j'entre dans mon cabinet. Je me dépouille sur la porte de mes habits de paysan, couverts de poussière et de*

(Viollet)

MACHIAVEL
Les habits de cour

boue. Je me revêts d'habits de cour ou de mon costume, et, habillé décemment, je pénètre dans le sanctuaire des grands hommes de l'Antiquité. Reçu par eux avec bonté et bienveillance, je me repais de cette nourriture qui seule est faite pour moi et pour laquelle je suis né. Je ne crains pas de m'entretenir avec eux et de leur demander compte de leurs actions. Ils me répondent avec bonté, et pendant quatre heures, j'échappe à tout ennui, j'oublie tous mes chagrins »... Dans l'oisiveté où le contraignait la mauvaise fortune, ce fervent républicain allait affronter la gloire suspecte d'avoir écrit avec le *Prince* le bréviaire du despotisme moderne.

Edmond Barincou, grand spécialiste de Machiavel et à qui l'on doit l'édition récente de ses œuvres complètes à la « Pléiade », replace la vie de l'auteur de *La Mandragore* dans ses vraies perspectives, qui sont celles d'une carrière d'homme d'Etat manquée : « Existence exemplaire, si curieusement répartie en vingt-huit années d'obscurité quasi totale, quatorze d'activité intense, mais pratiquement stérile, quatorze d'inaction diversement féconde et deux ans de retour à l'action. » C'est à Retz et non à Borgia que Machiavel ressemble, par sa vie politique déçue comme par son génie littéraire. Mais les intrigues de la Fronde sont jeux d'enfants comparées à celles de Florence, se débattant sans espoir, au milieu des rivalités françaises et autrichiennes et des compétitions entre principautés italiennes, pour échapper à la tyrannie des factions, aux ambitions des papes ou à l'occupation étrangère. Dans cet écheveau inextricable, on a parfois peine à suivre Edmond Barincou s'efforçant d'en débrouiller tous les fils pour rendre plus sensible la vraie figure de Machiavel, fonctionnaire lucide et dévoué d'une cité qui ne sut ni tirer parti de ses dons d'administrateur, ni tenir compte de ses avertissements.

LE CALIFE H.M.

● *Un poète et sa drogue.*

GERARD DE NERVAL raconte dans son *Voyage en Orient* la merveilleuse histoire du calife Hakem qui, rendu « pareil à Dieu » par le haschisch qu'il absorbe, épouse sa propre sœur et met à feu et à sang la ville du Caire. Sans nul doute, c'est à ce grandiose et sinistre tyran que songe Baudelaire lorsqu'il écrit : « Il n'y aurait rien que de naturel, chaque homme étant la représentation de l'histoire, de voir une hérésie obscène, une religion monstrueuse se produire dans un esprit qui s'est lâchement livré à la merci d'une drogue infernale et qui sourit à la dilapidation de ses facultés. »

Cette prédiction me revient en mémoire, alors que j'achève le dernier livre d'Henri Michaux : il se pourrait que cet écrivain soit un autre calife Hakem — notre calife H.M. Non pas qu'il rêve de détruire la capitale ou de fonder quelque nouvelle religion. Ses débats avec le surnaturel sont d'ordre privé, mais ils concernent l'apprenti sorcier qui s'agite en chacun de nous. Et c'est pourquoi *L'Infini turbulent* (1) ne se contente pas d'être une œuvre belle et singulière : vérifiant plus qu'aucune autre le paradoxe de son auteur, qui dit que « prison montrée n'est plus prison », elle est d'abord, et tout ensemble, une œuvre de connaissance et de libération.

Lorsque Michaux consent

A la différence du calife Hakem, ce n'est pas dans un esprit de débauche, mais de pure expérience, qu'Henri Michaux aborde les excitants. Et il ne leur voue que cette partie de lui-même — son génie de la mise en doute et de l'opposition — qui garantit la parfaite objectivité de ses observations. Enfin, on sait que « sa » drogue n'est pas la confiture verte qu'affectionnent les Orientaux, mais cet alcaloïde tiré du peyotl, la mescaline, dont le propre est de susciter des couleurs qui émerveillent les yeux.

En publiant l'an dernier *Misérable Miracle*, Henri Michaux pensait avoir réglé son compte à cette foire optique, ce « mauvais cinémascope » tout juste bon, selon lui, à ridiculiser les fonctions mentales. Cependant, il gardait comme le remords d'avoir terrassé le dragon au moment où celui-ci allait peut-être livrer son secret. Aussi est-ce avec un état intérieur différent — consentant et non plus contrariant — qu'il explore aujourd'hui, dans une nouvelle série d'expériences, « l'infini turbulent » de la mescaline :

« Pour arriver à faire de l'intraitable agitatrice, de la démentielle infinisante une alliée, il faut à peu près les mêmes dispositions qui se trouvent indiquées dans le Bardo Thödol (2) pour le voyage dont on ne revient pas, celles que, selon nombre d'enseignements traditionnels, il faut pour affronter les puissances occultes. Il faut y aller presque comme un prêtre, et peut-être ne l'aurais-je jamais trouvé et en serais-je resté à mon premier savoir d'observateur si une fièvre opportune n'était venue me donner ou me faciliter la soumission et l'égalité intérieure nécessaire que je n'avais pas eue jusque-là... et une certaine exaltation. »

Nanti de ce qu'il faut de confiance et d'euphorie pour trouer « l'écran des actualités », et comme allégé du poids de sa personnalité, Henri Michaux reçoit soudain, à la troisième expérience, ce « cadeau émerveillant » : il se trouve entouré par des milliers de Dieux, et rempli de leur présence, et sans cesse « comblé dans la démesure, ou plutôt dans la parfaitement noble et magnifique et exorbitante démesure qui est la vraie mesure et capacité de l'homme, de l'homme insoupçonné ».

L'envers de ce « bienheureux infini » — « le pervers et sataniqne infini, l'horrible et traumatisant infini » — notre explorateur le découvre, par grande surprise, en voulant reprendre contact avec la divinité. Croyant gravir les marches de l'extase, le voilà qui perd pied

(Paul Fachetti)

Ce que Henri Michaux dessine sous l'effet de la mescaline

et tombe dans une sorte d'abîme orgiaque. Il assiste dès lors à la « dissolution de tout maintien », et se prend à jouir de cette « connivence par le bas », de cette déliquescence dans l'impudeur « proclamant promiscuité, promiscuité, promiscuité universelle dont il n'est pas possible de se désolidariser ».

Le problème du démoniaque

Au terme de cette transe, il lui apparait que la drogue, comme la vie contemplative, ouvre la porte au démon. A croire que « la foi est un département de la folie ». A croire surtout que ces deux attitudes affectives, la mystique et l'érotique, sont tellement proches qu'il suffit d'une impression fortuite ou d'une légère distraction pour passer de la continence ascétique à « l'universelle fornication » :

« Des milliers de saints se sont accusés d'être les plus indignes, les plus mauvais, les plus hypocrites des hommes. On n'en revenait pas. Mais il faut les en croire. Ils se sont vus. Incorruptible à la vertu, leur double démoniaque, excédé de « leur sainteté » et qui en observait l'envers et le terrain, les avait instruits. Ils savaient de quoi il est question.

« De l'insondable mal. De l'insondable dualité. De la persistante accusation de tricherie portée par l'Autre. »

Sur les voies de déraison où nous acheminent, pêle-mêle, le fabuleux calife Hakem, le romantique saint Antoine et « la très attentive » Catherine de Sienne, il n'est certes pas de meilleur guide que l'auteur de *L'Infini turbulent*. Car, pour reprendre la conclusion de l'excellente étude que lui consacre Gabriel Bounoure dans la N.N.R.F. de mai et juin 1957, Henri Michaux est ce « témoin incorruptible, le seul peut-être en notre temps qu'on puisse croire, à cause de la solidité et de la loyauté de sa raison ».

Maurice SAILLET.

(1) L'Infini turbulent *(Mercure de France). Album in-8 de 153 pages et 8 planches hors texte. Tirage limité.* 1.500 *francs.*
(2) Livre de sagesse thibétaine.

TRADUCTION

● *Un ancien franquiste condamne Franco.*

L'heure dangereuse du petit matin

par José-Luis de Vilallonga, Editions du Seuil, 200 pages, 500 francs.

SI l'on est obligé d'avouer qu'il y a dans les six nouvelles de Vilallonga des pages très faibles, il convient d'ajouter aussitôt qu'il en est d'absolument remarquables. En effet, l'auteur des « Ramblas finissent à la mer » n'écrit vraiment bien que sous le coup d'une inextinguible rancœur à l'égard de ceux qui lui ont fait croire au franquisme, il y a vingt ans, assez pour qu'il aille s'engager dans l'armée de Franco. Pour un peu on dirait que le remords lui tient lieu de talent ; mais alors ce talent est considérable.

Description de l'assaut tranquille livré par les franquistes à un petit village, scènes de permissions dans une maison de tolérance dans la ville sainte de Saragosse ou cocasse entrevue avec l'armée italienne à la recherche d'un canon, tout ce qui remet en question l'activité de l'auteur pendant cette période est replacé dans le cadre d'un guignol triste, où le tragique le dispute à une sorte de comique de la gueuserie directement issu du roman picaresque à la Cervantes.

Cela suffit à faire pardonner la mauvaise imitation du « Mur » de Sartre dans la nouvelle qui donne son titre au recueil, ou les à peu près philosophiques dont, en bon espagnol, l'auteur nous fait don avec un peu trop de générosité.

Mais la meilleure partie peut-être de l'ouvrage est « La Route » qui a ceci de particulier que le mot de la fin se trouve au début, dans la dédicace ; car cette histoire sauvage d'otages sacrifiés en famille par un capitaine digne de l'Inquisition est dédiée par l'auteur « à son père, homme de guerre », lequel fut officier de la cavalerie espagnole... avec tout ce que cela implique.

KRISHNAMURTI
Commentaires sur la vie
Le seul livre écrit de la main de KRISHNAMURTI
BUCHET-CHASTEL
CORRÊA

Les ECRIVAINS ASSOCIES
EDITENT ET VENDENT TOUS OUVRAGES
30, rue René-Boulanger PARIS-10e

UNE PAGE AU FÉMININ

(Dambier.)

Trois têtes « civilisées » : dix doigts...

SANTÉ

La maternité planifiée

IL faisait très chaud ce jour de juin dans la petite salle à manger du centre de birth-control Margaret Sanger à New York. L'air conditionné est un luxe qu'une association de bienfaisance ne peut pas toujours s'offrir, et qu'elle réserve en tout cas aux salles de consultation. Le docteur Stone, directeur du centre et spécialiste américain de la « maternité planifiée », avait convié deux ou trois personnes à partager avec lui sandwiches et jus de tomate.

Un industriel de Saint-Louis (Missouri), qui faisait étudier par le laboratoire de son usine un nouveau contraceptif remarquablement bon marché et facile à utiliser, qu'il voulait fabriquer en grande série et distribuer gratuitement à toute la population de Porto-Rico (49e Etat des Etats-Unis, 2.500.000 habitants). Avant de mettre son invention en fabrication, il venait chercher l'accord du docteur Stone.

Et une jeune doctoresse chinoise enceinte de plusieurs mois qui expliquait :

« Pour nous, Chinois, le contrôle des naissances n'est pas un problème philosophique, mais une nécessité économique. Notre population s'accroît à un rythme beaucoup trop élevé par rapport à notre production industrielle. Il faut que nous fassions comprendre aux femmes que la maternité planifiée est un devoir civique. Je veux apprendre ici à organiser des centres d'information et de consultation qui devraient être subventionnés par l'Etat. »

La bataille est engagée

Le docteur Stone poussa un soupir. Du monde entier, on vient ainsi chaque jour le voir pour prendre ses conseils ou suivre son exemple. Pourtant, le problème du contrôle des naissances est loin d'être définitivement résolu aux Etats-Unis et cette question continue de passionner les esprits. Légalement, les médecins et les associations privées sont autorisés à diffuser la pratique des moyens contraceptifs, leur vente est absolument libre dans les pharmacies (sauf dans deux Etats des Etats-Unis : le Connecticut et le Massachusetts) et la propagande autorisée.

Il existe actuellement 596 centres de birth-control dans 46 Etats des Etats-Unis, mais il s'agit presque toujours, sauf dans certains Etats du Sud, d'organismes privés, gérés par des associations de bienfaisance. Les pouvoirs publics et les services de santé fédéraux se refusent encore souvent à adjoindre un de ces organismes dans les hôpitaux ou les maternités qu'ils subventionnent.

C'est sur ce point précis que la bataille actuelle est engagée. Le cas de New York est extrêmement typique à cet égard.

Sur une population de 12 millions d'habitants, 13.000 femmes environ sont venues l'année dernière à la consultation dans un des 17 centres de birth-control que comprend la ville. Bien entendu, il y a aussi toutes celles qui ont demandé des conseils à un médecin privé, mais les honoraires médicaux étant extrêmement élevés aux Etats, les salariés à faibles revenus s'adressent de préférence aux hôpitaux. Comme d'autre part la possibilité de « contrôler les naissances » serait particulièrement bien accueillie par les classes les moins favorisées et les gens de couleur (noirs, Porto-Ricains, il y a actuellement deux millions de noirs et près de 500.000 Porto-Ricains à New York), il semblerait indispensable d'ouvrir à leur intention des centres dans les hôpitaux de la ville.

Un journaliste du *New York Post*, qui vient de terminer une enquête sur ce sujet, écrivait en commençant son article :

« Il y a un sujet que la ville de New York se refuse de discuter. Si vous mentionnez le birth-control, les portes se ferment devant vous. Le représentant officiel qui vient de s'installer dans son fauteuil pour écouter vos questions se rappelle soudain qu'il a une conférence urgente et un horaire tel qu'il ne pourra peut-être pas vous recevoir avant des mois. S'il est très amical, il vous avouera sincèrement qu'il aime mieux ne pas aborder ce problème. »

Pourquoi ce mur de silence ? D'après une enquête faite auprès des médecins, 90 % d'entre eux sont favorables à l'information des femmes sur ce sujet, et d'après une enquête faite par le magazine *Fortune* auprès des femmes, 85 % des interrogées se prononcent en faveur du contrôle des naissances. Mais l'opposition de l'Eglise catholique romaine reste irréductible. Elle est d'ailleurs en accord, dans sa campagne, avec l'Eglise israélite orthodoxe. Le Conseil rabbinique d'Amérique a déclaré à ce sujet :

« Chaque époux et chaque épouse doivent comprendre que le fait de se prémunir contre la conception d'un enfant transgresse la volonté de la Thora. »

Dans dix ans

Mais en dehors du problème moral, le contrôle des naissances continue de poser un problème scientifique et donne lieu à des recherches constantes.

Les moyens actuellement utilisés, s'ils se révèlent efficaces dans 98 % des cas, demandent de la part des femmes une discipline et une hygiène rigoureuses. Plus le niveau social s'élève, plus ces conditions sont facilement réalisées. Mais le manque d'éducation et de confort matériel sont des obstacles constants qui expliquent les 700.000 avortements annuels et les 8.000 décès consécutifs à ces avortements ayant eu lieu aux Etats-Unis l'année dernière.

Le contraceptif idéal serait celui qui se prendrait par voie buccale en garantissant une efficacité et une innocuité absolues. Un médicament de ce genre vient d'être mis au point et sera sans doute mis en vente cette année.

Il permet de modifier le cycle féminin et de supprimer l'ovulation. Des essais satisfaisants ont été faits sur 1.000 femmes. Mais trois problèmes restent à résoudre :

● Le risque de stérilité encouru par les femmes qui l'emploient.

A cet égard, les résultats des expériences poursuivies jusqu'à ce jour ont été insuffisants pour offrir une garantie, la plupart des femmes qui ont servi de tests n'ayant pas accepté de provoquer une maternité volontaire.

● Le prix de revient extrêmement élevé de ces pilules qui exigerait de consacrer plusieurs milliers de francs par mois à leur achat et qui, par conséquent, ne les met pour l'instant qu'à la portée des privilégiées ;

● Le danger que ferait courir la libre diffusion de ces pilules à bas prix. Il faudrait, ce jour-là, que le niveau de vie soit remarquablement élevé pour qu'un tel contraceptif n'enraye pas dangereusement la repopulation.

Selon les médecins américains, la pilule contraceptive sera au point dans dix ans.

Christiane COBLENCE.

BEAUTÉ

Des cheveux tirés à quatre épingles

SI vous n'êtes pas encore partie en vacances et que vous hésitiez sur la coiffure à adopter cet été, regardez d'abord ces trois photos.

Jackie et Rose-Marie sortaient de la piscine, la semaine dernière, quand elles sont venues poser pour une séance de photos. Avec des cheveux très courts, il aurait été impossible de les photographier, mais avec des cheveux mi-longs et des mains habiles, elles ont réussi quand même à « civiliser » leur tête.

Mme Express vous conseille donc de ne pas écouter votre coiffeur lorsqu'il vous dira : « Vous serez bien plus tranquille en vacances avec les cheveux bien courts. » Car ce n'est pas vrai. A moins de ne leur laisser vraiment que deux centimètres (et alors, rendez-vous cet automne !) ou à moins qu'ils n'ondulent naturellement.

Et c'est le seul moyen de « sauter » une permanente, ce qui sera salutaire pour votre bourse... et pour vos cheveux.

Si vous adoptez notre méthode, n'oubliez pas d'emporter dans vos bagages une boîte d'épingles à cheveux ordinaires, une boîte d'épingles de soie, une boîte d'élastiques et un ruban.

Si les ciseaux du coiffeur ont déjà opéré, tant pis. Il vous faudra alors un peu plus de discipline, un bon bonnet de bain, quelques rouleaux, une voilette et une boîte de pinces. Il est toujours possible de se faire une mise en plis soi-même, mais elle tient généralement moins bien. Il faut « l'entretenir » avec quelques pinces chaque jour sur les mèches rebelles pendant une ou deux heures.

Si vous êtes à la mer, et surtout pour celles qui ont modifié la teinte naturelle de leurs cheveux, méfiez-vous de leur réaction possible — et fâcheuse — à l'eau salée et au soleil.

● Rincez-vous les cheveux à l'eau douce si vous nagez sans bonnet.

● Les chapeaux de paille sont à la mode, profitez-en pour vous protéger pendant les bains de soleil.

MAISON

La vie à la campagne

LES maisons de campagne françaises, pour charmantes qu'elles soient, sont souvent dépourvues de confort.

Y recevoir des amis et leur faire la vie douce, libre et facile, est à la fois un travail et un art.

Si, comme cela arrive fréquemment, le centre de ravitaillement est éloigné, et le personnel réduit à quelques heures de femme de journée, le rôle de maîtresse de maison n'est pas enviable.

Pour l'avoir tenu, Mme Express en connaît les difficultés, c'est pourquoi elle suggère aujourd'hui dix « trucs » qui ont fait leurs preuves.

● Adopter pour le repas de midi le principe du buffet froid, dressé de 12 h. 30 à 14 h. 30. Piles d'assiettes, couverts, verres et plateaux légers, voisinent avec les plats froids. Chacun arrive à l'heure qui lui plaît et se sert tout seul. Il peut également transporter son repas sur un plateau, aller le déguster à l'endroit qui lui convient et, pourquoi pas, faire lui-même sa vaisselle. Le dîner du soir réunit hôtes et invités autour d'un repas chaud.

Avec ce système, on peut préparer deux repas (dîner et déjeuner du lendemain) en même temps. Aucun service de table n'est utile. Les invités sont libres de leur temps sans gêner la bonne marche de la maison.

● Faciliter le travail de la personne chargée de la cuisine en achetant une éplucheuse à légumes (à main depuis 3.000 francs) et une marmite à pression.

● Prévoir à la cusine un réchaud de secours, sur lequel les mères de famille (s'il y en a) pourront préparer les repas des bébés (biberons, bouillies, purées) sans gêner la cuisinière.

● Equiper les chambres de lits jumeaux, de préférence à des lits de deux personnes. En période de « pointe », l'organisation de dortoirs d'enfants ou de jeunes gens peut être nécessaire.

● Adapter sur les robinets d'eau froide des lavabos, de petits chauffe-eau électriques instantanés qui se branchent sur le courant lumière et donnent l'eau chaude pour la toilette. La fameuse corvée des brocs d'eau chaude est ainsi supprimée. (Chauffe-eau Bristol Baby : 8.950 francs.)

● Simplifier le service compliqué du petit déjeuner, en ayant dans chaque chambre une bouilloire électrique et un plateau garni avec : vaisselle, sucre, boîte ou sachets de thé, café ou chocolat solubilisé, tubes de lait condensé, confiture, miel, etc.).

Les habitants de chaque chambre se lèvent à l'heure qui leur convient et font eux-mêmes le petit déjeuner de leur choix.

La personne chargée du ménage des chambres met cinq minutes de plus pour faire la vaisselle et préparer le plateau pour le lendemain, ou bien chacun s'en charge lui-même.

● Doter les appareils d'éclairage de lampes électriques jaunes dites « lampes parinsectes ». Mais pour

POUR VOUS MADAME LES MEILLEURS MODELES DES GRANDES MARQUES en soutien-gorge lingerie gaines bas sont sélectionnés chez
CANCAN 76, CHAMPS-ELYSEES Lido - Paris

Quilichini
SOLDES
Souliers femmes avec sacs assortis
Chaussures hommes ville et sport
96, RUE LA BOETIE (St-Philippe-du-Roule)

...dix épingles, dix minutes, dix centimètres

les rendre tout à fait efficaces, prendre soin d'allumer en même temps dans un endroit un peu éloigné du lieu où l'on se trouve une lampe ordinaire. Moustiques et papillons n'aiment pas la lumière jaune. Attirés par la lampe blanche, ils ne viennent plus vous incommoder.

● Utiliser un plateau-panier pourvu de séparations, si l'on veut transporter verres et bouteilles d'apéritifs au fond du jardin sans risques de casse.

● Suspendre sur l'un des côtés de la table de ping-pong un petit sac de matière plastique, dans lequel se rangent raquettes et balles, et une housse de vinylite destinée à protéger la table s'il se met à pleuvoir.

● Et si la maison est au bord de la mer... faire installer un tuyau d'arrosage et prier ses invités de passer sous la douche en rentrant de la plage et avant de réintégrer la maison, au lieu d'y transporter leur collection individuelle de grains de sâble.

ASSURANCES

Partir tranquille

LE Français n'est pas un maniaque de l'assurance. Mais en période de vacances, les risques d'accidents de toutes sortes augmentent, votre appartement reste vide, vous vous déplacez, vous roulez en voiture, vous pratiquez des sports. Pour couvrir, dans la mesure du possible, tous ces risques, il est judicieux de contracter avant de partir une et même plusieurs assurances.

Si en temps ordinaire votre voiture est assurée au tiers, il serait sage de prendre une assurance tous risques pour la période des vacances. L'assurance « tous risques » coûte environ 100.000 francs par an pour une voiture moyenne.

Si vous trouvez cela trop cher, vous pouvez conserver votre assurance au tiers y compris vol et incendie (55.000 à 60.000 francs par an) et la compléter par une *avance sur recours* (13.000 francs par an). L'avance sur recours garantit tous les accidents survenant avec un autre véhicule, même ceux dont vous êtes responsables, pour une somme que vous fixez vous-même (jusqu'à concurrence de 50.000 francs), à condition que le véhicule accidenté ou ayant provoqué l'accident soit identifié.

● VOTRE VOITURE A L'ÉTRANGER. — Votre police d'assurance est valable pour la France, les pays limitrophes, la Hollande, le Portugal.

Pour tous les pays, vous avez besoin de la « *Carte verte* » (gratuite dans certaines compagnies, n'excédant jamais 500 francs). C'est une fiche signalétique complète de votre voiture, comportant tous ses numéros, y compris celui du moteur. Elle prouve aux autorités douanières que votre véhicule est bien assuré et vous dispense de payer un droit à chaque frontière. Si vous avez un accident à l'étranger, vous vous mettez en rapport avec le représentant de votre compagnie.

● VOTRE VOITURE EN ESPAGNE. — Si vous allez en Espagne, n'oubliez pas de souscrire, par avenant à votre police ou par contrat spécial, une *Assurance-Caution,* car si vous provoquez un accident, on peut exiger de vous une caution allant jusqu'à 150.000 pesetas (1 million 500.000 francs) ou mettre votre voiture à la fourrière. Coût de la prime de cette assurance-caution : de 1.000 à 3.000 francs pour un mois, selon les compagnies.

● VOS PASSAGERS. — Nous vous conseillons aussi d'assurer vos passagers. Les garanties se calculent par place, assurent un capital de 1 million en cas de mort, 1 million en cas d'infirmité permanente et remboursent une partie des frais chirurgicaux, médicaux et pharmaceutiques (100.000 francs). Coût de la prime annuelle pour une voiture de quatre places : 4.100 francs ; pour cinq places : 4.900 francs.

● VOTRE SCOOTER. — Coût approximatif de l'assurance au tiers : 17.000 francs par an. La plupart des compagnies refusent d'assurer les passagers, les autres demandent une surprime de 100 %.

Votre appartement

L'assurance la plus complète et la plus adéquate est celle baptisée, selon les compagnies : « combinée », « tout en un », « multirisques », « sécurité intégrale », etc. Elle garantit la responsabilité civile du titulaire du contrat, des membres de sa famille, de ses domestiques, en tous lieux. Elle couvre les risques de vol, d'incendie, dégâts des eaux, le vol des bagages dans les hôtels, les accidents causés par les animaux (légère surprime pour les gros chiens). Etablie pour un appartement de catégorie moyenne (quatre à cinq pièces), elle revient, à peu près, à 15.000 francs par an.

La garantie « responsabilité civile » seule peut d'ailleurs être obtenue par souscription d'un contrat spécial moyennant une prime annuelle variant de 2.000 à 3.000 francs selon l'étendue des garanties.

Vos bijoux

Si vous les assurez tous risques, après expertise par un joaillier, ils vous seront remboursés en cas de perte ou de vol pour une somme équivalente à la valeur déclarée. En cas de détérioration, le bijoutier sera désigné par la compagnie pour effectuer la réparation. Coût de la prime : 10 francs pour 1.000 francs de la valeur agréée.

Vous-même

Vous pouvez compléter votre jeu de polices par « *l'assurance individuelle accidents* », elle vous garantit contre tous les accidents : de la catastrophe aérienne à la morsure de serpent. La prime varie selon la profession que vous exercez ou les sports que vous pratiquez (les chasseurs à courre et les judokas versent une surprime). Mais si vous êtes relativement sédentaire, vous pouvez, pour 30.000 francs par an, être assuré de recevoir la somme de 10 millions (en cas de mort) ou de 20 millions (en cas d'infirmité permanente totale).

Le beau temps

Il existe depuis quelques années une assurance beau temps, calculée sur le nombre de millimètres d'eau de pluie relevés à la station météorologique la plus proche de votre lieu de villégiature. La prime est de l'ordre de 20.000 francs par an ; elle varie selon la région choisie pour y séjourner.

RECETTE

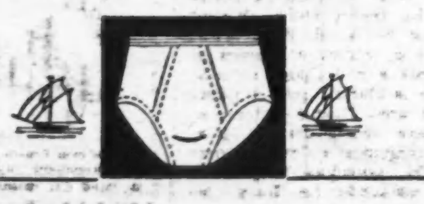
Surprise aux fraises

1/2 livre de fraises — 4 cuillerées de sucre — 1 cuillerée de jus de citron — 350 grammes de fromage blanc — 1/2 tasse de crème fouettée.

● Ecraser les fraises avec le sucre ● Ajouter le jus de citron ● Mélanger au fromage blanc et à la crème fouettée ● Faire glacer au réfrigérateur.

PETIT-BATEAU

Petit-Bateau présente le slip qui vous avantage. Grâce à sa ceinture Bateaulastic pur para, ses coutures extra-plates, sa coupe incurvée, vous aurez l'allure sportive de l'homme moderne.



Dominique Verdet
SPORT-COUTURE
3, FAUBOURG SAINT-HONORÉ
« TOUT »
POUR L'ETE
ROBES
SHORTS
MAILLOTS
de bains
PANTALONS
de toile

LE BLOC-NOTES DE FRANÇOIS MAURIAC

Ici, chaque semaine, François Mauriac commente librement l'actualité politique et littéraire.

14 JUILLET

EN ma qualité « d'exhibitionniste de l'intelligence et du cœur », je me suis gardé d'aller sur les Champs-Elysées. Il m'a suffi de voir défiler les paras sur l'écran de la télévision. Je me vante même de les avoir admirés plus à loisir que si M. le Président de la République m'avait fait asseoir à sa droite. L'écran devenait, à certains moments, une tapisserie vivante de visages vus d'aussi près qu'il était possible, à moins de se cogner. Le téléspectateur, si le cœur lui en disait, pouvait se livrer à des comparaisons entre ces types humains. Que de différences d'un corps de troupe à l'autre, et à l'intérieur d'une même unité ! Qu'il y en avait de nobles et qu'il y en avait de vils ! J'ai fait là-dessus de ces réflexions qui ne valent que pour nous-même et que la sagesse conseille de ne partager avec personne.

Le moteur a tué les revues militaires en supprimant ce qui caracolait, voilà le vrai.

☆

LAISSONS - LA l'intelligence et le cœur, pour ne pas offenser M. Robert Lacoste qui serait capable de tirer son revolver, comme Gœring. Reste le bon sens, la chose du monde la mieux partagée, c'est bien connu, et dont les diplomates étrangers ne sont pas non plus dépourvus. J'en voyais un qui, de son œil de poisson froid, suivait cette parade. Qu'en pensait-il ? Je crois l'avoir deviné, bien qu'il n'en ait rien dit à personne, et surtout pas, j'imagine, à M. le Président de la République et à M. le président du Conseil. Il pensait, cet homme raisonnable, qu'un instrument doit être adapté à l'usage auquel on le destine. J'ignore ce que ferait la guerre atomique du beau joujou dont, ce matin, les musiques « versaient l'héroïsme au cœur des citoyens ». Je sais fort bien, en revanche, ce qu'en fait, ou plutôt ce que n'en fait pas, une guerre de partisans.

☆

SOYONS juste : le moucheron n'est pas encore venu à bout du lion, comme dans la fable, et je ne crois pas qu'il en vienne jamais à bout. Mais le lion continuera de se battre les flancs de sa queue sans que le moucheron s'en trouve beaucoup plus mal, voilà ce qu'il faut craindre, et ce n'est pas cette mirobolante revue qui rassurera là-dessus les Français capables de quelque réflexion.

EVIDEMMENT, on peut toujours continuer. On ne peut pas dire qu'il n'en coûte rien, mais si cher qu'il faille le payer en vies humaines et en milliards, le plus facile est de s'en tenir à la méthode qui consiste à ne pas réfléchir et à fermer les yeux. L'immortelle péroraison de M. Lacoste l'a définie pour des siècles, cette méthode : « Je suis là, bien là, encore là, et je ferai tout ce qui est en mon pouvoir pour rester là. » C'est le style « parole historique ». Mais en clair, cela signifie : « Je laisserai faire tout ce qu'on voudra pour qu'on me laisse là. » Car qui a les mains plus durement liées que ce faux proconsul ? On dit qu'un cri lui échappe, parfois.

☆

AH ! tourner le bouton ! Le téléspectateur est un dieu maître d'interrompre à la seconde une revue à grand spectacle, comme était celle-là.

14 juillet... Même le 14 juillet ouvre sur l'intemporel. La prise de la Bastille nous détourne chaque année de penser à l'admirable saint dont c'est la fête aujourd'hui : Bonaventure, le docteur séraphique, disciple de saint Augustin, fils spirituel de saint François et fort hostile à Aristote. Je décide dans mon cœur de lui consacrer cet après-midi de sa fête et me voilà à la recherche du gros bouquin de Gilson sur « la philosophie de saint Bonaventure ». J'en relirai le premier et le dernier chapitre.

☆

L'EVASION dans l'intemporel... Mais il y a cette lettre d'un avocat d'Alger qui m'a été communiquée voici bientôt quinze jours, et à laquelle je n'ai pas encore fait écho. Nous voudrions nous unir, sur l'Alverne, à François d'Assise et à son fils Bonaventure, mais il y a cette lettre d'un avocat d'Alger. Ah ! nous devons nier qu'il y ait contradiction : « On rejoint toute chose à partir du Christ et on revient à lui à partir de toute chose... » dit Gilson, commentant Bonaventure. Je reprends donc la lettre:

« Mon cher ami, c'est le 22 juillet que doit s'ouvrir le procès du prétendu complot ultra-chrétien d'Alger. J'ai vu bien des procès depuis deux ans — jamais comme celui-là. Parce qu'il n'y a pas eu l'ombre d'un complot et que tous ces gens qui, après avoir été torturés physiquement et moralement, attendent en prison depuis des mois d'être jugés, n'ont rien fait d'autre que de témoigner individuellement, spontanément, en dehors de toute idée politique, par des actes de charité fraternelle, qu'ils étaient des chrétiens : « A « cela on reconnaîtra que vous êtes mes dis- « ciples... » (...) Personne n'a osé modifier l'inculpation première « atteinte à la sûreté de l'Etat » alors qu'en réalité ils sont poursuivis pour « recel de malfaiteurs ». Entendez par malfaiteur tout musulman traqué ou affolé par le débusquage des paras et qui cherchait à se terrer n'importe où, sachant que, s'il était pris, il serait torturé. Personne n'a osé non plus rendre la moindre ordonnance de non-lieu, même en faveur de ceux qui, à l'évidence, n'ont rien à se reprocher, au point qu'ils furent laissés en liberté provisoire. C'est toute la charrette qui est renvoyée au tribunal militaire... (...) Il faut que vous entriez dans l'arène non pas pour les trente-quatre accusés seulement, mais parce que derrière eux il y a toute une conception de la vie et des rapports humains qu'il faut faire triompher. »

☆

JE rêve sombrement là-dessus, et reviens au Bonaventure de Gilson. « Bonaventure est rempli d'angoisse en voyant que l'œuvre créée par un Dieu, réparée par le sang d'un Dieu, se défait chaque jour comme si tout ce qui peut choisir entre le néant et l'être, choisissait, par un aveuglement insensé, le parti du néant. »

Le parti du néant : c'est lui, le maître. Il jouait au soldat, ce matin, sur les Champs-Elysées, prisonnier d'un vieux mirage, aveugle et sourd devant ce monde qui va s'édifier sans nous et contre nous et dont nous étions appelés par vocation à devenir la pensée vivante.

F. M.

(Copyright « L'Express ».)

L'heure dangereuse du petit matin PAR J.L. de VILALLONGA
NOUVELLES 500 fr. SEUIL

LE JEU DU TÉMOIN

Avant de lire ces questions regardez les photos de la page 19.

Un sac vient d'être volé

- Le vol a été commis sur les Champs-Elysées. Y a-t-il un point de repère permettant de préciser à quelle hauteur de l'avenue la photo a été prise ? Lequel ?
- Dans quelle main le voleur tient-il le sac dont il s'est emparé ?
- Combien y a-t-il de témoins sur cette photo ? Combien de femmes ? Combien d'hommes ?
- Comment le voleur est-il habillé ? Porte-t-il un costume clair ou sombre ? Des chaussettes hautes ou basses ?
- A-t-il abandonné une bicyclette contre une vitrine visible sur la photo ? Le bas de ses pantalons est-il tenu par des pinces de cycliste ?

Deux voitures viennent de se heurter

- Quelle voiture venait de droite ?
- Pouvez-vous décrire les voitures accidentées ? Des décapotables ? Des conduites intérieures ?
- Pouvez-vous indiquer le numéro minéralogique de l'une d'elles ?
- Le sol est-il sec ?
- Combien y a-t-il de personnages autour des voitures ? Combien d'hommes ? Combien de femmes ?
- Y a-t-il un paquet au premier plan ? Pouvez-vous le décrire ?
- Le pneu arrière gauche de la voiture située au premier plan est-il crevé ?

...Et maintenant vérifiez vos réponses en vous reportant aux photos, page 19.

L'EXPRESS

DIRECTION, REDACTION :
91, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. ELY. 88-61

Administration, publicité, vente :
ABONNEMENTS :
37, Champs-Elysées, Paris-8e
Tél. BAL. 19-68

PRIX DE VENTE AU NUMERO :
France et Afrique du Nord : 100 francs.
Suisse : 1. fr. 90.
Belgique : 18 francs.
Italie : 250 lires.

ABONNEMENTS (1 AN)
France, Union française : 3.000 francs
Etranger : 3.700 francs
Etudiants, Rappelés, Maintenus : 3 mois, 750 fr.

PAR AVION
4.000 fr. - Algérie, Tunisie, Maroc.
5.600 fr. - A.-E. F., A.-O. F.
6.500 fr. - Egypte, Iran, Irak, Israël, Liban, Syrie, Libye.
4.700 fr. - Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, Grande-Bretagne, Grèce, Irlande, Italie, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, Suède, Suisse, Turquie, U.R.S.S., Yougoslavie.
8.200 fr. - Guyane française, Guadeloupe, Indochine, Madagascar, Martinique, Océanie.
8.600 fr. - Afrique du Sud.
9.900 fr. - Canada, Etats-Unis.
11.200 fr. - Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Guatemala, Inde, Indonésie, Japon, Pérou, Porto-Rico, Venezuela.
15.100 fr. - Australie, Nouvelle-Zélande.
7.300 fr. - Congo Belge, Ethiopie.

Règlement par chèque bancaire ou C.C.P. 73 78-19 Paris.
Administrateur : J.-F. Coblence